

Mise à jour statistique:

21 janvier 2004

Note de Conjoncture n° 4-2003

La situation économique au Luxembourg Évolution récente et perspectives

Le texte intégral de la Note de Conjoncture est disponible sur Internet à l'adresse
http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/index.html

statec

SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Responsable de la publication: Serge ALLEGREZZA

Coordination: Bastien LARUE
Rédaction: Ferdy ADAM
Guy SCHULLER
Véronique SINNER

Prix de l'abonnement annuel: 11.00 EUR

Prix de ce numéro: 2.90 EUR

La reproduction totale ou partielle de la présente note est autorisée
à condition d'en citer la source.

ISSN 1019-6463

STATEC

Service central de la statistique et des études économiques
6, bd Royal - boîte postale 304 - L-2013 Luxembourg

Tél.: 478-4219 Fax: 46 42 89

E-mail: info@statec.etat.lu

Internet: www.statec.public.lu

Sommaire

Préface	5
A. Conjoncture internationale	7
B. Conjoncture luxembourgeoise	11
1. Résumé et faits principaux	11
2. Activité sectorielle	14
2.1 Industrie	14
2.2 Construction	18
2.3 Commerce	21
2.4 Hôtels et restaurants	23
2.5 Transports et communications	24
2.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises	25
2.7 Secteur financier	26
2.8 Services collectifs et domestiques	30
3. Inflation et salaires	31
3.1 Prix à la consommation	31
3.2 Salaires	34
4. Relations économiques extérieures	36
4.1 Echanges de biens	37
4.2 Echanges de services	38
5. Emploi et chômage	40
5.1 Emploi	41
5.2 Chômage	44

C.	Analyses complémentaires.....	47
1.	Effets de la dépréciation du dollar US sur l'économie luxembourgeoise	47
1.1	Antécédents.....	47
1.2	Les mécanismes en question.....	47
1.3	La méthodologie adoptée et les hypothèses exogènes retenues	48
1.4	Les résultats.....	49
1.5	En guise de conclusion	49
1.6	Bibliographie	50
2.	Durée du travail et emploi	51
3.	Les finances publiques dans le contexte économique actuel	53
3.1	La situation budgétaire de l'administration publique	53
3.2	Dégradation de la situation budgétaire: Comparaison des programmes de stabilité 2002 et 2003	55
3.3	Solde structurel des finances publiques.....	55
3.4	Quels effets sur la croissance?	56
3.5	Bibliographie	57
D.	Annexe statistique.....	58
E.	Index des tableaux et graphiques	89

Préface

La reprise est-elle devant nous?

La présente Note de conjoncture jette un regard sur la fin de l'année 2003, plus précisément sur le 3^{ème} trimestre, les données du 4^{ème} trimestre étant encore partielles. Globalement, on constate qu'un redressement s'annonce progressivement dans certaines branches comme l'industrie et dans certains services, notamment financiers, mais ce sont quelques hirondelles dont il est trop tôt d'en conclure qu'elles annoncent le printemps tant attendu de la conjoncture luxembourgeoise. Les dernières prévisions pour le Luxembourg, concernant l'année 2004, que ce soit celles du STATEC, de la Commission européenne ou encore de la BCL sont concordantes: elles tournent autour de 2% de croissance du PIB en volume. Ce sont d'ailleurs ces prévisions de la croissance luxembourgeoise qui ont été retenues par le Gouvernement dans la 5^{ème} mise à jour du Programme de Stabilité pour la période 2004 à 2006 et qui ont été notifiées à la Commission Européenne.

Il faut cependant insister sur les facteurs qui pourraient faire pencher la balance des risques dans un sens ou dans l'autre et pourraient amener à une remise en cause des prévisions de la conjoncture. *Ceteris paribus*, l'appréciation du taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar américain est un facteur de risque non négligeable abondamment commenté par les économistes, car il pourrait gêner la vigueur de la reprise de l'économie de la

zone euro. Cet impact ne serait pas sans dommages sur la croissance de l'économie luxembourgeoise, même si l'essentiel des exportations des biens et des services est destiné à des clients résidant dans les pays voisins et dans l'UE. Une simulation basée sur le modèle économétrique du STATEC donne une idée de l'impact d'une appréciation de l'euro.

Une autre analyse montre que les entreprises ont diminué le temps de travail des salariés, en réponse au ralentissement de la conjoncture, cette variable d'ajustement n'a peut-être pas été prise suffisamment en compte dans l'analyse de l'emploi.

L'importance macro-économique de la politique budgétaire a amené le STATEC à mettre en lumière l'évolution et les perspectives des finances publiques luxembourgeoises. Le Programme de Stabilité du Gouvernement donne un aperçu des grandes orientations de la gestion financière des administrations publiques. Une analyse plus approfondie suggère que le solde structurel des finances publiques reste excédentaire, mais elle souligne aussi la difficulté, dans l'état actuel de nos connaissances, à déceler l'impact de l'évolution et des recettes et des dépenses publiques sur la conjoncture et la croissance.

Dr Serge Allegrezza
Directeur

A. Conjoncture internationale

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes

	Etats-Unis	Japon	EU15	Zone euro	Allemagne	France
Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active) et indicateurs précurseurs (par rapport aux trois mois précédents)						
Croissance du PIB en volume	T3 03	T3 03	T3 03	T3 03	T3 03	T3 03
dernier trimestre publié	3.6	2.3	0.6	0.3	-0.2	-0.3
moyenne sur les 4 derniers trimestres	2.7	2.7	0.8	0.6	0.0	0.3
Indicateurs précurseurs OCDE	nov-03	nov-03	nov-03	nov-03	nov-03	nov-03
derniers trois mois	-3.2	-0.9	-2.3	-2.2	-3.4	-2.2
Taux de chômage standardisé	nov-03	nov-03	nov-03	nov-03	nov-03	nov-03
dernier mois publié	5.9	5.2	8.0	8.8	9.3	9.5
un an avant	5.9	5.3	7.8	8.6	8.9	9.0
Taux d'inflation (prix à la consommation)	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03	nov-03
dernier mois publié	1.9	-0.5	1.8	2.0	1.1	2.4
un an avant	2.4	-0.4	2.2	2.3	1.1	2.2
Taux d'intérêt à court terme	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03
dernier mois publié	1.2	0.1	2.5	2.2		
un an avant	1.4	0.1	3.2	2.9		
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03	déc-03
dernier mois publié	4.3	1.4	4.5	4.4	4.3	4.3
un an avant	4.0	1.0	4.4	4.4	4.3	4.4
Cours de change (par EUR) ¹	janv-04	janv-04				
dernier mois publié	1.27	134.6				
un an avant	1.06	126.2				

Sources: Eurostat, OCDE (Indicateurs précurseurs USA et Japon), FMI (inflation USA et Japon)

¹ Données au 18.01.2004

L'actualité économique internationale est largement dominée sur les derniers mois par l'évolution du taux de change entre l'euro et le dollar. Il faut dire qu'au cours des dernières semaines, l'euro n'a eu cesse de battre record sur record. Les inquiétudes des investisseurs sur les risques de financement du déficit courant américain, l'annonce de mesures protectionnistes aux Etats-Unis à l'encontre des importations de produits textiles chinois ou la critique par la Banque Centrale Européenne du "compromis de Bruxelles" sur le Pacte de Stabilité (laissant planer la possibilité d'une hausse des taux plus rapide que prévue) ont constitué un terrain fertile à la hausse de l'euro. Pourtant les Etats-Unis ont dans l'ensemble publié de très bons chiffres sur les performances de l'économie, mais le dollar a en général sur-réagi aux mauvaises nouvelles plutôt qu'aux bonnes.

Etats-Unis: l'emploi ne suit pas encore la croissance

La reprise économique aux Etats-Unis apparaît de plus en plus solide au fur et à mesure des semaines. Le troisième trimestre a montré un PIB en croissance de 8.4% en rythme annuel et les résultats des enquêtes auprès des consommateurs et des entrepreneurs laissent augurer d'une fin d'année satisfaisante. Alors que le deuxième trimestre 2003 avait principalement bénéficié des

dépenses des ménages et des dépenses publiques (principalement au travers des dépenses militaires), ces dernières n'ont quasiment pas influé sur la croissance du troisième trimestre. La poursuite des baisses d'impôt a cependant permis aux ménages de rester le moteur de la croissance. Mais surtout, le troisième trimestre a vu les dépenses des entreprises largement progresser: les investissements en équipements, en bâtiments et la variation des stocks ont contribué positivement à la croissance, ce qui ne s'était pas produit depuis la fin 2000. Les profits des entreprises sont nettement orientés à la hausse et les gains de productivité sont restés élevés.

L'emploi cependant tarde toujours à redémarrer: le chiffre de décembre de 1 000 créations d'emplois est pour le moins décevant alors que les analystes tablaient sur 150 000 créations. S'il s'agit d'un simple contre-temps pour certains, d'autres craignent que le lien entre croissance et emploi ne soit rompu, du moins modifié: l'approche des élections présidentielles rend aussi le sujet particulièrement propice au débat.

La dépréciation du dollar semble en revanche constituer un moindre sujet d'inquiétude pour les américains, même si les autorités continuent officiellement à soutenir une politique du dollar fort. Avec une inflation proche de

1.5% (hors énergie), le renchérissement des importations ne semble pas trop peser pour le moment sur le niveau des prix. Les craintes de déflation s'éloignent tandis que le risque d'une surchauffe apparaît encore faible étant donné que les capacités de production restent encore sous-utilisées. La dépréciation de la monnaie devrait aussi participer à résorber, ou du moins à stabiliser, le déficit courant des Etats-Unis. Celui-ci s'est révélé notamment moins important sur le troisième trimestre, mais devrait connaître un niveau record sur l'ensemble de l'année.

L'envolée de la Chine

Le déséquilibre commercial américain est de plus en plus marqué avec la Chine, qui contribue environ à un quart de ce déficit en 2003. Il faut dire que l'effet de dépréciation du dollar ne joue pas pour la Chine car sa monnaie (le yuan) possède un lien fixe avec le dollar. Et l'abandon de cette parité fixe représente un risque important étant donné les bases du système financier chinois est ainsi fortement sollicité par les autorités américaines afin de réduire l'excédent commercial vis-à-vis des Etats-Unis (la commande chinoise de 30 avions Boeing en novembre 2003 a notamment été considérée comme une initiative "allant dans le bon sens").

La Chine exporte certes beaucoup, mais en rythme annuel, les importations chinoises avancent sur un sentier de croissance d'environ 40%. Il s'agit d'importations nécessaires au développement effréné de son secteur secondaire, industrie et bâtiment, qui tire fortement la croissance (et aussi au passage les prix des matières premières au niveau mondial). Le PIB estimé pour 2003 devrait ainsi bondir de 9.1%, malgré un premier semestre plus modeste, quelque peu ébranlé par l'épidémie de SRAS (qui avait surtout pénalisé les services, notamment le tourisme). La Chine s'affirme ainsi comme un marché à fort potentiel tant pour les exportations de biens que pour les investissements étrangers, alors qu'elle était surtout considérée auparavant comme un concurrent des économies industrialisées.

La zone euro renoue avec la croissance sur le troisième trimestre

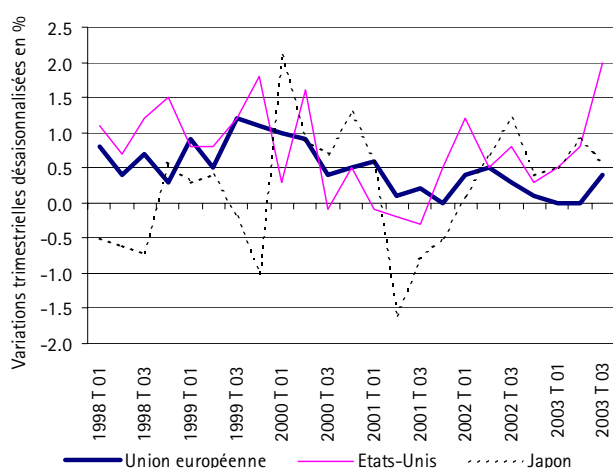
Au niveau européen aussi, la Chine accroît sa position en tant que partenaire commercial. De janvier à octobre

2003, les importations de l'UE15 en provenance de Chine ont progressé de 14% tandis que les exportations communautaires vers ce pays ont crû de 18%. Notons que le Luxembourg semble aussi avoir bénéficié de ce mouvement (voir la partie Relations extérieures, pp. 36-39).

Le commerce extérieur dans son ensemble a d'ailleurs fortement contribué à la croissance de la zone euro sur le troisième trimestre, cette dernière étant estimée à +0.3% en glissement annuel. Ainsi, l'appréciation de l'euro n'a pas empêché les économies européennes de bénéficier de la hausse de la demande mondiale, mais le commerce extérieur aurait sans nul doute contribué encore davantage sans celle-ci (cf. à ce sujet l'étude pp. 47-50 de cette Note). Avec un euro proche de 1.25 USD sur les dernières semaines, les exportateurs européens commencent cependant à faire grise mine, même s'ils avouent dans l'ensemble pouvoir supporter jusqu'à présent ce niveau de change. Certaines voix se sont d'ailleurs déjà élevées pour demander à la Banque Centrale Européenne de baisser ses taux d'intérêts, ce qui permettrait à court terme de "freiner" l'euro. Cette dernière, dont l'objectif principal est la maîtrise de l'inflation (celle-ci est retombée à 2% en décembre, soit la limite fixée par la BCE), se dit "inquiète" voire "préoccupée" de cette situation et appelle à plus de stabilité sur les marchés des changes, mais ne devrait pas opérer de baisse des taux dans l'immédiat, à moins que le dollar ne poursuive brutalement sa décrue.

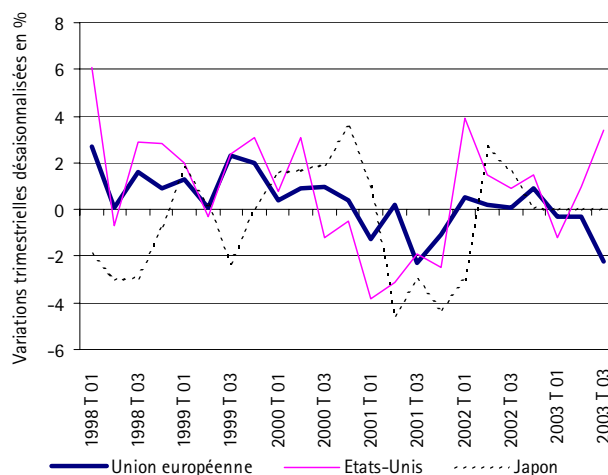
Il reste que les perspectives de croissance dans la zone euro sont toujours orientées favorablement comme en attestent les différents indicateurs précurseurs (cf. tableau 2) ainsi que les données parcellaires du quatrième trimestre. La Commission européenne confirme ainsi son scénario de reprise à partir du 2^{ème} semestre 2003, reprise qui devrait se poursuivre en 2004 sous l'effet de la demande extérieure principalement, du moins dans une première phase. Elle devrait se transmettre à terme au niveau de la demande intérieure (investissements des entreprises, consommation des ménages). La demande des ménages reste pour l'instant déprimée par les données sur l'emploi et le chômage, indicateurs retardés par rapport à l'activité économique. Les principaux risques qui pèsent sur ce scénario de retour à la croissance sont donc d'une part un emploi qui tarderait trop à redémarrer et d'autre part une appréciation trop importante de l'euro.

Graphique 1: PIB



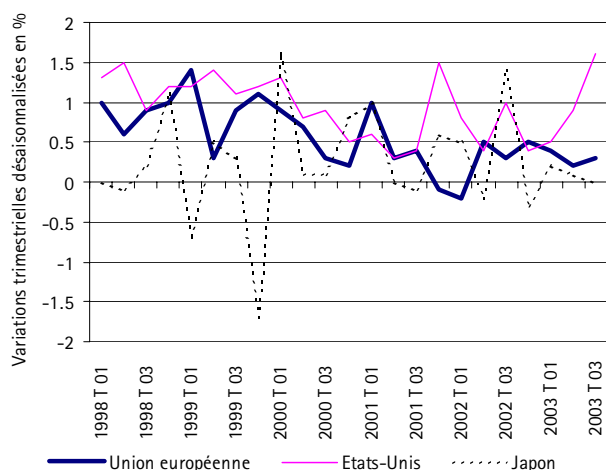
Source: EUROSTAT

Graphique 2: Formation brute de capital



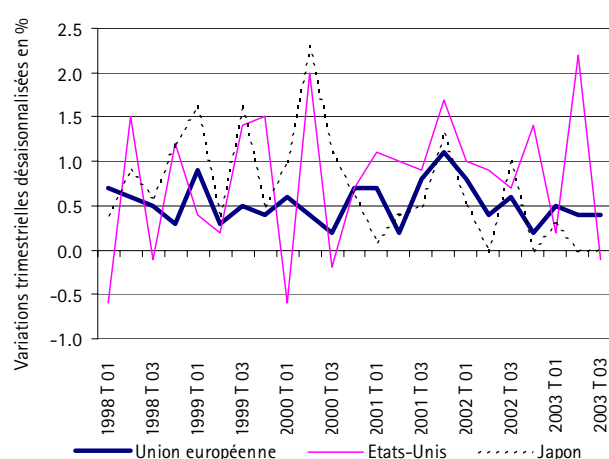
Source: EUROSTAT

Graphique 3: Consommation finale des ménages



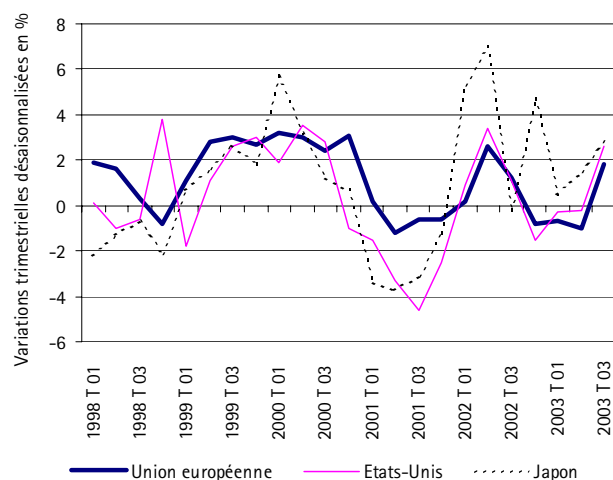
Source: EUROSTAT

Graphique 4: Consommation publique



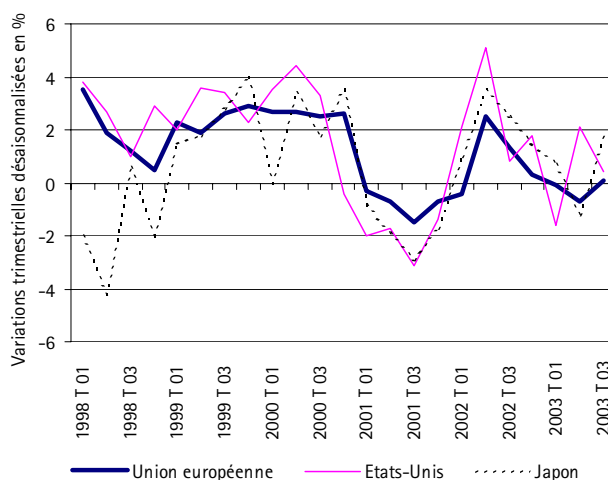
Source: EUROSTAT

Graphique 5: Exportations de biens et services



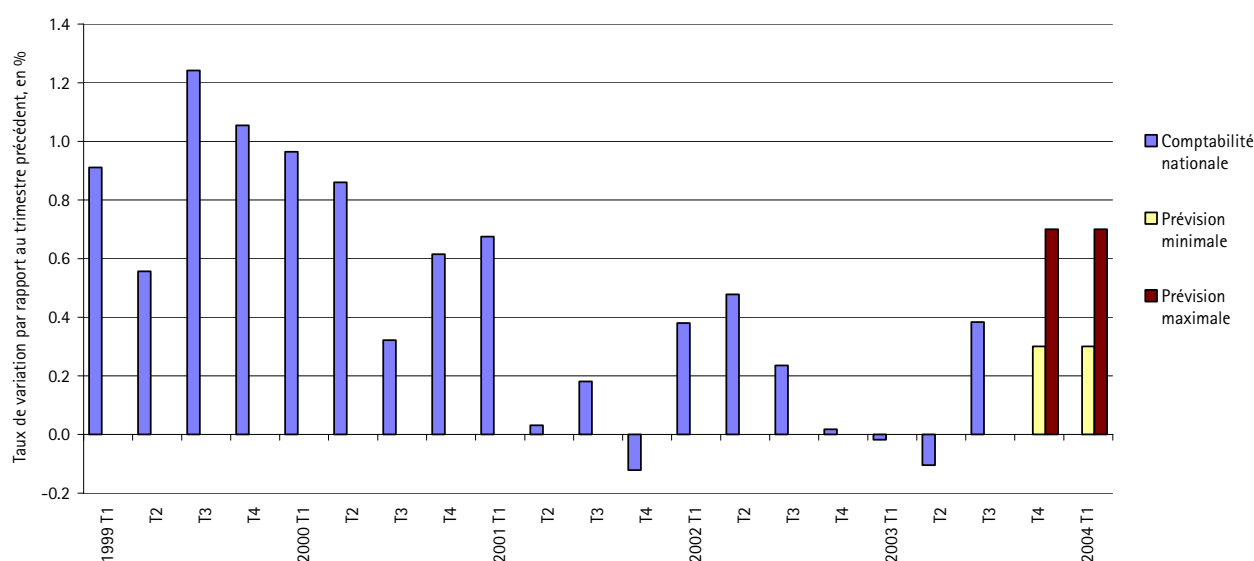
Source: EUROSTAT

Graphique 6: Importations de biens et services



Source: EUROSTAT

Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro



Source: EUROSTAT, Commission européenne (15 janvier 2004)

Tableau 2: Indicateurs conjoncturels

	Indicateur du climat économique	Indicateur du climat économique	Indicateur de climat conjoncturel	IFO Geschäfts-erwartungen	ZEW Konjunktur-erwartungen	Indicateur de la Banque nationale de Belgique	Indicateur composite avancé	Indicateur composite avancé	Purchasing Managers Index
Source	Commission européenne	Commission européenne	Commission européenne	IFO	ZEW	BNB	OCDE	OCDE	ISM / Reuters
Zone observée	Zone Euro	Luxembourg	Zone Euro	Allemagne	Allemagne	Belgique	Zone Euro	Luxembourg	USA
Indicateur visé	PIB	Industrie	Industrie	Industrie	PIB	Industrie	PIB	PIB	Industrie
Qualité de prévision	coïncident	coïncident	coïncident	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)
Moyenne à long terme (janvier 1995 - janvier 2004)	96.5	-7	0.13	101.2	41.8	-8.0	2.1	2.3	51.3
Minimum lors du dernier creux	94.6	-34	-1.24	90.0	-10.4	-21.1	-3.3	-11.2	41.5
janvier-03	94.9	-13	-0.33	98.0	14.0	-15.5	1.1	-2.5	53.9
février-03	95.1	-14	-0.27	98.5	15.0	-10.5	0.5	-5.3	50.5
mars-03	94.6	-12	-0.64	97.3	17.7	-17.4	0.2	-6.7	46.2
avril-03	94.7	-17	-0.53	95.0	18.4	-20.5	0.0	-7.0	45.4
mai-03	94.8	-19	-0.63	97.4	18.7	-18.3	0.9	-5.8	49.4
juin-03	94.8	-20	-0.65	98.8	21.3	-26.5	1.8	-2.5	49.8
juillet-03	94.7	-19	-0.79	100.5	41.9	-19.3	3.0	1.5	51.8
août-03	95.0	-16	-0.49	102.3	52.5	-14.3	4.2	5.2	54.7
septembre-03	95.3	-9	-0.46	105.3	60.9	-14.5	6.0	9.7	53.7
octobre-03	95.5	-22	-0.21	108.0	60.3	-10.6	6.8	14.2	57.0
novembre-03	96.0	-25	0.05	108.8	67.2	-8.8	7.4	17.1	62.8
décembre-03	95.6	-17	-0.03	111.2	73.4	-6.9	7.0	19.5	66.2
janvier-04	95.8	-21	0.04	111.2	72.9	-5.6	...	...	63.6

Sources: comme indiquées

B. Conjoncture luxembourgeoise

Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise

	1985-2002	2001	2002	2003 ³	2004 ³	2005 ³	2006 ³
	Taux de croissance en % (ou spécifié autrement)						
PIB à prix courants (en Mio EUR)	...	21 987	22 396	23 038	24 148	25 566	27 032
PIB en volume	5.6	1.2	1.3	1.2	2.0	3.0	3.8
Consommation finale des ménages et ISBLSM	3.7	4.5	2.3	1.6	1.9	2.5	2.5
Consommation finale des administrations publiques	5.1	7.0	4.2	3.8	2.1	2.9	3.0
Formation brute de cap. fixe (hors var. stocks)	7.9	10.1	-1.4	0.5	1.9	3.3	6.2
Exportations de biens et services	7.7	2.6	-0.3	1.6	3.7	5.4	6.9
Importations de biens et services	7.2	4.8	-1.6	2.0	3.9	5.6	7.1
Emploi intérieur total ¹	3.4	5.6	3.1	1.7	1.1	1.8	2.2
Inflation (déflateur implicite de la consommation privée) ¹	2.4	3.3	2.3	2.0	1.8	1.6	1.3
Coût salarial moyen ¹	4.1	3.7	3.2	2.6	2.1	2.6	1.5
Taux de chômage (chômage inscrit, en % de la population active) ²	2.1	2.6	3.0	3.8	4.1	4.3	4.4

¹ Etablis selon la méthodologie de la comptabilité nationale; ² Rupture de série en 1997; ³ Prévisions (octobre 2003).

Source: STATEC, ADEM, IGSS

1. Résumé et faits principaux

Reprise dans l'industrie et maintien de la consommation

La grande majorité des économies de l'Union européenne avait connu un deuxième trimestre de stagnation, voire de récession pour notamment les trois "grands": Allemagne, France et Italie. Ce ralentissement s'était aussi fait sentir au Luxembourg, pour lequel la plupart des indicateurs d'activité donnait des signes de faiblesse.

A partir du troisième trimestre 2003, l'économie luxembourgeoise a continué à évoluer en phase avec les autres pays de la zone euro, mais cette fois-ci dans la direction d'une reprise de l'activité.

La production industrielle est repartie à la hausse depuis juillet et les résultats des enquêtes d'opinion auprès des industriels laissent espérer une tendance similaire pour les deux derniers mois de l'année. Ceci devrait se concrétiser par un résultat en hausse d'environ 2.5% pour l'année 2003 (contre 1.5% l'année précédente).

Le secteur du commerce reste orienté à la hausse sur le troisième trimestre, particulièrement dans la vente de

véhicules, de carburants et dans le commerce de gros. Même si le moral des ménages semble altéré par une situation difficile sur le marché du travail (avec un taux de chômage qui a dépassé les 4%), le niveau de consommation semble bien se maintenir. Etant donné le degré d'ouverture important du Luxembourg, la demande extérieure contribue évidemment à cette hausse des ventes (avec une partie de facteurs non-conjoncturels), mais il faut signaler que la consommation domestique fait preuve de dynamisme également: les taux d'intérêt historiquement bas constituent notamment une forte incitation à consommer (la hausse des crédits à la consommation en témoigne).

Les taux d'intérêt faibles stimulent aussi le crédit à l'habitat. Le secteur résidentiel est d'ailleurs un des seuls domaines de la construction pour lequel à la fois les résultats observés et les perspectives soient nettement positifs. Pour la construction de bâtiments non-résidentiels et le génie civil, la production a certes enregistré une croissance sur le troisième trimestre, mais les opinions sur l'avenir se sont plutôt dégradées sur la deuxième partie de l'année.

Redressement du secteur financier mais situation contrastée dans les autres services

Le secteur financier présente toujours des résultats négatifs par rapport à 2002, mais la situation semble s'être améliorée à partir du troisième trimestre, surtout si l'on fait abstraction de phénomènes exceptionnels dans les résultats des banques en 2002. L'évolution favorable des prestations de services financiers pour le compte de non-résidents, observée sur le troisième trimestre au niveau de la balance courante, de même que l'appréciation de la balance du revenu des investissements imputable au secteur bancaire, confirment aussi cette tendance. Au niveau de l'emploi en revanche, le secteur enregistre toujours des pertes nettes d'effectifs (environ un millier d'emplois supprimés sur un an à l'issue du troisième trimestre 2003).

Les autres services marchands présentent des résultats pour le moins contrastés. L'Horeca, les services de transports, les activités immobilières ou les services liés à l'informatiques affichent toujours un recul de l'activité par rapport à 2002 (en terme de chiffre d'affaires), bien que les performances à l'intérieur même de chacune de ces branches soient hétérogènes.

Pour les services fournis principalement aux entreprises (secteur qui représente environ 10% de l'emploi salarié intérieur), on constate à l'inverse une poursuite de la croissance sur la même période: un peu moins forte qu'au premier semestre dans les activités juridiques et comptables, mais plus vigoureuse pour ce qui concerne les entreprises de travail intérimaire.

Inflation et hausse des coûts du travail comparables à la zone euro

L'inflation, sur l'ensemble de l'année au Luxembourg (+2.0% pour l'IPCN), est comparable à celle de l'ensemble des autres pays de la zone euro (+2.1%), bien que l'évolution sur les derniers mois de l'année soit différente, avec une accélération dans les pays voisins, Allemagne, France et Belgique, et une tendance à la modération sur cette période pour ce qui concerne le Luxembourg.

A l'inverse, si l'on compare la hausse du coût horaire du travail, on constate qu'elle était légèrement inférieure à celle de la zone euro sur le début de l'année 2003, mais que les deux se rejoignent sur le troisième trimestre (suite à la nouvelle tranche indiciaire pour le Luxembourg).

Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

Nace	Production par jour ouvrable		Chiffre d'affaires en volume	Résultat brut avant provisions			Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié
	Industrie	Construction	Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et R&D	Services fournis principalement aux entreprises	Services collectifs et domestiques
	10-41	45	50-52	55	60-64	65	70-73	74	85-93
	Taux de variation annuels en %								
1997	5.8	...	17.6	5.5	9.5	20.5	8.8	21.8	...
1998	8.1	...	3.9	4.5	12.3	28.3	14.5	9.5	...
1999	1.5	...	3.1	6.4	17.8	-16.5	1.3	8.7	6.6
2000	5.1	3.2	9.8	6.0	17.7	25.6	24.2	15.7	7.4
2001	3.1	2.0	0.4	2.5	8.4	-1.5	5.3	13.6	6.9
2002	0.4	2.1	2.1	3.5	4.7	-0.7	-7.9	-0.5	5.8
2003 ¹	2.7	-0.9	7.7	-5.5	-2.3	-9.3	-1.6	5.3	5.5
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %				Taux de variation annuels en %				
T1 01	4.4	0.0	0.8	5.0	15.6	-12.3	16.4	24.8	7.8
T2 01	-2.6	1.2	2.4	4.1	16.0	2.3	12.6	9.9	7.2
T3 01	0.3	3.1	-0.3	0.8	5.3	-0.9	0.5	30.2	6.6
T4 01	-0.8	1.3	-1.6	0.6	2.1	-1.5	-4.7	-4.2	5.9
T1 02	0.0	-0.6	2.5	5.0	-2.0	2.2	-7.7	-2.8	6.0
T2 02	3.6	3.0	1.0	2.7	-1.4	-11.0	-1.5	-1.7	5.6
T3 02	-3.1	-4.6	1.2	4.5	8.9	-0.7	-8.8	-13.6	5.8
T4 02	1.5	1.2	4.6	2.0	2.2	5.1	-13.1	16.6	5.9
T1 03	1.7	-0.6	6.5	-5.8	2.7	-4.7	-0.7	5.0	6.0
T2 03	-0.5	0.1	6.4	-5.2	-1.3	-10.0	-8.4	9.7	6.4
T3 03	2.2			-5.7	-8.1	-9.3	5.3	1.0	4.0

¹ Industrie = 10 mois, autres = 9 mois.

Source: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

L'emploi croît toujours, le chômage aussi

L'emploi salarié intérieur croît toujours à un rythme annuel légèrement supérieur à 2% ce qui ne suffit pas à enrayer la hausse du chômage. Ce dernier progresse, mais on constate un ralentissement sur les derniers mois.

Les grands secteurs qui enregistrent des pertes nettes d'emplois en 2003 (variation annuelle en septembre) sont le secteur financier, plus précisément le secteur bancaire, et l'industrie manufacturière, plus précisément les activités liées à la métallurgie et l'industrie alimentaire.

Perspectives

Si la reprise se fait sentir assez nettement dans l'industrie et que le secteur bancaire poursuit sa convalescence, le retour à la croissance est loin d'apparaître comme un phénomène généralisé pour le moment, du moins à la lumière des principaux indicateurs statistiques disponibles. Le retournement de la conjoncture à partir de la fin 2001 – début 2002 n'a pas encore fini de produire ses effets.

Pour l'ensemble de la zone euro, la reprise constatée à partir du second semestre 2003 devrait perdurer sur l'année 2004, sous condition que la demande mondiale se maintienne à un niveau élevé.

Cette évolution est certes souhaitable aussi pour le Luxembourg, mais il faut rappeler que la part de l'industrie dans l'économie luxembourgeoise, essentiellement axée sur les services et plus particulièrement les services financiers, n'a pas la même importance qu'en Allemagne ou en France. Ainsi, une hausse de la demande mondiale en biens n'aura pas autant d'influence à ce niveau en terme de contribution à la croissance. C'est en premier lieu une orientation favorable de la demande en services, accompagnée idéalement de nouvelles opportunités d'activité dans le secteur financier, qui reste déterminante pour l'avenir.

Relevons finalement que les fortes impulsions budgétaires, données par l'Etat en 2002 et 2003, s'estomperont progressivement à partir de 2004 et cesseront dès lors de supporter la conjoncture.

Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

	avr-03	mai-03	juin-03	juil-03	août-03	sept-03	oct-03	nov-03	déc-03	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.2	1.9	1.8	1.6	2.0	2.1	1.7	1.8	2.1	1.9	2.2
Inflation sous-jacente	2.1	2.1	2.0	1.7	2.0	2.2	2.1	2.0	2.1	2.1	2.2
Prix pétroliers	4.9	-1.8	-3.7	-0.9	0.0	0.2	-8.8	-2.3	1.1	-3.4	3.6
Indice des prix à la production industrielle	1.8	2.5	2.1	0.4	0.3	0.3	0.7	0.8	...	0.6	0.1
Indice des prix à la construction ¹	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1.8
Coût salarial moyen, par mois et par personne	3.8	1.8	2.2	1.8	2.9	4.5	...	...	...	3.1	3.3
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	2.0	1.8	2.2	2.0	2.1	2.0	1.9	1.8	2.1	2.0	2.5
Emploi national	1.0	0.9	1.0	0.9	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0	1.3
Taux de chômage (en % de la population active)	3.6	3.6	3.5	3.7	3.6	3.9	4.0	4.1	4.1	4.1	3.3

Source: STATEC

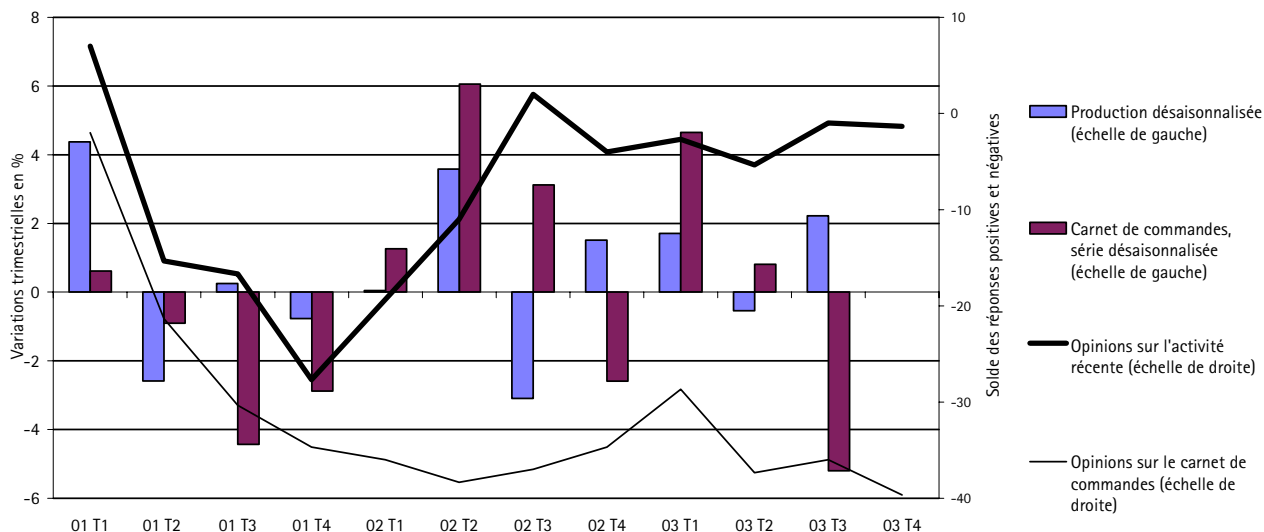
¹ Données seulement disponibles trimestriellement; 2003 T4

² Pour des raisons techniques, la publication des résultats des valeurs unitaires à l'exportation et à l'importation est suspendue. Les évolutions "en volume" des exportations et importations de biens le sont donc également.

2. Activité sectorielle

2.1 Industrie

Graphique 8: Activité récente dans l'industrie



Source: STATEC

Production

Après un deuxième trimestre plus que modeste (-0.5%), l'industrie luxembourgeoise a connu une véritable reprise sur l'ensemble du troisième trimestre avec une production par jour ouvrable en hausse de 2.2%.

On doit ce rebond à la poursuite de bons résultats dans la production de biens intermédiaires (qui représentent environ 60% de la production industrielle) et au retournement opéré de la part des biens de consommation (+4.2% après un recul de presque 2% sur le deuxième trimestre).

La production de biens d'équipements, c'est-à-dire des biens utilisés au cours du processus de production et dont la durée d'utilisation est supérieure à un an (comme les machines, véhicules, etc.), a par contre subi de sérieux dommages sur les derniers mois: -7.0% et -7.5% aux deuxième et troisième trimestres après 4.7% de croissance sur le premier trimestre de l'année.

Plus en détail, on note sur le troisième trimestre de bonnes performances dans les activités industrielles des domaines alimentaire, du textile et de l'habillement, de la transformation de matières plastiques, du verre et de la céramique, des matériaux de construction, de la transformation de l'acier, et des équipements électriques et électroniques. Le ralentissement de la production des biens d'équipements provient d'une moindre activité dans la fabrication de machines et du matériel de transport.

Les dernières données disponibles concernant l'activité du mois d'octobre font état à nouveau d'un résultat à la hausse (+4.3% sur un an). La production industrielle, si l'on se base sur les 10 premiers mois de l'année, enregistre ainsi un gain de 2.7% par rapport à 2002.

Prix industriels

Les prix à la production industrielle étaient quasi-constants depuis le deuxième trimestre 2002, évoluant de concert avec une reprise au niveau de la production. Cette tendance s'estompe quelque peu sur le troisième trimestre 2003, les prix diminuant de 0.5% par rapport au trimestre précédent.

Ce mouvement est dû presque exclusivement à la baisse de 1.8% des prix des "produits sidérurgiques et ferro-alliages, tubes", qui représentent environ 25% de l'échantillon en terme de pondération et se caractérisent par une volatilité relativement importante. Pour ce qui concerne les autres produits industriels, les prix demeurent relativement stables voire en légère hausse sur ce trimestre.

A l'issue du mois de novembre, on dégage une tendance à la hausse de 1.4% des prix des produits industriels luxembourgeois sur l'ensemble de l'année 2003 (après avoir diminué de 1.1% en 2002). C'est surtout au niveau des produits destinés au marché intérieur (environ 20% du poids total) que la progression est importante avec +4.0% (contre 1.7% en 2002). Pour les produits exportés vers l'UE15 (65% du total), la hausse est minime sur la

même période: 0.2%, contre -1.9% en 2002. Quant aux produits exportés hors de l'UE15 (qui représentent donc 15% du total), la progression se situe à mi-chemin des

précédentes: +2.3% (après une diminution des prix de 1.5% en 2002).

Enquêtes de conjoncture

D'après les résultats des enquêtes de conjoncture sur l'opinion des dirigeants industriels, la tendance de la production sur les derniers mois de 2003 se situe globalement autour de sa moyenne de long terme: le solde des réponses positives et négatives pour cette question est de -3 points en décembre, contre -3.3 sur la période 1992-2002. D'après ce résultat, on peut escompter un dernier trimestre plutôt satisfaisant pour l'industrie en terme de production ce qui, au niveau annuel, devrait déboucher vraisemblablement sur une progression de l'ordre de 2.5%.

Les résultats relatifs aux carnets de commandes restent certes à un niveau bas, mais ce phénomène doit être quelque peu relativisé (cf. encadré ci-après).

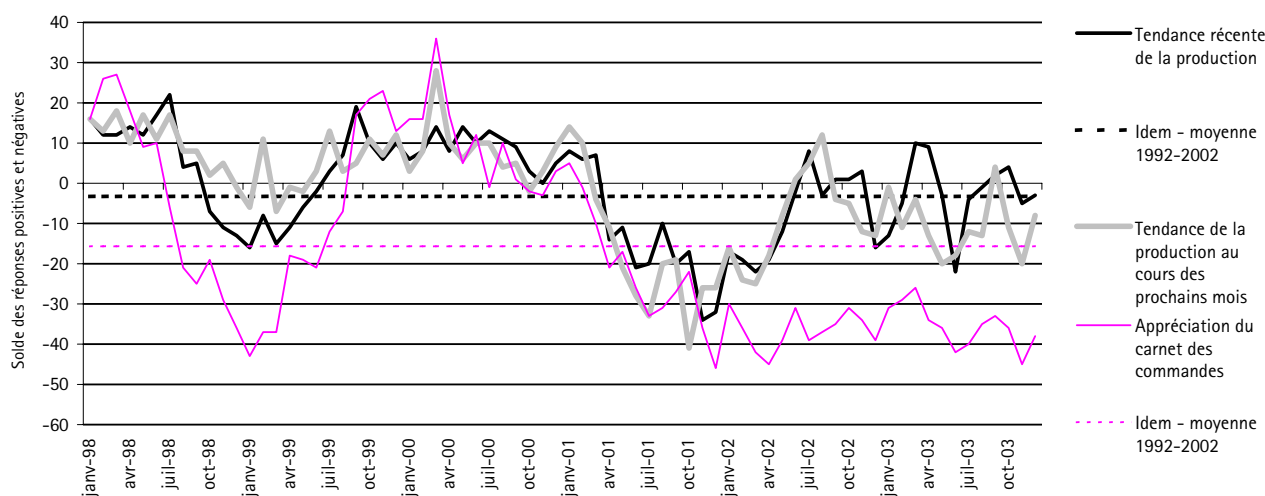
La durée de production assurée reste inchangée sur le dernier trimestre de l'année à 2.8 mois tandis que l'on constate un petit fléchissement du degré d'utilisation de la capacité de production (84% contre 85% au troisième trimestre).

Tableau 6: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise

	1992-2003		2002		2003		
		T3	T4	T1	T2	T3	T4
	Moyenne	Solde des réponses positives et négatives, sauf mention contraire					
Industrie							
Activité récente	-3.2	2.0	-4.0	-2.7	-5.3	-1.0	-1.3
Carnet des commandes	-17.3	-37.0	-34.7	-28.7	-37.3	-36.0	-39.7
Activité des prochains mois	-3.8	4.3	-10.0	-5.3	-17.0	-7.0	-13.0
Durée de production assurée (mois)	2.7	3.1	3.0	2.9	2.9	2.8	2.8
Construction							
Activité récente	-25.0	-19.0	-49.3	-70.3	-29.3	-23.3	-27.0
Insuffisance de la demande (en % de réponses)	16.1	0.0	13.0	41.3	38.3	24.7	33.0
Carnet des commandes	-32.0	-26.7	-53.3	-67.0	-54.0	-44.3	-38.7
Durée de production assurée (mois)	4.3	4.4	3.9	3.6	3.6	3.7	3.5

Source: STATEC

Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie



Source: STATEC

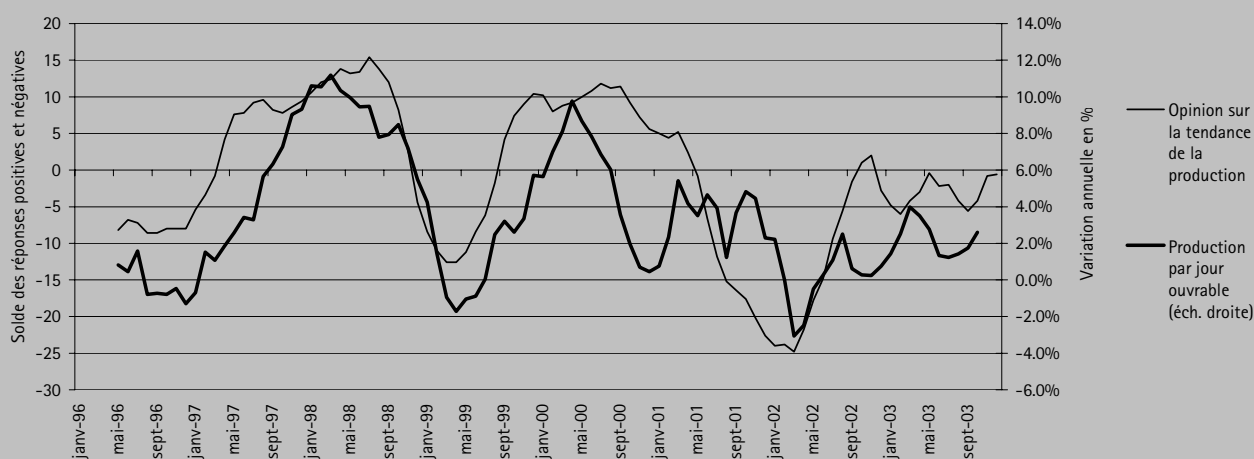
Enquête de conjoncture dans l'industrie: tendance de la production et carnets de commandes

Le graphique présenté traditionnellement dans cette note de conjoncture (graphique 9, page précédente) sur les enquêtes d'opinion effectuées dans l'industrie, et qui retrace l'évolution des soldes des réponses à certaines questions, amène à formuler au moins deux remarques.

Premièrement, les données concernant la tendance récente de la production et celles concernant les perspectives d'évolution de la production présentent une évolution très comparable et quasi simultanée. A cet égard, on peut estimer que le pouvoir prédictif des réponses agrégées sur l'évolution future de la production est relativement faible. En effet, on devrait logiquement, et dans le meilleur des mondes, constater un décalage de quelques mois (correspondant à l'horizon d'anticipation, c'est-à-dire 3 mois environ d'après la question posée) entre les deux courbes.

A défaut de disposer d'un solide indicateur avancé, le solde d'opinion sur la tendance récente de la production semble quant à lui posséder des caractéristiques relativement bonnes comme indicateur "coïncident" (voir graphique A ci-dessous). Pour rappel, les données issues des enquêtes de conjoncture sont en effet disponibles avec une avance d'environ 10 semaines par rapport aux données des enquêtes d'activités (données observées). Le graphique suivant présente l'évolution du solde d'opinion relatif à la production récente et les données observées de la production industrielle par jour ouvrable (échelle de droite) en variation annuelle (pour une meilleure lisibilité, les données ont été lissées en prenant les moyennes des 5 derniers mois).

Graphique A: Production industrielle estimée et observée



Source: STATEC

On constate ainsi, du moins graphiquement, que les valeurs observées ex-post (dans les enquêtes d'activité) suivent une tendance comparable avec les données recueillies au niveau des enquêtes de conjoncture.

Le deuxième fait marquant que l'on peut constater sur le graphique 9, c'est l'évolution du solde d'opinion concernant les carnets de commandes et sa déconnexion par rapport aux soldes sur les tendances de la production à partir du début 2002. En effet, il reste à partir de ce moment, malgré quelques fluctuations, à un niveau très bas. Ce phénomène n'est pas dû à un secteur industriel en particulier: on constate ce "décrochage" très nettement au niveau des activités de sidérurgie et métallurgie mais aussi pour d'autres activités (comme l'industrie alimentaire, l'industrie textile, l'industrie du caoutchouc, etc.). Comment expliquer cette évolution à partir de 2002, alors qu'auparavant carnets de

commandes et production évoluaient sensiblement de la même façon?

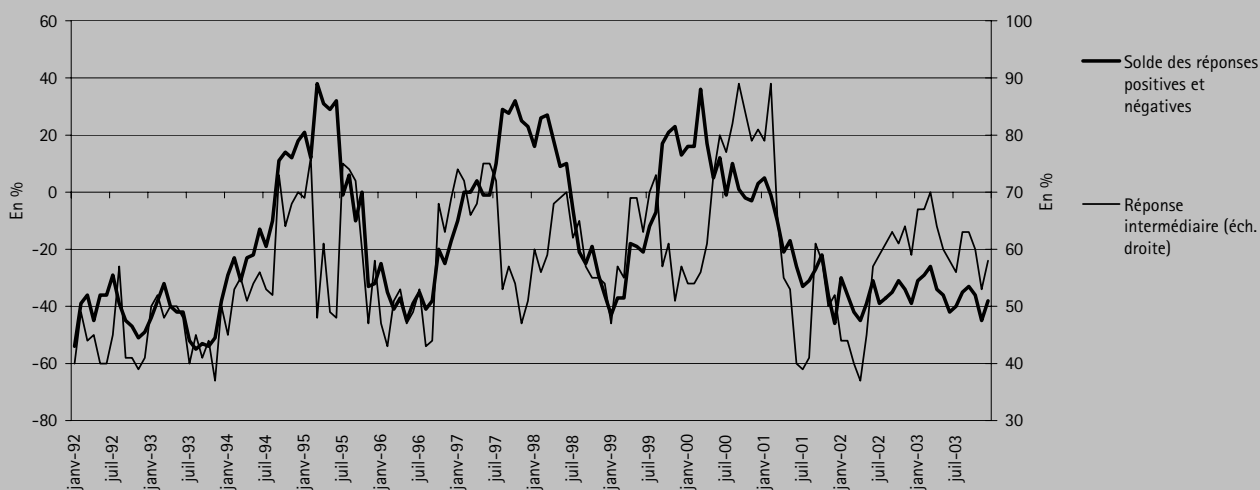
Il est intéressant de noter que dans le graphique 9, l'évolution des carnets de commandes est représentée par le solde entre réponses "positives" et "négatives". Plus précisément, pour juger de l'état du carnet de commandes, les personnes interrogées ont le choix entre 3 réponses: "plus que suffisant" (réponse positive), "suffisant", ou "insuffisant" (réponse négative).

Or, il se trouve que cette question n'est formulée ainsi que depuis avril 2002, le questionnaire ayant été légèrement modifié pour une meilleure harmonisation avec les questionnaires établis au niveau européen. Auparavant, les réponses proposées étaient: "élevé" (réponse positive), "normal", ou "faible" (réponse négative).

Il se pourrait que le changement dans la formulation de la question ne soit pas anodin. En effet, un carnet de commande élevé ne veut pas dire forcément qu'il est plus que suffisant. Cette nuance pourrait en partie expliquer la forte baisse des réponses "positives", c'est-à-dire "plus que suffisant" (pouvant correspondre à la limite à une incapacité à pouvoir répondre à une demande trop forte) à partir de 2002. De même, un carnet de commandes qui se situe à un niveau "normal" implique-t-il pour autant qu'il soit "suffisant"?

Pour illustrer cette rupture dans la série habituellement présentée, le graphique suivant présente deux séries relatives aux carnets de commandes: celle du solde entre réponses positives et négatives et celle qui correspond à la réponse "intermédiaire" (sur l'échelle de droite), c'est-à-dire "normal" avant avril 2002 et "suffisant" par la suite.

Graphique B: Etat du carnet de commandes



Source: STATEC

Si l'on regarde les données à partir de 2002, on s'aperçoit que le solde entre les réponses positives et négatives traduit une situation quelque peu alarmante (la moyenne de long terme, c'est-à-dire depuis 1992, se situant autour de -25). Pour la réponse "intermédiaire", la conclusion est toute autre: même si l'on observe une

légère baisse sur les derniers mois disponibles pour 2003, on note que près de 60% des industriels interrogés considèrent leur carnet de commande comme "suffisant", un résultat plutôt bon si l'on considère la moyenne de long terme qui s'élève à 55%...

2.2 Construction

Tableau 7: Activité récente dans la construction : production par jour ouvrable

	Année					2002				2003		
	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Variations annuelles en %					Variations trimestrielles désaisonnalisées en %						
Construction	...	3.2	2.0	2.1	-0.9	-0.6	3.0	-4.6	1.2	-0.6	0.1	1.7
Bâtiment et génie civil ²	3.8	4.4	4.4	3.6	-2.6	-0.3	4.1	-7.4	2.3	-3.7	1.3	2.4
Bâtiment	-2.7	5.2	13.0	3.0	-7.7	-1.8	6.2	-6.1	-2.2	-8.7	3.1	5.0
Génie civil	10.9	3.6	-4.0	4.2	2.8	-0.1	2.1	-8.0	6.4	1.5	-0.5	-0.6
Autres	...	2.1	-0.3	0.7	1.6	-1.0	1.9	-1.6	0.1	2.7	-1.0	1.0

¹ Construction et Autres= 9 mois, Bâtiment et Génie civil= 10 mois.

² Les sous-indices du bâtiment et du génie civil ne sont pas additifs.

Source: STATEC

Activité dans le secteur de la construction

Le secteur de la construction présente à l'issue du troisième trimestre 2003 un léger recul de la production par rapport à l'année précédente.

Néanmoins, pour le bâtiment et le génie civil (activités qui représentent environ 50% du secteur de la construction en terme de chiffre d'affaires), le troisième trimestre 2003 s'est révélé relativement bon: la production par jour ouvrable progresse de 3.3% par rapport au même trimestre de 2002 (et de 2.4% par rapport au 2^{ème} trimestre 2003, hors variations saisonnières).

Concernant le bâtiment, l'activité se situe sur ce troisième trimestre toujours en retrait par rapport à 2002 (-2.4%), mais de façon moins nette que sur les mois précédents (où la baisse constatée était de l'ordre de 10%). Ceci s'explique notamment par une légère reprise de l'activité (l'enquête de conjoncture de septembre laissait d'ailleurs entrevoir une légère amélioration à ce niveau, cf. NDC n° 3-2003) mais aussi par le fait que le ralentissement survenu dans le domaine du bâtiment avait débuté précisément lors du troisième trimestre 2002, d'où un "effet de base" sur les données en variation annuelle. En résumé, les résultats sont meilleurs que ceux des deux trimestres précédents mais restent tout de même inférieurs aux performances de 2001 et 2002.

Les acteurs du génie civil n'ont apparemment pas ménagé leurs efforts durant le 3^{ème} trimestre et confirment la tendance observée sur le trimestre précédent. Sur l'ensemble des 9 premiers mois de l'année, l'activité enregistre ainsi un gain de 2.8% par rapport à 2002.

Dans les autres métiers de la construction (corps de métier de la toiture, des installations techniques et du parachèvement), les données disponibles pour le 3^{ème} trimestre se situent dans la continuité des valeurs observées depuis janvier, à savoir une hausse de près de 2% en moyenne par rapport à 2002.

Demande et prix

Les autorisations de bâtir délivrées sont en progression sur le troisième trimestre. En terme de volume à bâtir, le domaine non-résidentiel effectue une belle remontée, même si le recul par rapport à 2002 reste supérieur à 30% sur les 9 premiers mois de l'année.

Pour les autorisations concernant le secteur résidentiel, les résultats sont toujours au beau fixe et ce mouvement continue à s'accélérer: que l'on considère le nombre de bâtiments, le nombre de logements concernés ou le volume bâti, on se trouve à l'issue du troisième trimestre face à une progression moyenne depuis le début de l'année de plus de 15% par rapport à 2002.

Les chiffres publiés par la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) concernant les crédits immobiliers confirment la poursuite d'une demande très dynamique de la part des ménages sur le troisième trimestre: les encours des crédits immobiliers à l'égard des résidents luxembourgeois affichent ainsi une progression de 8.5% depuis janvier par rapport à la même période de 2002. D'une manière générale, la faiblesse des taux d'intérêts, et par conséquent le coût modéré des emprunts ainsi que le moindre rendement de l'épargne et des placements financiers, constituent autant de facteurs incitatifs pour les investissements immobiliers. Les conditions d'octroi des crédits à l'habitat se sont certes un peu durcies sur le troisième trimestre, mais moins fortement que lors du trimestre précédent.

Loyers réels d'habitation

Pour ce qui est des loyers réels d'habitation, tels que repris dans l'indice des prix à la consommation (et à défaut d'un meilleur indicateur), la tendance à la modération observée sur les mois précédents s'est encore affirmée sur le dernier trimestre de l'année. La hausse des loyers (+1.0% en décembre en variation annuelle) se situe désormais nettement en deçà de l'inflation sous-jacente (+2.1% sur le même mois), la conjoncture économique moins favorable jouant, il est probable, un effet de retenue à ce niveau.

Le projet de réforme de la loi sur les baux à loyer a pour principal objectif d'accroître l'offre de logements à usage locatif. Un des points centraux de cette réforme (qui intègre entre autres la redéfinition du logement de luxe et de nouvelles dispositions sur le déguerpissement des locataires), est l'abandon du critère de la date de construction de l'immeuble, avant ou après le 10 septembre 1944, pour déterminer le mode de fixation du loyer. En effet, pour les immeubles construits avant cette date, le montant du loyer était établi d'après des critères relativement "rigides", basés sur des fourchettes de prix et en fonction la superficie des pièces. De fait, certains de ces immeubles sont inoccupés, situation paradoxale alors que l'on connaît une pénurie de logements au Luxembourg. Les investissements nécessaires à leur entretien ou à des travaux les rendant conformes à l'usage locatif ne sont pas jugés "rentables" par leurs propriétaires au regard du faible retour sur

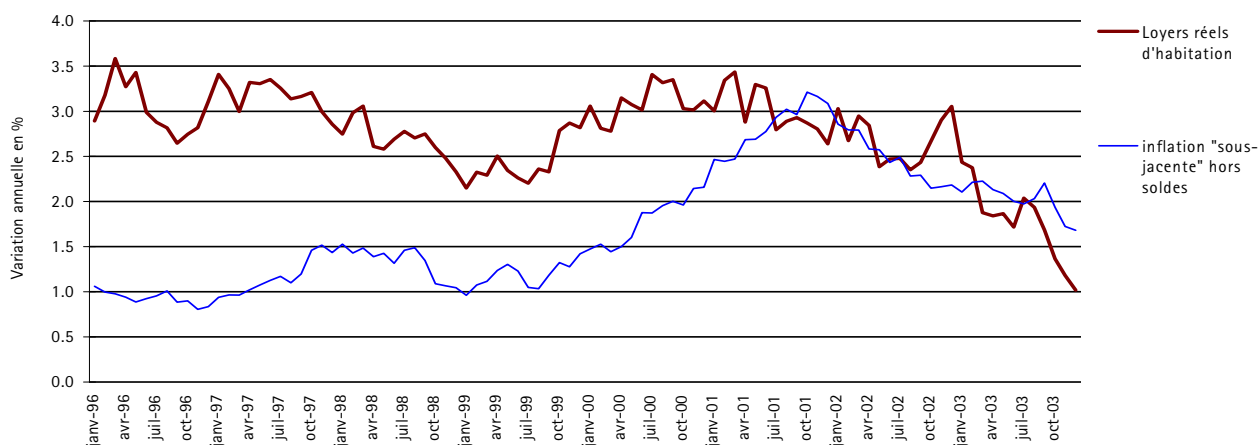
investissement (considérant la contrainte sur l'augmentation des loyers), ou alors, trop coûteux pour que l'immeuble bénéficie du système dit "d'après guerre", plus avantageux.

Reste à déterminer si l'augmentation des loyers qui pourrait découler à court terme de cette réforme serait compensée à plus long terme par l'accroissement de l'offre et donc par un ajustement des prix via les mécanismes de marché.

Prix à la construction

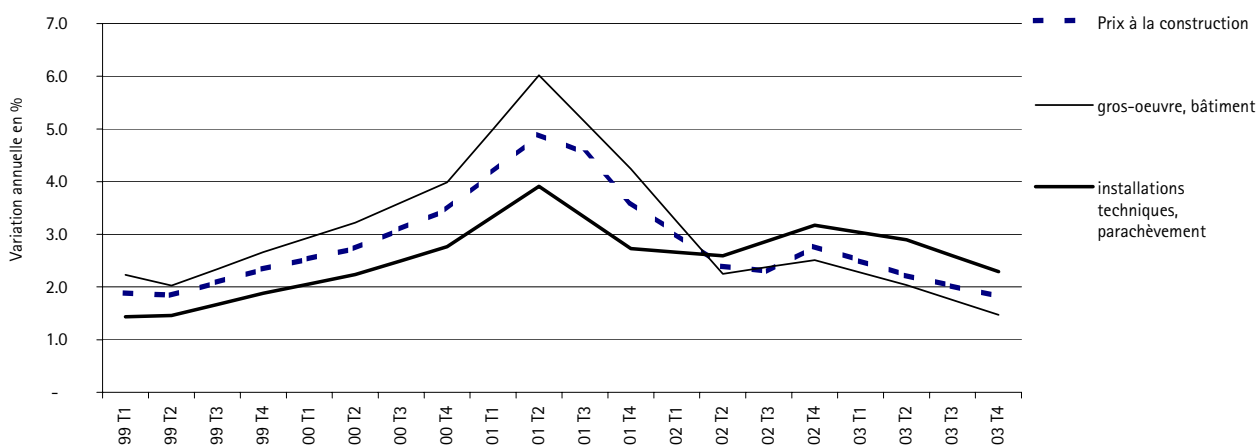
Enfin, il est intéressant de noter que les prix à la construction ne progressent plus qu'à un rythme annuel inférieur à 2% sur le dernier trimestre de l'année 2003. Passé le "pic" de l'année 2001 (voir graphique 11), les prix sont revenus progressivement à des niveaux de croissance bien plus modestes.

Graphique 10: Loyers d'habitation réels



Source: STATEC

Graphique 11: Prix à la construction



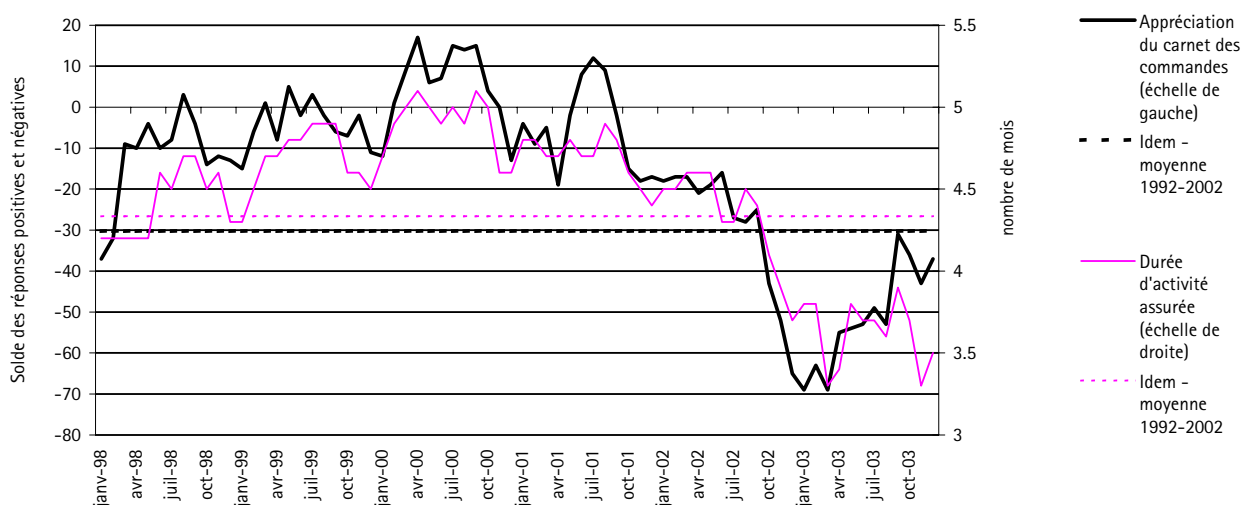
Source: STATEC

Enquêtes d'opinion

Les résultats des enquêtes d'opinion effectuées auprès des professionnels de la construction sur le dernier trimestre de l'année 2003 font état d'une légère détérioration par rapport au trimestre précédent, sur lequel avait soufflé un certain vent d'optimisme. Bien que les carnets de commandes se redressent dans l'ensemble (hormis pour le génie civil où l'on constate une forte diminution), le jugement sur l'activité de production repart de nouveau à la baisse et le pourcentage d'entreprises estimant que leur activité est limitée par

l'insuffisance de la demande repasse de 25% à 33%. Cela se répercute au niveau la durée d'activité assurée qui atteint 3.5 mois, alors qu'elle s'élevait encore à 3.7 mois au 3^{ème} trimestre. Les perspectives d'évolution quant à l'emploi sont aussi plus pessimistes sur ce dernier trimestre. Le secteur de la construction, même s'il a continué à créer des emplois en 2003, n'offre apparemment plus le même potentiel à ce niveau que sur les années précédentes (cf. graphique 13).

Graphique 12: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction



Source: STATEC

Graphique 13: Emploi salarié dans la construction



Source: IGSS

2.3 Commerce

Tableau 8: Évolution récente dans le commerce; chiffres d'affaires en volume

	Poids		Année					2002				2003		
	Nace	2002	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
		Variations annuelles						Variations trimestrielles désaisonnalisées						
Commerce	50-52	100.0	3.1	9.8	0.4	2.1	7.7	0.8	0.9	0.0	3.3	2.7	0.4	2.2
Automobile	50	16.2	5.7	4.7	2.3	8.6	8.3	3.6	1.5	0.2	2.2	5.0	0.1	2.0
De gros	51	67.2	2.9	12.3	-0.4	-0.1	8.2	-0.3	0.5	0.1	3.6	2.5	0.4	3.0
Détail	52	16.6	1.1	4.0	2.3	5.3	4.4	1.9	1.6	-0.4	3.2	0.7	0.6	-0.7

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

¹ 9 mois

Le soleil a brillé pour le secteur du commerce pendant l'été 2003: le montant du chiffre d'affaires en volume pour l'ensemble du commerce progresse de 2.2% au troisième trimestre (données corrigées des variations saisonnières). Ainsi, à l'issue du mois de septembre 2003, la progression sur l'année 2003 est proche de 8% par rapport à la même période de l'année précédente.

Commerce automobile et commerce de gros toujours en forte progression

La vente et réparation automobile de même que le commerce de gros affichent une tendance à la hausse supérieure à 8% en 2003, tandis que le commerce de détail doit se contenter pour le moment d'une croissance plus "modeste" de 4.4% (résultat plus qu'honorable toutefois par rapport aux années précédentes: +3.5% en moyenne de 1998 à 2002).

La croissance des résultats obtenus dans le secteur du "commerce automobile" provient pour moitié environ du commerce de véhicules et pour l'autre moitié du "commerce de détail de carburants".

La hausse en volume des ventes de véhicules (+7.0%) ne correspond qu'à une faible augmentation voire une stagnation (+0.3% sur la même période) au niveau des immatriculations de véhicules neufs, indicateur censé donner une bonne information sur la consommation des ménages. Ce phénomène pourrait s'expliquer par un accroissement des ventes de véhicules destinés à des non-résidents.

Pour le commerce de détail de carburants, il est important de noter que l'augmentation (+10.7%) correspond aux ventes de carburant proprement dites mais aussi à d'autres produits: on peut penser notamment aux ventes de tabac et cigarettes effectuées dans les stations-services du Grand-Duché (ces dernières étant classées dans le commerce de détail de carburants), dont on peut légitimement supposer, à défaut de pouvoir les chiffrer, qu'elles ont progressé en réaction aux augmentations de prix importantes en 2003 sur ces

produits dans les pays frontaliers (en France en particulier où la hausse est supérieure à 30% sur l'année).

La hausse des chiffres d'affaires constatée dans le commerce de gros est relativement bien répartie sur l'ensemble des subdivisions. La majeure partie de l'augmentation (plus d'un tiers) est le fait du commerce de gros de combustibles. Le commerce de gros d'équipements industriels contribue quant à lui pour environ 20% à la hausse du secteur dans son ensemble. A noter aussi la progression du commerce de gros de tabac qui contribue de la même façon à presque 15% de la croissance.

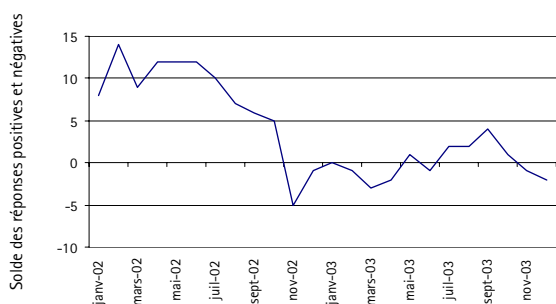
Au niveau du commerce de détail, ce sont surtout les ventes en magasins non-spécialisés (ou "grandes surfaces" en terme plus profane) qui sont le moteur de la croissance, ceci à hauteur de deux tiers environ. Pour le "petit commerce", si l'on excepte la pharmacie et parfumerie qui enregistrent des gains supérieurs à 8% par rapport à 2002, la situation est moins réjouissante: seulement un peu moins de 1% en moyenne de croissance en volume.

Consommation: les crédits en hausse, la confiance en baisse

D'après les données issues du dernier Bulletin de la BCL, les crédits à la consommation se sont accrus de manière continue sur l'année écoulée (+5.4% en octobre 2003 par rapport au début de l'année), une évolution justifiée par la faiblesse des taux d'intérêt et donc par une incitation plus forte à consommer.

L'indicateur de confiance des consommateurs calculé par la BCL est empreint d'un certain pessimisme sur les derniers mois de l'année 2003. Les perspectives quant à l'évolution du chômage se sont dégradées, de même que celles sur la situation économique générale. Ces deux dernières variables évoluant de manière quasi-identique (voir encadré ci-après), il en découlerait une incidence renforcée à la baisse sur l'indice global.

Graphique 14: Indicateur de confiance des consommateurs



¹ L'indicateur de confiance des consommateurs constitue la moyenne arithmétique des soldes pondérés des quatre questions suivantes: situation financière des ménages au cours des 12 prochains mois, situation économique générale au cours des 12 prochains mois, évolution du chômage au cours des 12 prochains mois, capacité d'épargner au cours des 12 prochains mois.

Source: BCL

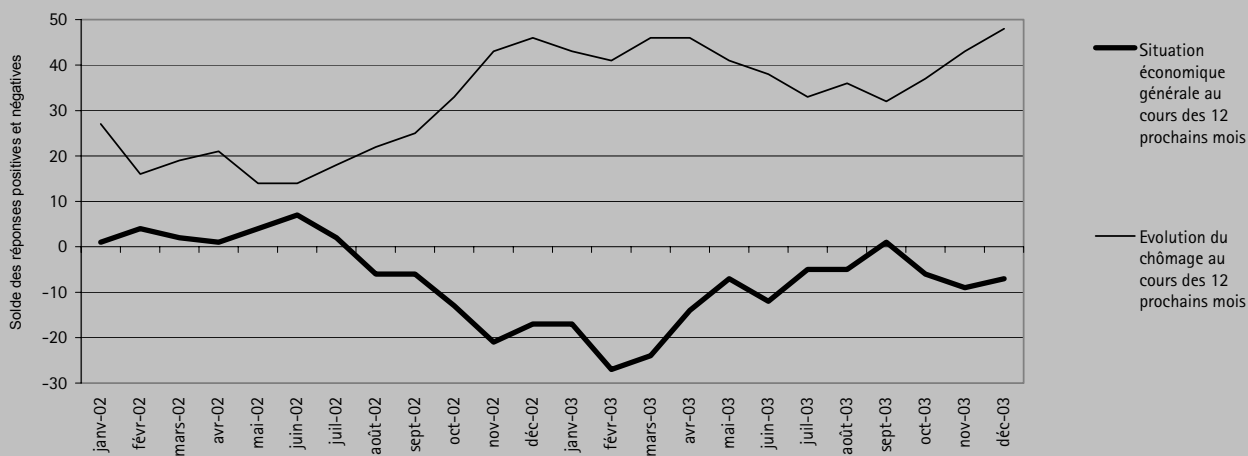
On notera cependant que les réponses concernant la capacité future à épargner sont de nouveau orientées positivement sur le dernier trimestre 2003. Notons par ailleurs qu'il est difficile d'apprécier la composante saisonnière au niveau des réponses, étant donnée l'existence relativement récente de cet indicateur; si l'on compare la moyenne des trois derniers mois par rapport au quatrième trimestre 2002, on ne remarque qu'une très légère baisse de l'indicateur (-0.3%).

Indicateur de confiance: Relation entre chômage et situation économique

Le graphique suivant représente les soldes des réponses à deux questions parmi les quatre qui servent à calculer l'indicateur de confiance des consommateurs publié par la BCL: celle qui concerne l'évolution anticipée du

chômage et celle qui concerne l'évolution anticipée de la situation économique générale (les deux autres portant sur l'évolution attendue de la situation financière des ménages ainsi que leur capacité à épargner).

Graphique A: Opinions sur l'évolution du chômage et la situation économique générale



Source: BCL

Il apparaît assez nettement que les deux courbes évoluent de manière symétrique. Cela pourrait se traduire par le fait que les consommateurs interrogés aient tendance à juger de la santé de l'économie à l'aune des chiffres du chômage, représentant à leurs yeux une variable bien plus "palpable" que la production industrielle ou le résultat des comptes de pertes et profits des banques par exemple. Or, de fait, activité économique et chômage n'évoluent pas de manière synchrone: une baisse du chômage, elle-même liée à une reprise de l'emploi, ne peut se produire qu'à partir du moment où la reprise de l'activité s'est bien installée, par conséquent avec un certain délai.

Des deux questions posées ressort ainsi une information presque similaire, avec un effet de "miroir" que l'on peut visualiser graphiquement. L'indicateur de confiance, qui est un indicateur synthétique puisqu'il agrège les soldes pondérés des réponses (au moyen d'une moyenne arithmétique), cumule ainsi deux opinions aux caractéristiques très comparables. On peut dès lors comprendre que sur les derniers mois de l'année 2003, pendant lesquels le taux de chômage a dépassé le seuil psychologique de 4%, l'effet global sur l'indicateur de confiance ait été largement négatif.

2.4 Hôtels et restaurants

Tableau 9: Évolution récente dans l'Horeca: chiffres d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids		Année				2002				2003		
		2002	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Hôtels et restaurants	55	100.0	6.4	6.0	2.5	3.5	-5.5	5.4	2.5	4.1	2.1	-6.2	-5.1	-4.9
Hôtels	55.1	27.2	5.8	9.6	0.4	0.7	-8.4	-1.5	-1.3	3.3	1.3	-5.2	-8.8	-10.5
Autres hébergements	55.2	2.5	13.9	-17.6	-2.1	19.8	-15.9	-6.1	27.1	37.4	-7.0	-40.5	-27.1	-6.4
Restaurants	55.3	45.7	6.3	5.8	2.1	3.0	-4.1	5.5	0.4	3.5	2.4	-7.3	-1.9	-4.8
Cafés	55.4	17.9	2.1	5.4	1.6	4.8	-8.1	10.1	5.2	-0.1	4.7	-8.1	-8.5	-5.9
Cantines et traiteurs	55.5	6.7	13.1	8.9	17.1	9.1	5.1	20.0	17.6	4.7	0.3	6.4	4.2	18.1

Source: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC

¹ 9 mois

La situation du secteur Horeca dans son ensemble ne s'est pas améliorée au cours du troisième trimestre: en cumul depuis janvier, le recul du chiffre d'affaires nominal est de 5.5% par rapport à 2002 (contre -5.4% à la fin du premier semestre).

Sur cette période, seuls les services de restauration collective réussissent à présenter des résultats en augmentation. Pour l'ensemble des autres acteurs, malgré l'hétérogénéité des performances de chaque subdivision, la tendance est globalement et sans conteste orientée à la baisse.

Cette moins bonne santé au niveau des chiffres d'affaires ne se ressent cependant pas au niveau de l'emploi pour cette branche qui continue à progresser relativement fortement, sur un rythme annuel proche de 4% (soit presque le double de l'ensemble de l'économie). Au regard des données disponibles, il est difficile d'avancer des éléments d'explication pour justifier de cette

évolution. Le nombre d'heures travaillées (données de l'IGSS) présente sensiblement la même tendance que l'emploi. Et la nouvelle loi¹ concernant la réduction du temps de travail dans l'Horeca (à 40 heures hebdomadaires) ne s'applique en 2003 qu'à un nombre restreint d'entreprises.

En septembre 2003, on constate que les hausses d'effectifs les plus importantes (sur un an) concernent les restaurants (201 employés en plus, soit une hausse de 3.4%), les hôtels avec restaurants (144 emplois créés en net, soit +5.8%) et les cantines et restaurants d'entreprises (101 emplois créés, +12.2%). Le domaine le plus dynamique en terme de création d'emploi sur cette période est celui de la restauration collective sous contrat ("catering"): +57.7%, ce qui ne représente en termes d'effectifs qu'une hausse de 45 emplois.

¹ Règlement grand-ducal du 31.12.2002, mémorial A n°155 pp. 3725-3734 (<http://www.etat.lu/memorial/memorial/a/2002/a1553112.pdf>)

2.5 Transports et communications

Les activités de transports et communications présentent, à l'issue du troisième trimestre de l'année 2003, un recul du chiffre d'affaires en valeur de 2.3% par rapport à 2002. Cette évolution reste cependant relativement difficile à relier à l'activité économique dans son ensemble étant donné les fortes fluctuations de ces données à un niveau trimestriel, a fortiori au niveau mensuel.

Les services de transports affichent un recul de 3.7% sur cette période, fortement influencés par la baisse du transport aérien (relativement constante et de l'ordre de 2% depuis janvier), mais surtout par les variations erratiques, mais fortement négatives en cumul, des transports par eau (-21.3% de janvier à septembre). Cette dernière catégorie comprend d'une part les transports fluviaux de personnes et de marchandises et d'autre part les transports maritimes et côtiers.

Si l'on excepte les transports par eau, les autres acteurs du secteur connaissent une très légère croissance de 0.5% sur cette période. Considérant que ces résultats se basent sur des chiffres d'affaires nominaux, il faut aussi tenir compte d'un éventuel "effet prix", ce qui ne garantit pas forcément une hausse en volume de l'activité.

Les activités de transports terrestres sont globalement dans une phase d'expansion (+2.7% sur la même période), le deuxième trimestre 2003 en particulier a été très dynamique. Mais la progression des services auxiliaires des transports, qui représentent environ 15% du secteur des transports (et qui comprennent des services de manutention, d'entreposage, la gestion d'infrastructures de transport, les agences de voyages et les organisations de transport de fret), est de loin la plus impressionnante: +2.4% au 1^{er} trimestre (variations trimestrielles corrigées des variations saisonnières), +3.6% au 2^{ème} trimestre et +4.7% au 3^{ème} trimestre, soit une croissance de 9.5% sur les 9 premiers mois de 2003 par rapport à la même période de 2002.

Les services de poste et de télécommunications arborent une modeste hausse des chiffres d'affaires sur les 9 premiers mois de 2003 (+1.8%), mais ce résultat est susceptible d'évoluer considérablement lorsque les données du dernier trimestre seront intégrées, notamment du fait des résultats très volatiles dans le secteur des télécommunications.

Tableau 10: Transports et communications: chiffres d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids						Année			2002				2003		
		2002	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3		
		En %														Variation annuelle en %	
Chiffre d'affaires en valeur																	
Transports et communications	60-64	100.0	12.5	17.7	18.2	9.5	1.8	-2.3	-2.0	-1.4	8.9	2.2	2.7	-1.3	-8.1		
Transports	60-63	72.0	10.5	15.2	22.7	5.3	4.5	-3.7	-2.3	7.5	11.9	0.6	1.4	-3.0	-8.4		
Transports terrestres	60	22.2	10.0	9.1	10.2	11.3	2.4	2.7	-0.3	7.4	35.2	-19.2	0.3	5.9	0.8		
Transports par eau	61	22.0	-11.6	16.7	28.2	3.0	13.5	-21.3	-13.3	21.1	32.6	8.9	13.3	-22.9	-38.3		
Transports aériens	62	20.0	18.8	19.4	25.9	4.0	1.4	-2.0	-1.0	1.2	0.1	5.0	-2.8	0.1	-3.3		
Auxiliaires du transport	63	7.9	17.9	3.7	20.4	6.1	9.6	9.5	5.3	18.3	6.4	8.5	9.1	3.3	16.5		
Communications	64	28.0	19.1	25.7	5.1	23.8	-6.0	1.8	-1.3	-27.1	-1.2	8.8	5.1	5.4	-6.8		
Emploi salarié																	
Transports et communications	60-64	100.0	8.5	9.5	11.0	8.8	4.4	3.4	4.9	4.5	4.3	4.0	3.1	3.4	3.8		
Transports	60-63	80.9	8.7	9.8	11.7	10.5	5.5	4.4	6.4	5.7	5.0	4.7	3.9	4.3	5.0		
Transports terrestres	60	49.0	6.6	7.9	9.7	7.9	6.3	2.5	7.2	7.4	6.1	4.4	1.6	1.6	4.2		
Transports par eau	61	6.3	3.2	19.0	42.9	33.9	16.9	20.1	24.5	18.9	12.8	13.2	17.3	19.5	23.0		
Transports aériens	62	14.3	17.7	17.7	10.7	4.5	1.6	3.1	-1.1	-0.3	2.9	4.8	5.0	2.8	1.4		
Auxiliaires du transport	63	11.3	9.8	5.8	10.9	20.4	0.6	4.6	4.6	-1.6	-1.6	1.4	5.4	7.8	0.7		
Communications	64	19.1	7.6	8.1	8.4	2.2	-0.1	-1.0	-1.5	-0.8	1.1	1.0	-0.5	-0.6	-1.8		

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

¹ 9 mois

Tableau 11: Transports: variables annexes

Statistique	Année												
	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Taux de variation annuel en %													
Chemin de fer: transport	5.1	5.0	-8.3	-4.0	...	-11.5	2.8	-1.8	-4.4	...	...	...	...
Port de Mertert: transbordement	-4.4	8.0	-0.5	2.8	-15.2	12.7	16.7	-4.2	-11.7	21.1	-19.1	-29.6	-30.0
Importations	-1.9	-13.4	-8.3	5.6	-34.3	69.8	55.7	-14.4	-46.9	-32.3	-26.5	-51.9	-24.1
Exportations	-5.9	21.2	2.9	1.7	-7.4	-3.4	3.9	0.8	4.9	47.8	-15.5	-20.4	-31.5
Aéroport de Luxembourg: total fret	17.2	11.7	2.1	13.5	12.1	0.4	14.1	20.4	18.7	14.5	12.0	11.1	...
Aéroport de Luxembourg: total passagers	8.2	4.2	-2.4	-6.7	-5.2	-9.4	-11.8	-6.5	3.1	-5.1	-5.4	-5.7	...

Source: SNCI, Société du port fluvial de Mertert, Administration de l'aéroport

¹ Port de Mertert= 12 mois, Aéroport de Luxembourg=10 mois

2.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises

L'ensemble de ces services, qui représentent environ 15% des effectifs salariés au Luxembourg, connaît sur les 9 premiers mois de l'année une croissance de 2.6% du chiffre d'affaires nominal en 2003. Le troisième trimestre a connu un rythme de croissance comparable à celui des deux trimestres précédents.

La dynamique des différentes branches reste globalement en ligne avec les tendances observées lors du premier semestre: pour les branches 70 à 73 (voir le tableau 12), les résultats sont toujours largement négatifs, hormis pour les services de "location sans opérateur", portés par les bonnes performances de la "location de machines de bureau et de matériel informatique".

La forte baisse des activités informatiques provient essentiellement des services rattachés à la production de logiciels. Pour la recherche et développement, alors qu'on se trouvait plutôt face à une stagnation de l'activité sur le premier semestre, les résultats à l'issue du troisième

trimestre font maintenant apparaître une légère baisse (de presque 1%) des résultats.

Les chiffres concernant les entreprises de services fournis principalement aux entreprises sont en revanche orientés positivement. La "sélection et fourniture de personnel" (incluant les sociétés de travail intérimaire) a connu un bon troisième trimestre de même que les activités de nettoyage. On assiste certes à un fléchissement du côté des activités juridiques et comptables et des activités d'architecture et d'ingénierie, mais on peut considérer qu'elles gardent sur le troisième trimestre un volume d'affaires élevé étant donné leurs résultats assez exceptionnels sur le premier semestre 2003 (avec des taux de croissance à deux chiffres). Le point négatif provient toujours des services divers fournis aux entreprises (-18.6% sur les 9 premiers mois de l'année); cette dernière catégorie comprend des activités de natures très différentes, avec de très fortes baisses pour certaines d'entre elles.

Tableau 12: Services marchands divers: tableau de synthèse

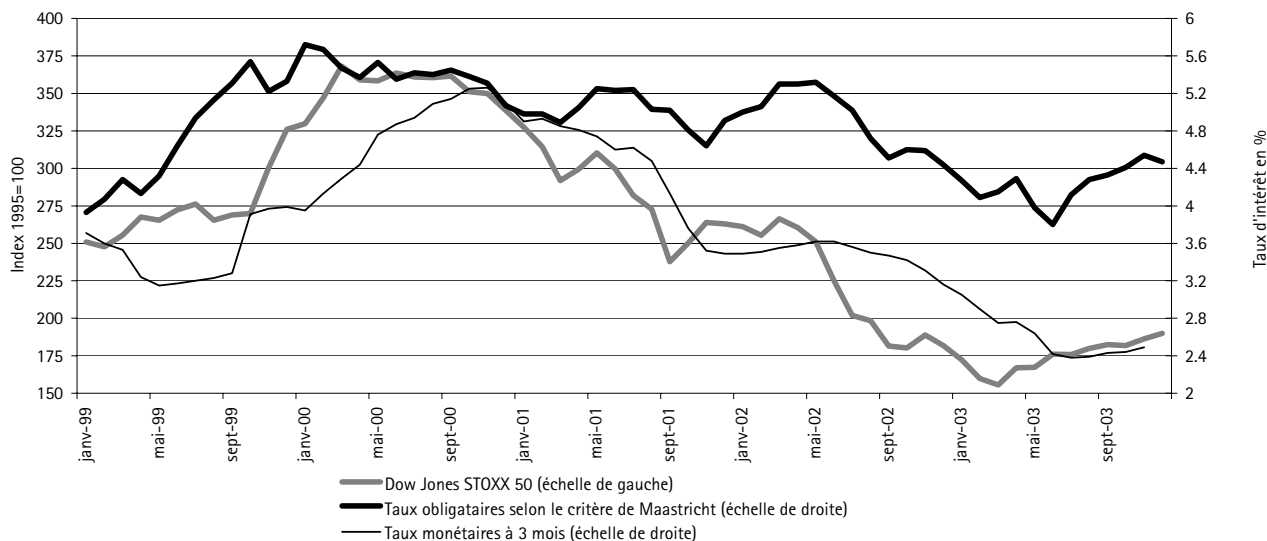
Branche	Nace	Poids				Année			2002				2003		
		2002	1999	2000	2001	2002	2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	
		En %													
Chiffre d'affaires nominal															
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	17.8	37.1	8.4	3.8	-1.6	-7.7	-1.5	-8.8	-13.1	-0.7	-8.4	5.3	
Activités Immobilières	70	28.9	8.1	4.6	6.8	4.9	-2.8	-20.8	-9.0	-12.8	-4.8	-5.5	0.1	-3.0	
Location sans opérateur	71	13.9	21.8	7.6	5.9	21.0	15.0	-7.5	1.4	-1.6	-2.5	11.4	0.8	33.6	
Activités informatiques	72	22.4	11.2	17.8	18.2	3.6	-10.7	0.2	3.6	-12.5	-24.4	-4.8	-21.1	-4.9	
R & D	73	34.8	50.2	127.1	-1.9	-0.3	-0.9	3.7	-5.9	0.8	-6.3	2.5	-2.5	-2.8	
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	9.9	12.2	13.4	6.0	5.3	-2.8	-1.7	-13.6	16.6	5.0	9.7	1.0	
Emploi salarié															
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	17.8	37.1	8.4	3.8	-0.3	6.2	4.5	2.8	1.6	-0.6	-0.3	0.0	
Activités Immobilières	70	16.6	8.1	4.6	6.8	4.9	-1.3	6.4	5.1	5.2	3.2	0.0	-1.1	-2.9	
Location sans opérateur	71	6.8	21.8	7.6	5.9	21.0	9.6	13.5	25.8	23.5	20.9	18.3	6.3	5.2	
Activités informatiques	72	45.0	11.2	17.8	18.2	3.6	-3.0	11.4	4.6	0.5	-1.5	-5.3	-2.3	-1.4	
R & D	73	31.6	50.2	127.1	-1.9	-0.3	1.9	-2.5	-0.4	0.5	1.1	2.0	1.5	2.1	
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	9.9	12.2	13.4	6.0	5.1	9.0	6.9	4.2	4.0	4.9	3.7	6.6	
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion	74.1	29.9	13.1	13.1	13.8	8.4	4.9	12.2	9.7	7.6	4.4	4.3	2.1	8.3	
Activités d'architecture et d'ingénierie	74.2	12.9	15.2	15.7	35.7	6.0	4.6	14.0	6.2	2.1	2.9	6.0	3.0	5.0	
Activités de contrôle et analyses techniques	74.3	1.4	9.4	9.6	12.4	10.9	5.1	15.1	12.5	9.8	6.7	5.7	5.3	4.3	
Publicité	74.4	3.0	16.1	9.2	20.1	5.8	13.2	13.2	7.7	0.1	2.9	11.4	12.7	15.5	
Sélection et fourniture de personnel	74.5	19.4	1.0	14.2	6.6	-0.4	7.6	-1.7	-0.8	-2.2	3.6	5.4	6.8	10.5	
Enquêtes et Sécurité	74.6	6.7	9.1	9.8	14.1	6.6	1.9	12.6	9.5	5.5	-0.4	-0.1	2.2	3.7	
Activités de nettoyage	74.7	21.9	12.5	10.1	8.4	6.2	4.2	7.0	6.7	5.6	5.7	5.4	3.6	3.5	
Services divers fournis principalement aux entreprises	74.8	4.8	6.0	7.6	9.0	13.1	0.8	21.2	19.7	8.5	4.8	3.6	0.3	-1.3	

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

¹ 9 mois

2.7 Secteur financier

Graphique 15: Indicateurs financiers pour l'Europe



Source: EUROSTAT

Reprise confirmée des indices boursiers

La remontée des cours boursiers qui a débuté au 2^{ème} trimestre 2003 s'est poursuivie sur le quatrième trimestre. Une remontée certes moins spectaculaire pour le moment que la "dégringolade" connue sur la période fin 2000 - début 2003, mais relativement régulière en tendance. Ainsi, en considérant l'évolution du Dow Jones Euro STOXX 50, la variation par rapport à mars 2003, qui représente le "creux de la vague", est d'environ +30% à l'issue du mois de décembre. Sur l'ensemble de l'année 2003 en revanche, la moyenne des cours mensuels laisse apparaître un recul de l'ordre de 20% par rapport à 2002.

Concernant l'indice LuxX de la Bourse de Luxembourg, la progression est encore plus forte de mars à décembre (supérieure à 40%) et permet de clôturer l'année au-dessus de la barre des 1 000 points.

Les taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne sont restés inchangés sur le dernier trimestre de l'année; le taux directeur demeure ainsi à un niveau de 2.0% (la dernière diminution, de 50 points de base, datant du 5 juin 2003).

Concernant les taux d'intérêts à long terme, la hausse constatée lors du troisième trimestre s'est globalement prolongée, malgré quelques soubresauts engendrés par l'alternance de bonnes et mauvaises nouvelles concernant les performances de l'économie américaine.

Redressement des composantes des comptes de profits et pertes des établissements de crédit

Le troisième trimestre marque le redressement des composantes des comptes de profits et pertes des établissements de crédit. Dans l'absolu, ce redressement n'apparaît pas de manière évidente, car les chiffres présentés à l'issue du troisième trimestre laissent toujours apparaître un résultat d'environ 10% inférieur à celui de 2002 sur la même période. En y regardant de plus près, certains points très positifs se dégagent cependant.

Tout d'abord, il faut rappeler que les "revenus sur divers" ont été particulièrement élevés en 2002; citons notamment la vente par les banques des participations dans Clearstream (auparavant Cedel International) à Deutsche Börse lors du troisième trimestre 2002. Si l'on laisse de côté ces revenus "exceptionnels", le résultat avant provisions reste relativement comparable à celui du troisième trimestre 2002.

D'autre part, la marge sur intérêts et les revenus sur commissions présentent un recul de respectivement 2.4% et 6.6% sur la même période: une évolution qui reste négative du fait de la baisse en volume des opérations et de la faiblesse des taux de rémunération sur les marchés monétaires et obligataires, mais qui se compare très favorablement aux résultats obtenus à la fin du premier semestre 2003 (-4.1% pour la marge sur intérêts et -11.3% pour les revenus sur commissions).

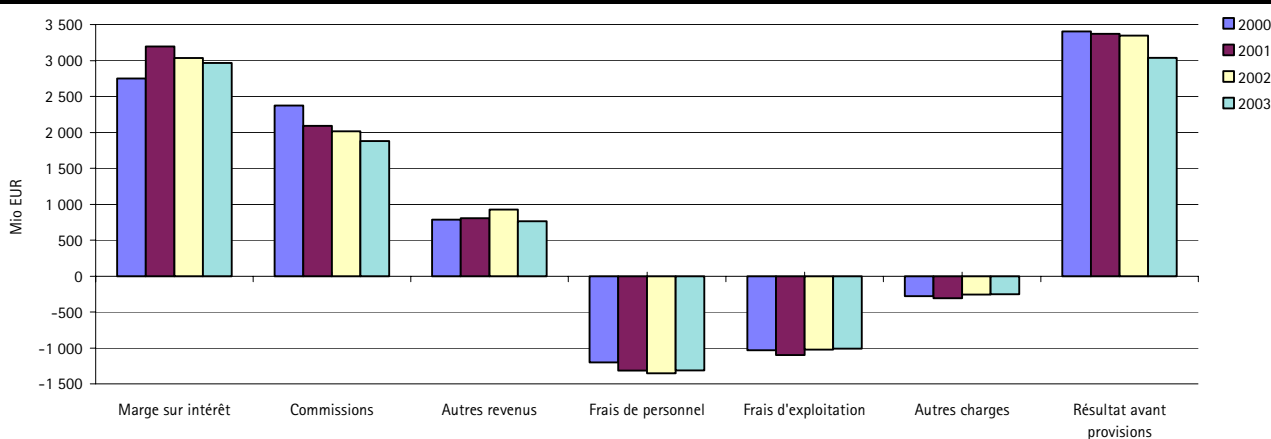
Notons d'autre part que certaines évolutions favorables se dégagent des résultats concernant les services financiers dans la balance courante sur le troisième trimestre 2003 (voir chapitre 4, Relations extérieures, pp. 36-39).

Cette tendance à l'amélioration semble s'être prolongée sur le quatrième trimestre: d'après un communiqué récent de la CSSF (16 janvier), les données provisoires sur les derniers mois de 2003 font apparaître un résultat brut avant provisions en recul de 7.8% sur l'ensemble de

l'année 2003. Quant à la marge sur intérêts et les revenus sur commissions, ils ne compteraient plus à l'issue de l'année qu'un retard de respectivement 0.8% et 3.6% par rapport à 2002.

Les données au niveau annuel seront analysées plus en détail dans le prochain rapport annuel du STATEC (à paraître début mai 2004) et mises en parallèle avec les données issues de la comptabilité nationale, dont la présentation et le contenu informatif divergent sensiblement.

Graphique 16: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du troisième trimestre



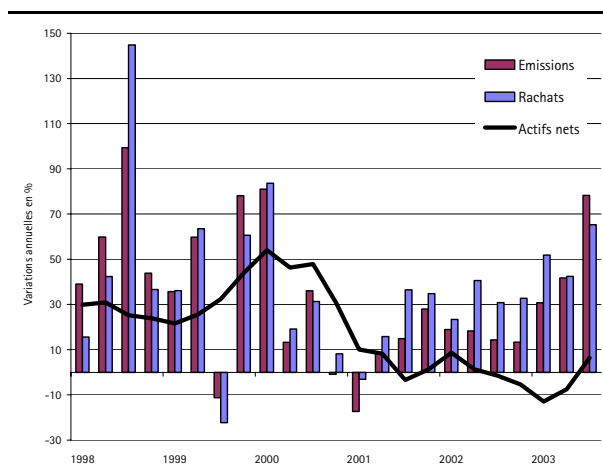
Source: Banque centrale du Luxembourg

Tableau 13: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques

	2002		2003	
			octobre	
			Variation octobre 2002- octobre 2003	
			en Mio EUR	en %
Créances interbancaires	343 303	342 524	- 779	-0.2
Créances sur la clientèle	127 756	121 240	-6 516	-5.1
Portefeuille titres	172 861	176 272	3 411	2.0
Autres actifs ^{1/}	22 638	20 244	-2 934	-10.6
Total de l'actif	666 558	660 280	-6 278	-0.9

Source: Banque centrale du Luxembourg

Graphique 17: Organismes de placement collectif

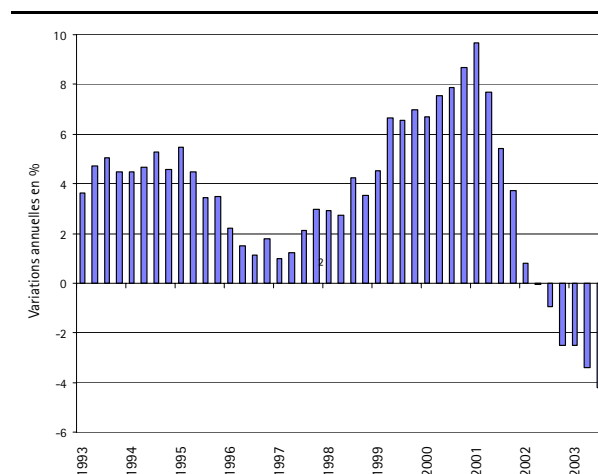


Source: BCL

Emploi

Les chiffres concernant l'emploi dans le secteur financier (source BCL) sont peu réjouissants pour ce qui concerne le troisième trimestre. Alors que les pertes d'emplois dans les banques avaient un peu régressé sur le trimestre précédent, elles sont reparties de plus belle à la hausse avec 260 personnes en moins entre juillet et septembre. Les autres professionnels du secteur financier ayant connu sur la même période une hausse des emplois de 79 unités, la perte nette en emplois pour le secteur financier s'élève à 181 personnes au 3^{ème} trimestre 2003.

Graphique 18: Emploi dans les banques (données trimestrielles)



Source: BCL

L'effectif total de l'emploi dans le secteur financier atteint ainsi un niveau de 26 905, ce qui constitue une baisse de 3.8% sur un an.

Il ne faut bien entendu pas s'attendre à ce que le début d'un redressement au niveau des résultats des banques à partir du troisième trimestre 2003 se traduise immédiatement par une meilleure situation en terme d'emploi. L'heure est toujours à la réduction des coûts: les banques ont semble-t-il poursuivi, voire accentué, sur ce trimestre la baisse des frais de personnels (-3.0% à la fin du troisième trimestre en glissement annuel, contre -2.1% à la fin du second trimestre 2003).

Enquêtes "baromètre" dans le secteur financier

PricewaterhouseCoopers et PROFIL (Professionnels du secteur financier Luxembourg)/KPMG ont publié en fin d'année 2003 les résultats de leurs enquêtes "Baromètre" auprès des professionnels du secteur financier luxembourgeois. Bien que les questions posées ne soient pas directement comparables entre elles, il ressort de ces deux études certaines caractéristiques communes assez fortes.

Pour ce qui concerne l'activité tout d'abord, la tendance est globalement orientée à la hausse. D'après PwC, environ 75% des sondés tablent pour 2003 sur une augmentation ou une stagnation de leur revenu net: pour un tiers environ une hausse supérieure à 10%, pour le second tiers comprise entre 5 et 10% et pour le dernier tiers de 0 à 5%. PROFIL/KPMG, qui s'interroge sur l'évolution du volume d'affaires prévu pour 2004, fait état d'une augmentation ou d'une stagnation pour 77% des dirigeants interrogés, l'optimisme étant plus notoire du côté des gestionnaires de fonds et des activités d'assurance.

L'attractivité de la place financière luxembourgeoise demeure forte: d'après PwC, 91% la jugent attractive, voire très attractive, même si 38% la jugent moins attractive que lors de la précédente enquête. Concernant les facteurs d'attractivité, PwC établit le classement suivant, par ordre décroissant d'importance auprès des personnes interrogées: l'environnement fiscal, l'expertise locale puis l'environnement réglementaire. Un résultat que l'on peut mettre en parallèle avec le classement obtenu par PROFIL/KPMG en réponse à une question concernant les facteurs les plus importants pour garantir la compétitivité dans le futur (toujours par ordre décroissant d'importance): l'assurance d'un environnement réglementaire pragmatique, devenir un centre d'excellence et le maintien du secret bancaire.

Ces études apportent aussi un éclairage sur l'évolution à terme du secteur financier et sur les orientations futures. Ainsi à la question posée dans l'enquête PROFIL/KPMG: "Quelles actions envisagez-vous afin de compenser une éventuelle baisse d'activité en 2004?", 84% se

prononcent pour le développement de nouveaux produits. Et concernant les principaux défis à relever en 2004, 77% mettent de toute façon en avant le développement de nouvelles activités.

Enfin, le degré de confiance dans le développement économique varie sensiblement selon les corps de métiers interrogés: PwC observe ainsi que les perspectives sont les meilleures pour les services de fonds, l'assurance vie et l'activité de crédit. A l'inverse, la confiance est beaucoup plus modérée pour les banques universelles et l'assurance non-vie. Il est intéressant de constater que les résultats obtenus sur ce point au niveau européen divergent très peu de ceux de l'enquête réalisée au Luxembourg, et ne témoignent donc pas d'une spécificité luxembourgeoise à ce niveau.

Il reste que d'un point de vue statistique et purement technique, certaines réserves doivent être formulées à l'encontre des résultats de ces enquêtes. Les méthodes de sélection de l'échantillon et de traitement statistique (repondération) ne sont notamment pas clairement définies.

Pour PwC, les résultats proviennent des réponses formulées par 94 participants appartenant aux "principaux acteurs du secteur financier luxembourgeois", mais on ne connaît ni les critères retenus pour faire partie de cette catégorie (volume d'activité ?, effectifs employés ?) ni le nombre total de questionnaires envoyés et par conséquent le taux de réponse.

Pour l'étude PROFIL/KPMG, "plus de 300" responsables d'organismes financiers ont été interrogés. Avec 162 questionnaires retournés, l'étude met en avant le fait que le niveau de réponse est "élevé", puisque ces 162 responsables représentent, en terme d'effectifs des sociétés qu'ils représentent, 80% de la main-d'œuvre du secteur financier luxembourgeois. Or, le taux de réponse (nombre de questionnaires retournés/nombre de questionnaires envoyés) se situe seulement autour de 50%.

2.8 Services collectifs et domestiques

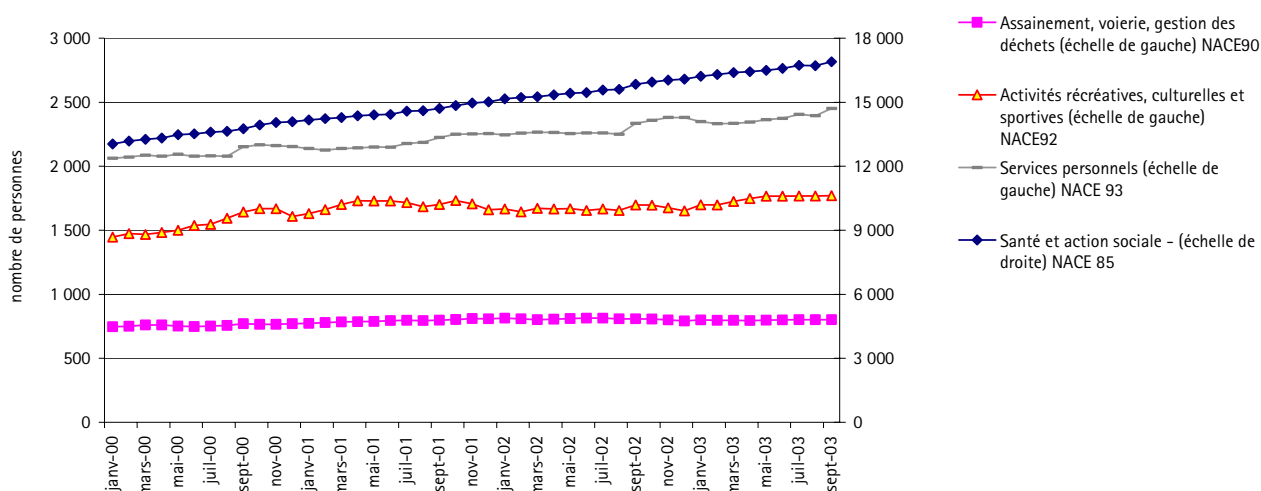
Tableau 14: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques

Branche	Nace	Part dans la Valeur ajoutée brute					Année	2002				2003						
		2002	1999	2000	2001	2002		2003 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3			
		En %						Variations annuelles en %										
Santé et action sociale	85	3.9	7.4	9.0	7.2	7.1	5.7	6.9	7.0	7.1	7.2	7.1	7.1	7.1	7.1	3.8		
Assainement, voirie et gestion des déchets	90	0.5	9.5	11.8	4.6	1.7	-1.6	3.6	2.6	1.7	-1.0	-1.2	-1.4	-1.1				
Activités récréatives, culturelles et sportives	92	1.3	2.3	-2.6	9.3	-1.8	4.6	-0.2	-3.9	-1.6	-1.5	2.8	6.2	5.5				
Services personnels	93	0.4	4.8	4.2	3.7	5.0	5.0	5.7	5.2	3.9	5.4	3.6	4.5	5.9				

Source: IGSS, STATEC

¹ 9 mois

Graphique 19: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000



Source: IGSS, STATEC

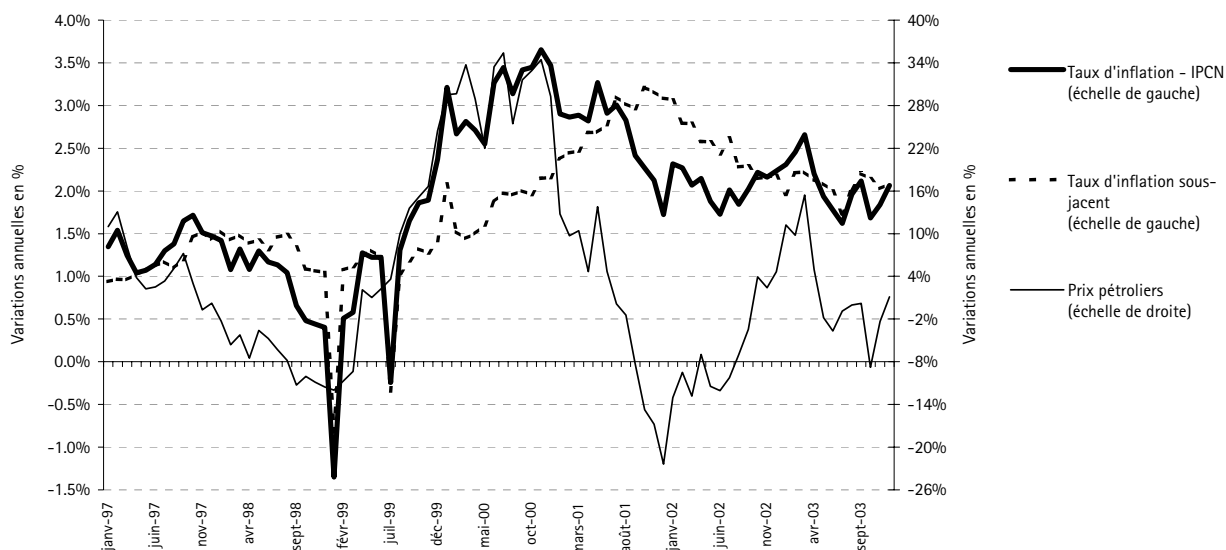
Les activités regroupées dans cette partie ont apporté près de 6% de la valeur ajoutée de l'économie en 2002 et occupé environ 8% de l'emploi salarié total.

L'activité de cette branche évoluant essentiellement en fonction d'éléments non conjoncturels, les données concernant les chiffres d'affaires ne sont pas diffusés ou commentés dans cette note. Les données concernant l'emploi sont fournies ici à simple titre d'information.

3. Inflation et salaires

3.1 Prix à la consommation

Graphique 20: Inflation et prix pétroliers



Source: STATEC

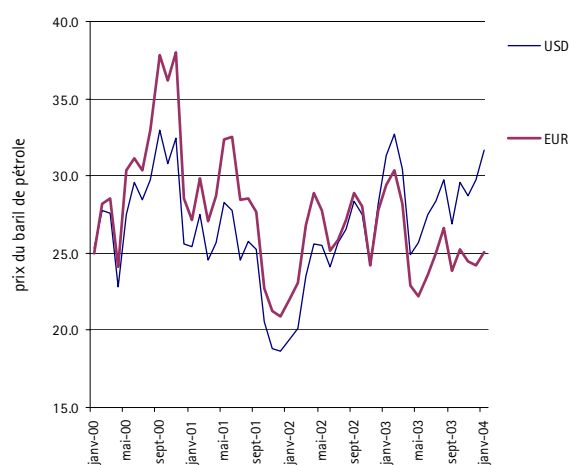
L'inflation reste stable au quatrième trimestre 2003

Le taux d'inflation annuel moyen pour 2003, tel que mesuré par l'indice des prix à la consommation national (IPCN) se situe à 2,0%, soit sensiblement au même niveau que l'année précédente (2,1%). L'évolution des prix reste au quatrième trimestre inchangée à celle enregistrée au troisième (1,9%).

En ce qui est de l'inflation sous-jacente, elle passe de 2,0% au troisième trimestre à 2,1% au quatrième trimestre 2003, se situant ainsi à 2,1% en 2003, contre 2,5% en 2002. Sur les deux derniers mois de l'année, sa progression reste pourtant relativement faible: +0,09% par rapport au mois précédent, contre +0,17% en moyenne en 2003. Les plus fortes incidences à la baisse proviennent d'actions promotionnelles enregistrées ces deux derniers mois. Précisons qu'il ne s'agit pas d'un effet "soldes", ces derniers ne commençant qu'en janvier 2004.

La forte progression du prix baril du pétrole (en dollar US) sur la fin de l'année a globalement été compensée par l'appréciation de l'euro. Ainsi, l'impact sur l'indice des prix des produits pétroliers est légèrement négatif sur le dernier trimestre (environ -1%).

Graphique 21: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US



Source: STATEC

Tableau 15: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg

	Observations					Prévisions		
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire							
Inflation (IPCN)	1.0	3.2	2.7	2.1	2.0	1.9	1.6	1.3
Inflation sous-jacente	0.9	1.9	2.8	2.5	2.1	1.9	1.8	1.4
Produits pétroliers	4.4	30.5	-1.6	-6.6	1.9	1.6	-3.0	0.0
Cote d'application	1.0	2.7	3.1	2.1	2.1	1.4	2.3	0.8
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	554.38	569.41	587.24	599.46	611.92	620.75	634.97	640.24
Prix du Brent (USD/baril)	17.8	28.4	24.4	24.9	28.8	29.8	28.0	28.0
Taux de change USD/EUR	1.07	0.92	0.90	0.95	1.13	1.26	1.26	1.26

Source: STATEC

Prévisions d'inflation

Le prix du pétrole est l'un des points cruciaux de toute prévision en matière d'inflation. Une méthode couramment utilisée est de fixer ce prix sur l'horizon de prévision à l'intérieur de ce qu'on appelle la "fourchette de l'OPEP". Cette fourchette, comprise entre 22 USD à 28 USD, est prise en référence par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour un prix du baril basé sur un panier de sept types de pétrole brut. Comme le milieu de la fourchette se situe à 25 USD, ce prix est souvent retenu comme valeur de référence sur l'horizon de prévision, ou du moins c'est la valeur que l'on retient comme "cible" de long terme. Les prix du pétrole sur les marchés à terme (comme le SPOT) font aussi référence, de manière implicite, aux valeurs de la fourchette définie par l'OPEP.

Depuis plusieurs mois, le prix du baril de brut se situe vraiment dans le haut de la fourchette, flirtant fréquemment avec les 30 USD. Les raisons invoquées récemment par les spécialistes sont multiples: citons principalement le froid aux Etats-Unis, qui pourrait faire pression sur les stocks pétroliers, ainsi que la reprise des exportations de pétrole irakien sans cesse différée. Du côté de l'OPEP, le maintien des cours à un niveau élevé est plutôt présenté comme une conséquence directe de la dépréciation du dollar face à l'euro. On peut en effet concevoir que l'évolution actuelle du dollar représente une perte de pouvoir d'achat pour ces pays qui facturent majoritairement leurs exportations en dollars alors que leurs importations sont libellées dans d'autres monnaies.

On peut alors se poser la question, dans le cadre des prévisions sur l'inflation, s'il est pertinent de tabler sur l'hypothèse d'un baril de brut se dirigeant vers 25 USD alors que l'euro fluctue en ce moment autour de 1.26 USD. Même si aucune relation de long terme entre le cours du pétrole et le cours du dollar ne peut être mise en évidence, celui du pétrole étant dépendant d'une multitude de facteurs et sujet à de nombreux chocs, il paraît raisonnable pour des prévisions d'inflation, sous-entendu "toutes choses égales par ailleurs", de garder une certaine proportionnalité entre ces deux variables.

Ainsi, l'hypothèse retenue pour les dernières prévisions est celle d'une valeur "cible" pour le prix du baril de pétrole de 28 USD et d'un taux de change de 1.26 USD

pour un euro. Les résultats concernant les prévisions sont repris dans le tableau 15.

Relevons que si ces prévisions d'inflation sont quasiment identiques (quant aux résultats) à celles publiées trois mois plus tôt dans le cadre de l'exercice de prévision macro-économique, elles incorporent néanmoins des hypothèses fortement changées. Qui plus est, il s'agit de prévisions "partielles", qui ne tiennent pas compte des interactions de l'inflation avec les autres variables économiques, notamment les salaires.

Comparaison internationale

Le taux d'inflation annuel de la zone euro atteint 2.0% en décembre 2003 (cf. tableau 16). Sur l'ensemble de l'année 2003, c'est-à-dire en considérant la moyenne des taux d'inflations mensuels, les prix ont progressé de 2.1% dans la zone euro. Ce résultat se situe au-delà de l'ensemble des prévisions qui avaient été faites il y a un an.

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette inflation plus forte que prévue en 2003. Tout d'abord, les relèvements de taxes décidées par les différents gouvernements pour raisons politiques et budgétaires. Ce phénomène devrait d'ailleurs perdurer sur l'année 2004, accompagné de hausses de prix administrés, dans le domaine de la santé notamment. La hausse des prix des biens alimentaires aussi a été relativement forte, conséquence directe de la sécheresse estivale. La hausse des salaires a été relativement modérée, mais s'est accompagnée d'un recul de la productivité, ce qui a contribué à la progression des coûts salariaux unitaires et donc à une résistance de la partie sous-jacente de l'inflation. Les prix de l'énergie ont cru de 3.0% sur la même période, l'appréciation de l'euro n'ayant pu compenser sur l'ensemble de l'année la hausse des prix des produits pétroliers. Enfin, il se pourrait également que la baisse du dollar n'ait pas été répercutée par les importateurs européens au niveau de leurs prix de ventes (donc qu'ils en aient profité pour accroître leur marge).

Tableau 16: Inflation en Europe

Indices harmonisés	janv-03	déc-03	2003
	Variations annuelles en %		
Luxembourg-IPCN	2.3	2.1	2.0
Luxembourg-IPCH	3.3	2.4	2.5
Union européenne	2.0	1.8	2.0
Zone euro	2.1	2.0	2.1
Allemagne	0.9	1.1	1.0
Belgique	1.2	1.7	1.5
France	1.9	2.4	2.2

Source: EUROSTAT, STATEC (Luxembourg-IPCN)

Tableau 17: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCN)

Divisions	Pondération (%) en 2003	Taux d'inflation annuels (en % par rapport à la même période de l'année précédente)	
		Octobre 2002 à Décembre 2002	Octobre 2003 à Décembre 2003
Indice général	100.0	2.2	1.9
Indice des produits pétroliers	3.7	3.6	-3.4
Inflation sous-jacente	95.2	2.2	2.1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15.0	2.8	2.0
Boissons alcoolisées, tabacs	4.3	3.5	3.1
Habillement et chaussures	6.9	1.6	1.3
Logement, eau, électricité, et combustibles	11.8	2.6	1.5
Ameublement, équipement ménager, entretien	10.8	1.6	1.7
Santé	2.3	-4.6	-1.6
Transports	18.0	2.3	2.2
Communications	2.2	-3.8	-1.6
Loisirs, spectacles, culture	10.8	2.0	2.2
Enseignement	0.6	9.6	1.3
Hôtels, cafés, restaurants	7.2	4.8	2.3
Autres biens et services	9.9	2.1	2.6

Source: STATEC

Tableau 18: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (décembre 2003)

Indicateur	Luxembourg ¹	UE15 ¹	Zone euro ¹	Belgique	Allemagne	France ¹	Pays-Bas ¹	Variations annuelles en %
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2.1	2.6	2.7	2.1	1.4	2.4	-0.2	
Boissons alcoolisées et tabac	5.2	6.1	7.6	4.6	5.1	17.3	2.1	
Articles d'habillement et chaussures	1.2	0.3	1	1	-0.5	0	-1.7	
Logement, eau, électricité et combustibles	2.4	2.4	2.3	1.1	1.9	1.9	4.3	
Ameublement, équipement de ménage et entretien	1.7	0.8	1.2	1	0.1	1.4	0.6	
Santé	-1.6	1.9	1.8	2.3	0.7	2.9	1.1	
Transports	1.8	2	1.8	1.4	1.9	1.9	2.1	
Communications	-1.5	-0.7	-0.7	1.3	0.8	0.5	1.9	
Loisirs, spectacles et culture	2.4	-0.7	-0.2	0.8	-1.3	-0.6	-0.1	
Enseignement	1.2	3.7	3.1	0.5	2.2	2.7	3.2	
Hôtels, cafés, restaurants	2.6	2.8	2.8	2.7	0.3	2.7	2.1	
Biens et services divers	2.6	2.4	2.5	2.6	1.9	2.3	3.1	
IPCH hors énergie, alimentation, alcool et tabac	2.1	1.4	1.6	1.7	0.6	1.8	1.7	

¹ Données provisoires

Source: EUROSTAT

3.2 Salaires

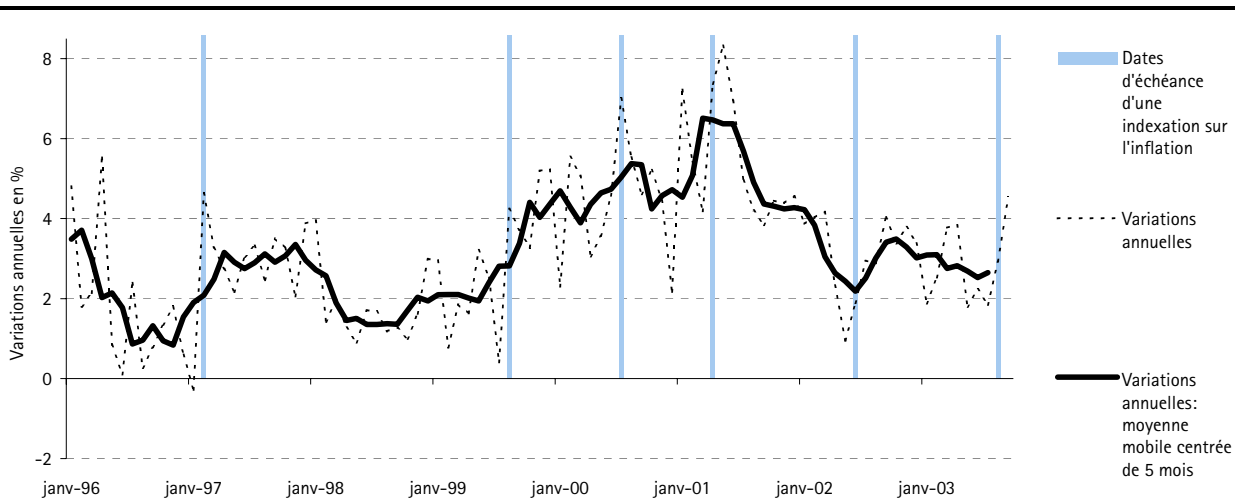
Le coût salarial moyen est en progression de 3.1% (variation annuelle) sur le troisième trimestre 2003. Après un léger ralentissement au deuxième trimestre, il a de nouveau accéléré. Depuis le début de l'année 2003 (neuf mois), le coût salarial moyen reste ainsi en croissance de 2.8% par rapport à la même période de 2002.

Au niveau des branches, on note que celles qui avaient connu une progression relativement faible au deuxième trimestre, à savoir l'"Immobilier, location et services aux entreprises" (+0.2%), et la "Santé et l'action sociale" (+1.1%), ont renoué avec des taux de croissance importants (+3.5% pour chacune des deux). L'"Administration publique" et les "Services domestiques" restent les branches qui connaissent les augmentations les plus fortes (+4.6% respectivement +4.2%). A l'inverse, les activités liées à l'énergie, qui avaient connu une des progressions les plus fortes au deuxième trimestre (+5.3%), ne progressent plus que de 2.3%. L'Education aussi progresse à un rythme moins soutenu: 1.9% au troisième trimestre 2003 contre 3% au deuxième.

L'ensemble des autres branches reste globalement aligné sur la moyenne.

Si on analyse les facteurs qui contribuent à la progression du coût salarial (cf. tableau 19), on note que la contribution de l'indexation reste au troisième trimestre 2003, malgré une adaptation des salaires induite par la nouvelle tranche indiciaire d'août 2003, inchangée par rapport au deuxième trimestre. Ce phénomène est dû au fait que l'indexation de l'année précédente (échéance de la tranche indiciaire au 1^{er} juin 2002) équilibre l'évolution annuelle de la contribution de l'indexation. Les facteurs liés directement à l'indexation restent ainsi prépondérants pour expliquer la hausse du coût (1.7% sur les 3.1% de croissance). Par rapport aux trimestres précédents, l'influence des autres facteurs est cependant plus forte. Ceux-ci représentent par exemple les augmentations prévues par les conventions collectives, ou encore les primes et gratifications. Ces dernières ont progressé de 8.3% au troisième trimestre et contribuent pour 0.1 point de % à cette hausse.

Graphique 22: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg



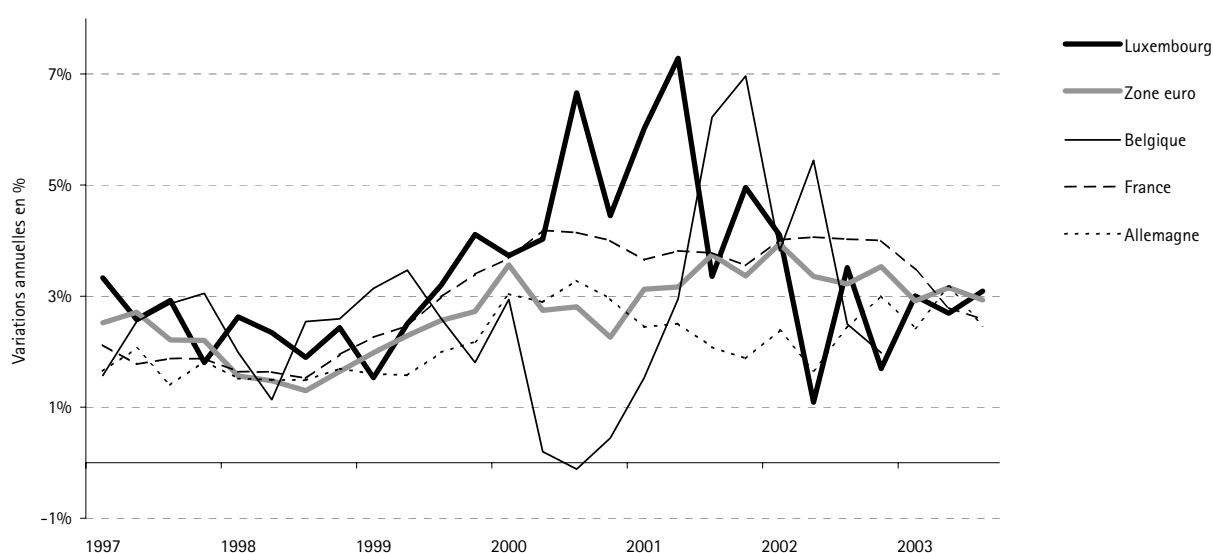
Source: IGSS, STATEC

Tableau 19: Composants du coût salarial

	Emploi salarié		Coût salarial nominal moyen, par mois et par salarié	
	Total	Indexation	Autres	Total
	Variation annuelle en %	Contribution à la croissance annuelle en points de pourcentage		Variation annuelle en %
1996	2.7	0.8	1.0	1.8
1997	3.3	2.3	0.6	2.9
1998	4.8	0.2	1.6	1.8
1999	5.3	1.0	1.9	3.0
2000	6.0	2.7	1.6	4.3
2001	6.0	3.1	2.3	5.5
2002	3.3	2.1	1.1	3.1
2002 T1	4.3	2.5	1.5	4.0
2002 T2	3.7	0.8	0.9	1.7
2002 T3	2.8	2.5	0.8	3.3
2002 T4	2.5	2.5	1.0	3.5
2003 T1	2.1	2.5	0.2	2.7
2003 T2	2.0	1.7	1.0	2.6
2003 T3	2.0	1.7	1.4	3.1

Source: STATEC, IGSS

Graphique 23: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne



Source: STATEC (Luxembourg), EUROSTAT

La progression des salaires au Luxembourg rejoint la moyenne de la zone euro

Tandis que l'indice du coût de la main d'œuvre¹, a augmenté dans la zone euro de 3.0% en termes nominaux au cours du troisième trimestre 2003, contre 3.3% au deuxième, le Luxembourg voit ce même indicateur passer de 2.7% au deuxième à 3.1% au troisième trimestre. Le Luxembourg se situe donc, à nouveau, légèrement au-delà de la moyenne européenne (zone euro). Il faut noter que sur les deux dernières

années, la progression des salaires au Luxembourg reste pourtant inférieure à celle de la zone euro.

Parmi les pays pour lesquels les données sont disponibles, le Luxembourg est, à côté de l'Italie, le seul qui note une accélération des salaires dans la zone euro pour le troisième trimestre 2003. Il faut ajouter que l'échéance de la tranche indiciaire en août 2003 en est en grande partie responsable. Ainsi, le Luxembourg, avec le Danemark, enregistrent-t-ils la plus forte hausse annuelle de la zone euro (3.7%); l'Allemagne et le Portugal la plus faible (2.5%).

¹ L'indice du coût de la main d'œuvre, harmonisé au niveau européen, couvre les activités économiques suivantes: L'industrie (Nace C+D+E), la construction (F), le commerce (G), les hôtels et restaurants (H), les transports et communications (I), les activités financières (J) et les services aux entreprises (K).

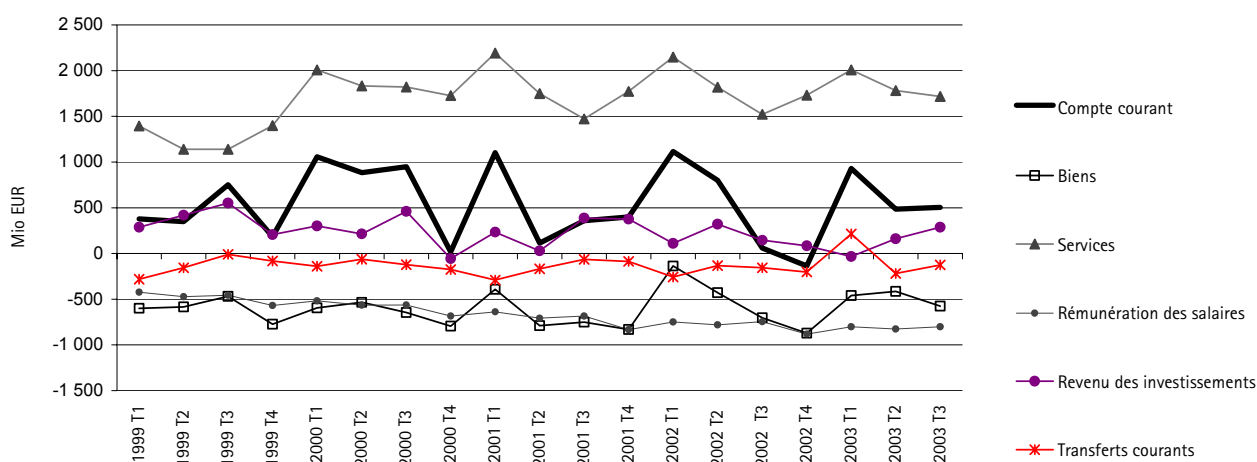
4. Relations économiques extérieures

Tableau 20: Balance des paiements courants

	Année				2002				2003		
	1995	2000	2001	2002	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	En Mio EUR										
Marchandises	-1 238	-2 569	-2 763	-2 139	-136	-429	-703	-871	-459	-414	-576
Exportations	6 264	9 387	10 087	10 268	2 752	2 599	2 383	2 535	2 756	2 745	2 414
Importations	7 502	11 956	12 850	12 408	2 889	3 028	3 086	3 406	3 216	3 159	2 990
Services	2 340	7 388	7 186	7 221	2 148	1 819	1 522	1 732	2 009	1 782	1 718
Transports	51	539	502	626	142	194	195	94	154	191	208
Voyages	447	529	500	307	174	132	-118	118	224	125	-107
Communication	213	583	645	605	240	114	110	142	260	104	101
Services d'assurance	102	284	318	170	43	51	44	32	70	68	77
Services financiers	1 514	5 707	5 574	5 293	1 526	1 288	1 240	1 238	1 232	1 226	1 366
Autres services	11	-254	-353	220	22	40	49	108	69	68	72
Revenus	1 156	-1 411	-1 838	-2 494	-638	-459	-601	-796	-836	-665	-515
Rémunération des salariés	-1 086	-2 329	-2 863	-3 157	-749	-780	-747	-880	-802	-826	-802
Revenus des investissements	2 242	918	1 026	662	111	321	145	84	-34	161	288
Transferts courants	-422	-500	-609	-747	-257	-131	-157	-202	215	-219	-124
Transactions courantes	1 835	2 909	1 976	1 839	1 116	801	60	-138	929	484	503

Source: STATEC, BCL

Graphique 24: Solde de la balance courante du Luxembourg 1999-2003



Source: STATEC, BCL

La balance courante des trois premiers trimestres de 2003 se solde par un excédent de 1.92 milliard EUR - en léger recul par rapport à la même période de 2002 (1.98 milliard EUR). La détérioration des balances des biens et

des revenus a été quasiment compensée par l'appréciation des balances des services et des transferts courants.

4.1 Echanges de biens

Évolution modeste et contrastée des échanges de marchandises

Au total, les échanges extérieurs de marchandises des trois premiers trimestres de 2003 sont marqués par une certaine stabilisation en valeur, tant au niveau des flux que du solde. Cette relative inertie est également notée au niveau de la ventilation géographique des exportations intra-UE et extra-UE. En effet, la part du marché intérieur est maintenue à quelque 85% et les ventes en dehors de l'UE15 continuent à couvrir 15% des exportations totales de marchandises. Néanmoins, à l'intérieur des deux zones, des changements substantiels sont enregistrés. Les variations les plus notables se sont produites à l'extra-UE et plus précisément sur les marchés américains et asiatiques.

Sur les neuf premiers mois de 2003, les exportations vers l'Asie ont progressé de 38% et dépassent en valeur (292 millions EUR) les ventes en Amérique (255 millions EUR) qui ont fléchi de 17%. Par pays, l'on retient surtout la chute des expéditions aux Etats-Unis (-21%) et la poussée des livraisons en Chine (+128%). Cette croissance s'inscrit dans une tendance générale de l'évolution du commerce extérieur de la Chine. Durant la même période, les exportations de l'ensemble de l'UE15 vers la Chine ont également explosé (+19%), même si le

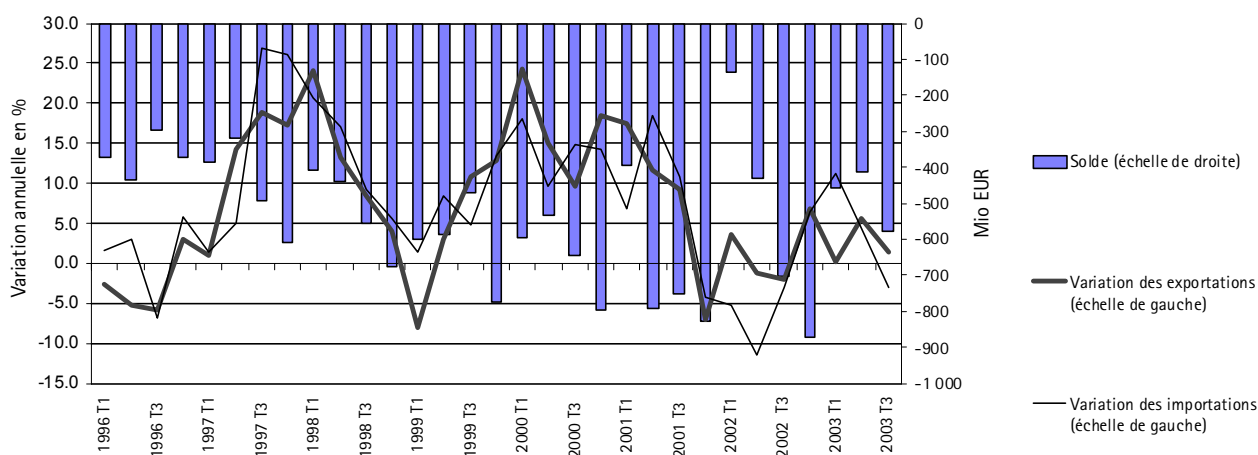
rythme d'accélération a été nettement plus prononcé au Luxembourg. Aussi la Chine représente-t-elle désormais 4% des exportations extra-UE de l'ensemble des Etats membres de l'UE15, contre 9% des exportations extra-UE du Luxembourg.

Alors que les Etats-Unis (174 millions EUR) restent toujours le premier pays de destination du Luxembourg à l'extérieur de l'UE15 (et le 8^e pays au total), la Chine s'est hissée à la seconde position à l'extra-UE (et la 10^e position au total) avec un montant de 99 millions EUR pour les 9 premiers mois de 2003, contre 43 millions à la même période de l'année précédente. En valeur absolue, le recul des exportations aux Etats-Unis (-46 millions EUR) a été donc plus que compensé par les expéditions supplémentaires en Chine (+56 millions EUR).

L'envolée des livraisons en Chine est essentiellement la résultante de percées au niveau des produits métalliques, de machines et appareils, ainsi que de produits textiles et plastiques.

La baisse des ventes aux Etats-Unis s'est notamment répercutée au niveau des métaux communs et des matières plastiques. Une partie de ce recul est sans doute à mettre en relation avec les obstacles imposés en matière d'accès au marché américain.

Graphique 25: Évolution des échanges de biens (en valeur)



Source: STATEC

4.2 Echanges de services

Retour à la croissance des exportations de services au troisième trimestre

Sur l'ensemble des trois premiers trimestres, les exportations de services n'enregistrent plus qu'un léger recul (-2%), après la forte baisse à l'issue du premier semestre (-7%). Ce redressement s'explique essentiellement par l'évolution très favorable des prestations de services pour le compte de non résidents au cours du troisième trimestre (+8%), tant dans le domaine des services financiers que pour les autres services.

La progression des prestations de services financiers est essentiellement due à la reprise des marchés boursiers et au léger regain d'intérêt de la clientèle pour ces marchés. Les recettes pour prestations de services financiers ont ainsi augmenté de 10% par rapport au trimestre précédent (contrairement à la baisse sur la même période de l'année passée) et de 9% par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

Globalement les autres activités d'exportation de services ont progressé de 5.3% au cours des trois premiers trimestres, grâce à une nette reprise au troisième trimestre (7.8%) - après un ralentissement du rythme de croissance au second. Une gamme relativement large d'activités de services ont connu une évolution très favorable (services aux entreprises et assurances, ainsi

que - à un rythme moins soutenu - communications). Seuls les services culturels ont enregistré un léger recul. La modeste évolution des services de transports (+1.5%) est à mettre en relation avec le ralentissement dans le domaine du transport aérien de passagers.

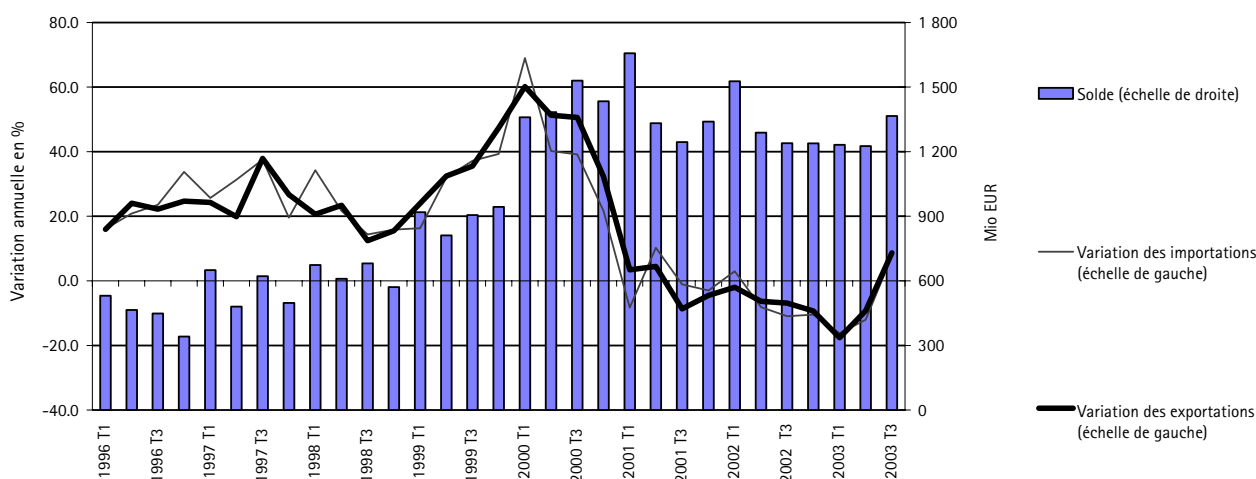
En dépit du recul du nombre des touristes, les recettes au titre de voyages ont progressé de 7.2%. Ceci s'explique par le fait que la progression des dépenses des salariés frontaliers (dont le nombre a continué à augmenter) et d'autres non résidents de passage au Luxembourg - notamment pour des produits soumis à accises - a largement compensé la baisse des dépenses des touristes.

En raison d'un recul plus prononcé des dépenses (-3.1%, contre -1.9% pour les recettes), l'excédent de la balance des services s'est légèrement apprécié au cours des trois premiers trimestres de 2003.

Nouvelle détérioration du solde des revenus

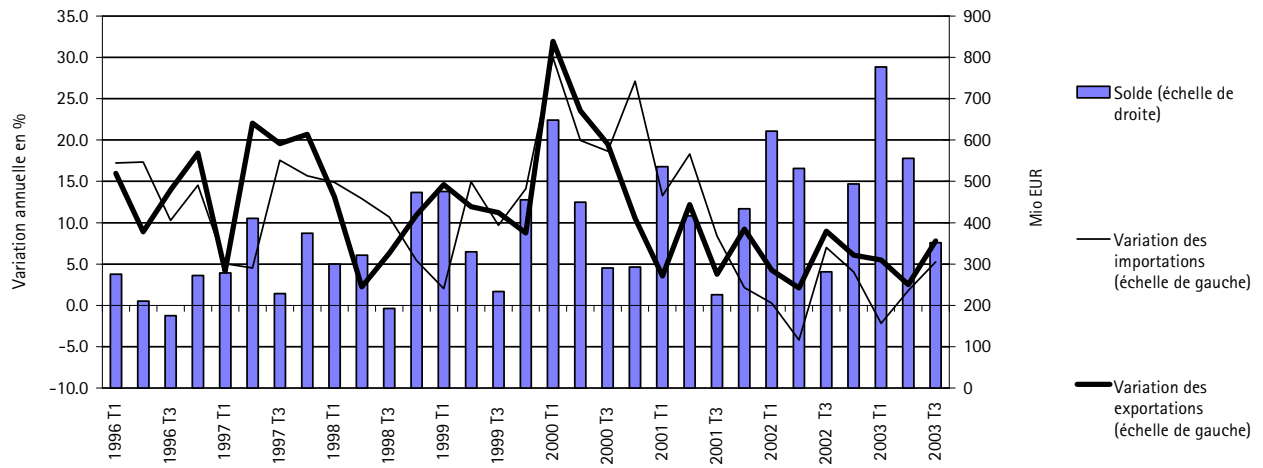
Le solde de la balance des revenus continue à se détériorer sous l'effet de l'amplification du déficit des revenus du travail et d'un excédent du revenu des investissements en retrait par rapport aux neuf premiers mois de 2002. Notons toutefois que la balance du revenu des investissements s'est sensiblement appréciée au troisième trimestre 2003, entre autres sous l'effet de la reprise dans le secteur bancaire.

Graphique 26: Évolution des services financiers



Source: STATEC

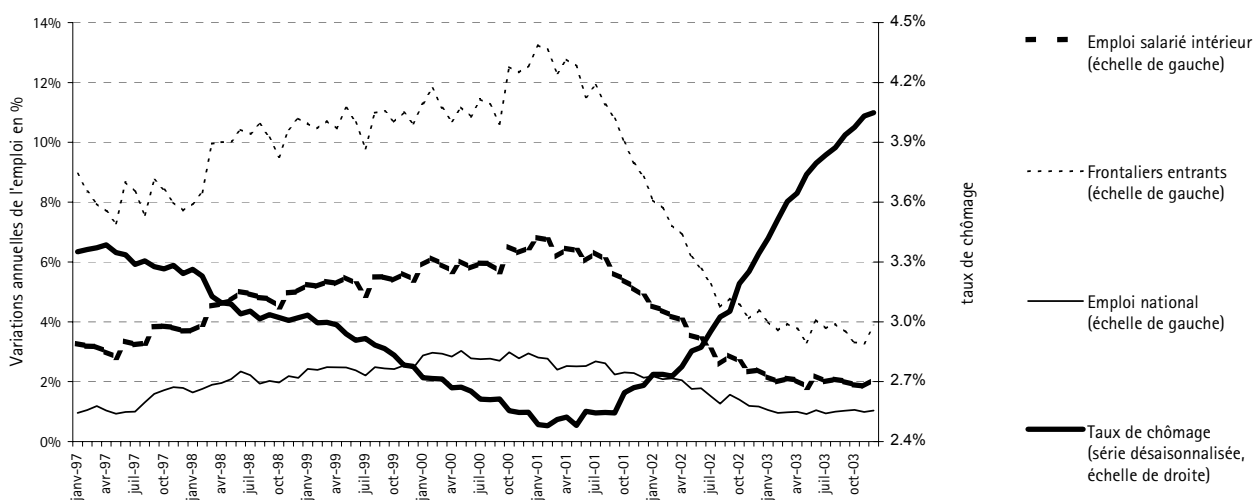
Graphique 27: Évolution des services autres que financiers



Source: STATEC

5. Emploi et chômage

Graphique 28: Emploi et chômage



Source: STATEC, ADEM, IGSS

L'emploi continue à résister au ralentissement économique

Alors que l'emploi avait fortement décéléré fin 2001 et pendant toute l'année 2002, il s'est stabilisé à quelque 2% en rythme annuel sur 2003. Ainsi, l'économie luxembourgeoise a continué à créer des emplois en 2003, mais moins qu'auparavant (quelques 6 000 emplois en 2003, soit à peu près la moitié des années précédentes). Bien que le marché du travail réagisse en général avec un certain retard par rapport à l'activité économique, il faut souligner qu'actuellement, l'emploi résiste exceptionnellement bien à la situation conjoncturelle difficile des dernières années.

Cette résistance de l'emploi a pu avoir une influence en terme de productivité. Ainsi, on note une baisse de la productivité dans le secteur marchand sur deux années de suite en 2001 et 2002 (cf. graphique 29), fait inobservé jusque là.

On constate par ailleurs que le nombre total des heures travaillées a progressé moins fortement que le nombre de travailleurs, c'est-à-dire que l'on se trouve face à une baisse de la durée moyenne de travail (cf. partie C.2., pp. 51-52). Cette baisse assez marquée et exceptionnelle elle-aussi permet aux entreprises de mieux s'accommoder de la baisse de l'activité. Reste à savoir dans quelle mesure la baisse de la durée de travail est accompagnée d'une réduction des coûts...

Le taux de chômage dépasse la barre des 4%

Au niveau du chômage, le ralentissement économique se ressent davantage: le taux de chômage officiel (pour la terminologie cf. NDC 3-03, encadré p. 48) vient de dépasser la barre des 4% en octobre 2003 (4.1% en décembre 2003) et le taux de chômage au sens large s'approche lentement des 6% (5.7% en décembre 2003). Pourtant, en décembre 2003, les deux taux restent inchangés par rapport au mois précédent. En décembre 2003, l'ADEM compte 8 359 chômeurs inscrits contre 6 773 un an auparavant, ce qui correspond à une progression de 23.4%. Depuis la mi-2003, la progression du nombre de chômeurs est plus lente (cf. graphique 30).

5.1 Emploi

L'emploi frontalier progresse toujours de quelque 4%

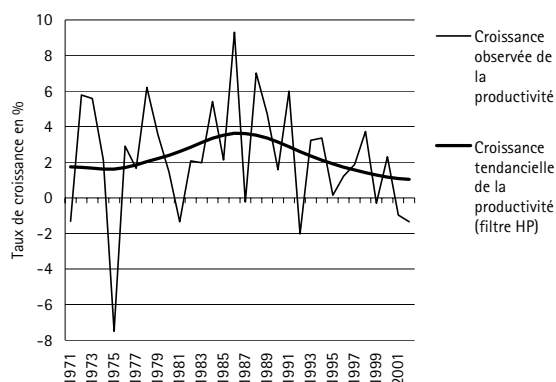
Selon les estimations du STATEC, quelque 6 700 emplois ont été créés au quatrième trimestre 2003¹. Les frontaliers continuent à occuper 2/3 des emplois créés et la part des résidents dans l'emploi salarié total continue donc à baisser (en 2003, ces derniers ne représentent plus que 61%, contre quelque 80% au début des années '90).

Alors qu'au début de 2001, l'emploi frontalier progressait encore sur un rythme annuel d'environ 13%, il a commencé à ralentir à partir de septembre 2001, pour s'équilibrer à la fin de l'année 2002 à un niveau d'environ 4%. La progression de l'emploi national, qui évoluait ces dernières années à un rythme beaucoup moins élevé que celui des frontaliers, s'est également vue divisée par trois sur cette même période; sa croissance passe de quelque 3% en 2000 à environ 1% en 2003. Ainsi, la progression de l'emploi frontalier stagne à un niveau plus élevé que celle de l'emploi résident.

Accélération de la croissance de l'emploi indépendant

Selon les chiffres de l'IGSS, on note une accélération de la croissance de l'emploi indépendant depuis la fin de 2002. Alors que celui-ci ne progressait que de 0.3% en 2002, il connaît une croissance moyenne de 1.8% sur les neuf premiers mois de l'année 2003. De plus, depuis août 2003, l'emploi indépendant augmente plus rapidement que l'emploi salarié (2.3% en août et 2.2% en septembre pour les indépendants, contre 2.1% et 2.0% sur les mêmes mois pour les salariés).

Graphique 29: Évolution de la productivité dans le secteur marchand (hors banques et assurances)



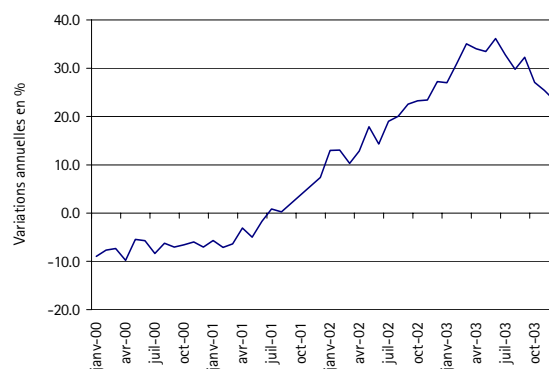
Source: STATEC

En faisant abstraction des agriculteurs, en recul depuis un certain temps, le taux de croissance des indépendants passe même de 1.1% en moyenne en 2002 à 2.7% sur les neuf premiers mois de 2003. Les professions libérales, qui représentent à peu près un tiers des indépendants, enregistrent le taux de croissance le plus élevé (+4.2% sur les neuf premiers mois de l'année contre +1.9% pour les autres).

Il faut pourtant noter que, étant donné le poids relativement faible des indépendants dans l'emploi total intérieur (environ 6%), cette hausse n'a qu'un faible impact. Cette accélération de l'emploi indépendant pourrait s'être effectuée notamment en réaction à la situation déprimée du marché du travail, avec un recours croissant à l'initiative de devenir indépendant. C'est un phénomène que l'on peut constater habituellement dans les périodes de ralentissement économique, et qui se traduit en général par une hausse des créations d'entreprises individuelles.

On peut noter de plus que selon les chiffres d'Eurostat, le Luxembourg représentait en 2002, avec 5.9% le taux d'indépendants le plus faibles de la zone euro, derrière la France (8.8%) et l'Allemagne (10.6%). En moyenne ce taux était de 15.8% en 2002 dans la zone euro. En Grèce, plus d'un résident sur trois travaille pour son propre compte, au Portugal et en Italie à peu près un sur quatre.

Graphique 30: Progression annuelle du nombre de chômeurs



Source: ADEM

¹ Les données des trois derniers mois de l'année (octobre, novembre et décembre 2003) sont des estimations.

Tableau 21: Évolution du nombre d'emplois salariés créés en net

Branche	Données provenant de la comptabilité nationale ¹				Données provenant des fichiers de la Sécurité Sociale				
	Nace	Mise en perspective			Evolution en cours d'année			Evolutions inter-annuelles	
		1985-2002	1985-2002	2002	Déc. 02	Sept 03	Variation	Sept 01 - Sept 02	Sept 02 - Sept 03
		Variations annuelles moyennes en %			Nombre de personnes				
			Personnes						
Non classé	Indéfini	...	...	...	860	722	-138	-402	104
Agriculture, viticulture, sylviculture, pêche	01-05	0.4	4	1 046	1 204	1 304	100	4	40
Industries extractives	10-14	-1.1	-4	291	322	322	0	12	-1
Industries manufacturières	15-37	-0.3	-119	33 526	34 368	34 275	-93	-392	-193
Electricité, gaz et eau	40-41	1.1	16	1 572	1 002	1 018	16	18	34
Construction	45	4.4	831	27 100	29 152	30 377	1 225	1 246	704
Commerce, réparation	50-52	2.7	753	35 412	35 900	36 451	551	624	548
Hôtels et restaurants	55	3.7	291	10 763	11 315	12 045	730	617	484
Transports et communications	60-64	4.6	722	23 086	23 739	25 044	1 305	957	964
Intermédiation financière et assurances	65-67	6.6	1 285	33 056	33 722	32 863	-859	439	-1 002
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	10.8	2 081	42 810	36 794	38 206	1 412	1 464	1 170
Administration publique	75	1.8	226	14 869	33 170	33 556	386	1 296	713
Education	80	3.1	299	12 655	1 405	1 482	77	65	171
Santé et action sociale	85	5.5	579	16 480	16 215	16 895	680	1 144	1 047
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	4.7	304	9 523	7 584	7 986	402	477	526
Services domestiques	95	2.9	147	6 567	3 517	3 625	108	166	116
Activités extra-territoriales	99	...	...	...	370	415	45	-140	23
Economie entière	01-99	3.8	7 415	268 756	270 639	276 586	5 947	7 595	5 448

Source: Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), STATEC (comptabilité nationale).

¹ Tandis que les chiffres provenant des fichiers de la Sécurité Sociale (disponibles sur une base mensuelle) se rapportent à l'affiliation de l'employeur, ceux provenant de la Comptabilité Nationale (disponibles uniquement sur base annuelle) sont classés suivant l'activité économique. Cette différence méthodologique explique notamment l'écart important pour les Nace 75 à 85.

Evolution de l'emploi dans les différentes branches

En septembre 2003, la création nette d'emplois sur un an est de 5 448 unités, soit 2 147 créations de moins qu'un an auparavant (cf. tableau 21). Au fil des mois, ce recul des créations devient pourtant moins important. Ce sont toujours les seules branches "Intermédiation financière et assurances" et "Industrie manufacturière" qui notent un véritable recul conjoncturel.

La branche "Intermédiation financière et assurances" voit son effectif diminuer de 1 002 personnes entre septembre 2002 et septembre 2003, soit -3% en variation annuelle. Ainsi, la perte d'emplois dans le secteur financier continue mais sur un rythme moins soutenu qu'au cours des deux dernières années. C'est surtout au niveau des "Banques universelles" que la diminution s'opère le plus nettement (-832 personnes employées sur un an, soit une baisse de 3.6%). Il faut noter que les chiffres commentés dans ce chapitre-ci sont issus des données de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), d'où une distorsion possible avec l'emploi dans les banques commenté dans le chapitre 2.7 relatif au secteur financier (cf. pp. 26-29), dont les chiffres proviennent de la BCL.

L'"Industrie manufacturière" note une diminution de 193 personnes au cours de la même période, contre (-392 personnes un an auparavant). Cette "amélioration" de la situation se ressent également au niveau de l'activité dans l'industrie (cf. chapitre 2.1, pp.14-17) et du travail

intérimaire y presté (cf. ci-après, p.43). C'est surtout la "Métallurgie et travail des métaux" (-195 personnes) et les "Industries agricoles et alimentaires" (-119 personnes) qui sont à l'origine de cette baisse.

La majorité des branches enregistre une création d'emploi plus faible. L'Administration Publique subit le ralentissement le plus important: entre septembre 2002 et septembre 2003 seulement 713 emplois ont été créés, contre 1 296 un an auparavant. Dans la "Construction" et l'"Immobilier, location et services aux entreprises", les créations d'emplois sont également moins nombreuses.

Pour la branche "Immobilier, location et services aux entreprises" il faut pourtant noter que les fluctuations mensuelles des créations d'emploi peuvent être assez importantes en raison du travail intérimaire qu'elle inclut. Ce dernier connaît traditionnellement une baisse importante au mois de décembre, mais des variations importantes peuvent également être observées au cours des autres mois de l'année. Il faut donc considérer les variations annuelles de l'emploi dans cette branche avec précaution et il s'avère préférable d'étudier la création d'emplois en moyenne sur un an. Sur les douze derniers mois, cette branche a créé en moyenne quelques 1 145 emplois, à peu près deux fois moins que sur la même période un an plus tôt.

Augmentation des offres d'emploi non satisfaites en fin d'année 2003

En 2003, l'ADEM a enregistré quelque 842 offres d'emplois en moyenne par mois, soit environ 100 de moins qu'en 2002. Le nombre d'offres d'emploi a commencé à diminuer fortement vers la fin de 2001 et pendant toute l'année 2002 (-32%). Ce n'est qu'à partir du quatrième trimestre 2002 que celui-ci ne baisse plus et depuis le troisième trimestre 2003, les offres d'emploi notent même une progression de 9% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le nombre de demandes d'emplois non-satisfaites reste pourtant largement supérieur aux offres d'emplois (quelques 10 demandes par offre). En 2003, la majorité des offres relève des domaines "Artisans et ouvriers: précision, horlogerie, mécanique, électricité, bois et bâtiment" (21.3% du total), "Professions libérales, techniciens et assimilés" (19.3%), "Employés de bureau" (17.5%) et "Artisans et ouvriers: alimentaire, chimie, production, machinistes" (16.1%), donc les mêmes qui comptent un nombre élevé de demandes d'emploi. Les seules catégories professionnelles affichant une progression des offres d'emploi sur l'ensemble de l'année 2003 sont: les "Travailleurs des transports", les "Agriculteurs, forestiers, carriers, mineurs et assimilés" ainsi que les "Professions libérales, techniciens et assimilés".

Reprise d'envergure au niveau du travail intérimaire

Avec trois trimestres consécutifs en progression, la reprise dans le travail intérimaire se confirme (cf. tableau 22). Alors que le nombre d'intérimaires avait baissé de 0.8% en 2002, l'augmentation semble d'envergure en 2003 (+7.3% sur les neuf premiers mois de l'année). De plus, la progression du nombre d'intérimaires semble accélérer sur l'année 2003: +10.4% au troisième trimestre 2003 contre 6.6% au deuxième, respectivement 4.6% au premier trimestre. Il en est de même pour les heures travaillées, qui, après avoir connu une progression moindre que les personnes engagées sur les deux premiers trimestres, progressent de 12.1% au troisième trimestre 2003.

Comme le travail intérimaire ne représente que quelque 2% de l'emploi total au Luxembourg, il a un impact limité sur l'évolution de celui-ci. Mais il est communément reconnu comme étant un bon indicateur avancé du point de vue conjoncturel.

Après avoir décéléré de quelque 2% en moyenne en 2002, le nombre d'intérimaires dans la construction, secteur qui occupe environ 1/3 des travailleurs intérimaires, progresse de 5.3% sur les huit premiers mois de l'année 2003. Dans l'industrie manufacturière, qui occupe la même proportion de travailleurs intérimaires, on note même une progression de 17.7% sur les huit premiers mois de l'année (-5.2% en 2002).

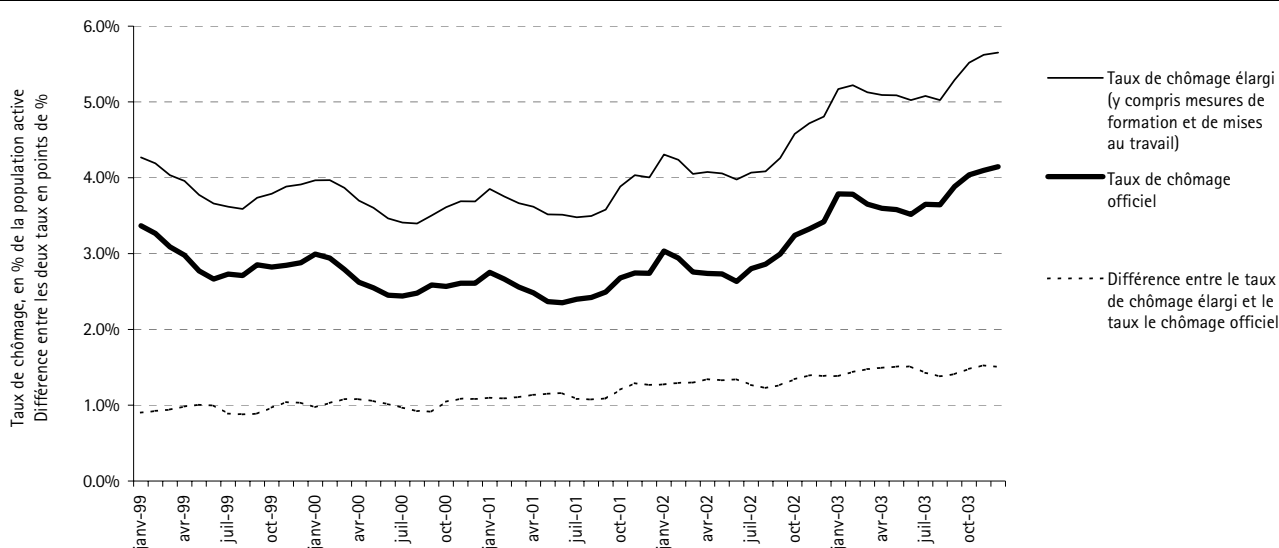
Tableau 22: Travail intérimaire

	Année					2002				2003		
	1995	2000	2001	2002	2003 (9 mois)	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Moyennes mensuelles											
Nombre d'intérimaires	2 483	4 473	4 758	4 720	5 170	4 567	4 943	4 948	4 419	4 778	5 268	5 465
Heures travaillées (milliers)	342	618	660	656	701	598	697	671	634	616	733	753
Entreprises utilisatrices	560	1 131	1 144	1 172	...	1 076	1 175	1 227	1 209	1 094	...	...
	Variations annuelles en %											
Nombre d'intérimaires	6.6	13.8	6.4	-0.8	7.3	-1.7	-1.1	-2.7	2.8	4.6	6.6	10.4
Heures travaillées	4.9	15.7	6.8	-0.7	6.9	-6.0	-1.6	-1.2	3.0	2.9	5.2	12.1
Entreprises utilisatrices	...	2.3	1.2	2.4	...	0.0	0.0	2.6	7.1	1.6	...	...

Source: IGSS, Ministère du Travail

5.2 Chômage

Graphique 31: Taux de chômage officiel et au sens large



Source: STATEC, ADEM

Taux de chômage au sens strict et au sens large

Comme l'ADEM tient compte séparément des demandes d'emplois non satisfaites et des personnes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi, deux taux de chômage sont calculés: le taux de chômage officiel, encore appelé taux de chômage au sens strict, qui comprend uniquement les demandeurs d'emploi non-satisfaites et le taux de chômage au sens large, qui tient également compte des personnes occupées dans des mesures pour l'emploi. Ce dernier est considéré comme une sorte de limite supérieure du chômage au Luxembourg, étant donné le caractère provisoire (car limité dans le temps) des mesures.

En décembre 2003, le chômage au sens strict se situe à 4.1%, celui au sens large à 5.7%. Comme le montre le graphique 31, l'écart entre ces deux taux s'accroît progressivement. Les mesures contribuent donc d'une certaine façon à limiter la hausse du chômage, dans un premier temps. En décembre 2003 on notait un total de 11 394 demandeurs d'emploi (3 035 personnes en mesure pour l'emploi et 8 359 demandes d'emploi non-satisfaites), soit 1 879 personnes de plus qu'en décembre 2002.

Evolution du nombre de personnes en mesure

Au total, le nombre de personnes en mesure augmente de 293 entre décembre 2002 et décembre 2003. La progression des personnes en mesure est ainsi de 13.4% en 2003, contre 17% il y a un an. Étant donné que les demandes d'emplois non-satisfaites auprès de l'ADEM ont progressé de 30.3% au cours de la même période, il semble que les mesures peinent à absorber le nombre grandissant de chômeurs.

Sur les 2 931 personnes inscrites en mesure en 2003, 29.9% avaient signé un CAT dans le secteur public (Contrat d'auxiliaire temporaire), 19.5% ont bénéficié de "mesures spéciales", 19.2% ont suivi une formation et 11% avaient signé un CAT dans le secteur privé¹.

¹ Pour des chiffres détaillés, cf. "Bulletin luxembourgeois de l'emploi" de l'ADEM (http://www.gouvernement.lu/publications/le_luxembourg/empl.html)

Demandes d'indemnisation pour chômage partiel en hausse à la fin de 2003, mais globalement en baisse sur l'année

Pour l'année 2003 dans son ensemble, le nombre moyen de personnes concernées par le chômage partiel (165 personnes) a été inférieur à celui enregistré en 2001 et 2002 (232, respectivement 245 personnes).

Cette baisse vient principalement de la métallurgie, dont le nombre de personnes concernées est passé de quelque 100 unités en moyenne par mois au cours des deux dernières années à seulement 8 personnes en moyenne en 2003, mais aussi du "Travail des métaux", qui enregistre une baisse de 53 personnes sur la même période. Il faut noter de plus que l'industrie manufacturière avait connu un fort ralentissement du chômage partiel au premier semestre 2003, qui n'a pourtant pas perduré au semestre suivant. A côté de la baisse dans l'industrie manufacturière, les "Transports et Communications" notent également un léger recul du chômage partiel en 2003. Toutes les autres branches ("Immobilier, location et services aux entreprises", "Construction", "Commerce et réparation" et "Education") enregistrent une augmentation.

A la fin de 2003, la hausse du chômage partiel semble d'envergure: au quatrième trimestre 2003, on compte en

moyenne 8 demandes introduites et avisées favorablement contre 3 au trimestre précédent. Cette hausse du nombre d'entreprises ayant recours au chômage partiel se poursuit également au début de l'année 2004: 10 entreprises pour les deux premiers mois de l'année. De plus, le nombre des personnes concernées dépasse désormais les 300 par mois. Il faut noter néanmoins qu'une partie de ces demandes ne sont habituellement pas "tirées" et ne donnent donc pas lieu à indemnisation.

En analysant la répartition par secteur d'activité, on constate que l'industrie manufacturière compte 207 personnes en moyenne par mois au cours du 4^{ème} trimestre 2003, contre 168 personnes au trimestre précédent. C'est surtout la "Fabrication de machines et équipements" et le "Travail des métaux" qui sont à l'origine de cette hausse (+96 respectivement +34 personnes par rapport au trimestre précédent).

A côté de l'augmentation du chômage partiel dans l'industrie manufacturière, qui était traditionnellement la branche la plus concernée, on observe également une hausse du chômage partiel dans les services. Le "Commerce", l'"Immobilier, location et services aux entreprises" et l'"Education" enregistrent une augmentation non-négligeable du nombre de personnes concernées.

Tableau 23: Chômage partiel

Branche	Nace	Année				2003				2004	
		2000	2001	2002	2003	T1	T2	T3	T4	janv-04	févr-04
Entreprises concernées											
Moyenne mensuelle du nombre d'entreprises en chômage partiel											
Ayant introduit une demande		1	5	4	4	4	2	3	8	10	10
Ayant effectivement tiré ¹		1	4	2	...	1	1	2	...	...	...
Travailleurs concernés											
Moyenne mensuelle du nombre de travailleurs en chômage partiel											
Sur base des demandes introduites		124	232	245	165	119	55	182	303	250	115
Sur base des demandes tirées ¹		76	115	71	...	42	38	52	...	...	...
Hommes-mois en chômage complet²		18	54	34	...	21	19	25	...	...	...
Travailleurs concernés sur base des demandes introduites, répartition par secteur d'activité											
Agriculture, viticulture, sylviculture, pêche	01-05	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	15-37	121	189	231	123	87	28	168	207	213	95
Industries alimentaires	15	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail du bois	20	-	-	7	7	27	-	0	-	29	-
Industrie chimique	24	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26	107	3	4	20	20	-	60	-	-	-
Métallurgie	27	-	105	99	8	17	-	17	-	-	-
Travail des métaux	28	-	12	79	26	3	-	33	67	-	31
Fabrication de machines et équipements	29	12	59	25	24	-	-	-	96	179	59
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	30	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication de machines et appareils électriques	31	-	5	13	19	21	28	25	-	-	-
Industrie automobile	34	-	-	5	16	-	-	33	30	5	5
Construction	45	3	3	1	8	9	22	-	-	-	-
Commerce, réparation	50-52	-	1	-	13	2	-	-	52	-	-
Transports et communications	60-64	-	34	10	5	21	-	-	-	-	-
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	-	1	3	13	-	5	14	33	26	12
Education	80	-	-	-	3	-	-	-	11	11	8
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie entière	01-99	1 489	2 778	2 939	1 979	358	166	546	909	250	115

¹ Le fait d'introduire une demande ne signifie pas que l'entreprise utilise effectivement le chômage partiel. Les entreprises disposent d'un certain délai pour remettre leur décompte définitif, de sorte que les chiffres sur les demandes tirées en 2002 et 2003 ne sont pas définitifs.

² Calcul sur base des heures de travail perdues pour les demandes effectivement tirées.

Source: Comité de Conjoncture, Ministère du Travail, STATEC

Tableau 24: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2003			
							T1	T2	T3	T4
Attestations E 301 ¹	657	741	559	847	885	1 011	822	1 142	Moyenne mensuelle	
Frontaliers	70 795	78 362	87 363	97 342	102 952	106 779	104 881	106 397	107 808	108 030
Ratio: E 301/frontaliers	0.93	0.95	0.64	0.87	0.86	0.95	0.78	1.07	0.86	1.07
									Variation annuelle (%)	
Attestations E 301	-13.0	12.9	-24.6	51.6	5.2	14.2	-8.4	24.5	14.9	25.5
Frontaliers	9.9	10.7	11.5	11.4	5.8	3.7	3.9	3.7	3.8	3.5
Ratio: E 301/frontaliers (variation en points de %)	-0.24	0.02	-0.31	0.23	-0.01	0.09	-0.10	0.18	0.08	0.19

Source: IGSS, Ministère du Travail

¹ Le formulaire E301 sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence.

Légère progression des demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg

Afin de cerner le nombre de frontaliers perdant leur emploi, le STATEC utilise le nombre de demandes du formulaire E301, qui sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg, afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence. Cette source d'information comporte pourtant un biais puisqu'elle ne tient ni compte des frontaliers perdant leur emploi mais ne sollicitant pas ce formulaire, ni des chômeurs demandant ce formulaire mais ayant retrouvé rapidement un emploi. Le rapport entre les demandes de formulaires E301 et le nombre de frontaliers ayant un emploi au Luxembourg donne un taux de perte d'emplois des frontaliers. Il ne s'agit donc pas d'un "taux de chômage frontalier" dans la mesure où seules les nouvelles demandes de formulaires sont prises en compte et non le stock de frontaliers "au chômage".

Le ratio "demandes de formulaires E301 par rapport au nombre de frontaliers" est en général inférieur à 1% (cf. tableau 24). Au deuxième et quatrième trimestre 2003, il passe légèrement au-dessus de 1%. Pour l'ensemble de l'année 2003, il reste pourtant à 0.95%, ce qui signifie une légère hausse par rapport à 2002 (0.86%).

Parmi les demandeurs du formulaire, on retrouve, en 2003, 74.5% de frontaliers français (75.2% en 2002), 16.3% d'allemands (14.7% en 2002) et 7.4% de belges (7.6% l'année précédente). A ces chiffres, il faut ajouter que les Français représentent quelque 53% des frontaliers entrants, les Belges environ 27% et les Allemands 20%. La grande majorité des frontaliers sollicitant ce formulaire provient du secteur intérimaire

(43.4% en moyenne sur les six derniers mois), les autres du secteur de la Construction (12.0%), des Transports (7.5%), de l'Horeca (7.3%), du Commerce (6.8%), de l'Artisanat" (5.3%) ou des "Employés et cadres administratifs" (5.1%). Il est intéressant de noter que seulement 4.3% des frontaliers qui ont sollicité ce formulaire sont originaires du secteur financier.

Comparaison européenne des taux de chômage

Selon Eurostat¹, le taux de chômage de la zone euro, corrigé des variations saisonnières, s'est élevé à 8.8% en décembre 2003 (inchangé par rapport au mois de novembre), soit 0.2 points de pourcentage de plus qu'en décembre 2002. Le taux de chômage de l'Union européenne se retrouve en décembre 2003 à 8.0%, contre 7.9% en décembre 2002.

Le Luxembourg connaît en décembre 2003, avec 3.9%, toujours le taux de chômage le plus bas de l'UE15, devant les Pays-Bas (4.1% en novembre 2003), l'Irlande (4.5%) et l'Autriche (4.6%). Le taux de l'Espagne (11.2%), reste le plus élevé de l'UE15, suivi de la France (9.5%) et de l'Allemagne (9.2%).

En ce qui concerne la progression sur un an, le Luxembourg n'occupe, selon les chiffres disponibles à ce moment, plus que la cinquième place. La hausse annuelle la plus importante a été observée au Danemark et aux Pays-Bas avec une variation en point de % de +1.1, puis viennent le Portugal et la Suède (+0.9 chacun des deux) et le Luxembourg (+0.7). En moyenne, le taux de chômage a augmenté sur cette période de 0.4 points de % dans les différents pays de l'UE15. L'Italie, la Grèce, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la Finlande, affichent quant à eux des taux de chômage en baisse.

¹ Selon les chiffres d'Eurostat disponibles, qui peuvent diverger de ceux du STATEC: ces derniers se réfèrent aux inscriptions à l'ADEM, ceux d'Eurostat proviennent par contre des enquêtes sur les forces de travail (EFT). Cependant, les chiffres mensuels harmonisés d'Eurostat sont, en raison de la fréquence annuelle des EFT, interpolés avec les chiffres mensuels de l'ADEM.

C. Analyses complémentaires

1. Effets de la dépréciation du dollar US sur l'économie luxembourgeoise

1.1 Antécédents

Dans la NDC n° 1-03, le STATEC avait pour la première fois commenté les répercussions possibles de la hausse de l'euro sur les économies européennes (p. 5). Ensuite, le STATEC avait publié, dans la NDC n° 2-03, une étude sur la question, analysant les effets sur les échanges extérieurs du Luxembourg (Schuller 2003). Les conclusions étaient de nature qualitative et donc non chiffrées quant aux effets précis sur l'économie luxembourgeoise. La présente étude vise à quantifier ces effets en se servant de l'outil qu'est le modèle économétrique "Modux" du STATEC et des résultats trouvés par l'OCDE en la matière (OCDE 2001).

Notons finalement que cet exercice se différencie de son pendant, figurant dans la NDC n° 2-03 (pp. 65-67), qui se greffait sur les prévisions 2003/2004. En effet, dans le présent contexte, nous ne prenons aucune option sur les répercussions par rapport à un scénario prévisionnel précis. Le seul but en est de documenter de façon aussi précise que possible, tout en considérant les autres variables "ceteris paribus" c.-à-d. non-changées, l'effet d'une appréciation du dollar US de 10% sur les variables-clés de l'économie luxembourgeoise.

1.2 Les mécanismes en question

Comme relevé par Schuller (2003), suite à une dépréciation du dollar US (USD), il convient de distinguer les effets directs et indirects. Les effets directs sont liés aux prix relatifs: la dépréciation du USD renchérit les exportations luxembourgeoises sur le marché américain mais aussi sur des marchés tiers où ces produits sont en concurrence avec ceux facturés en USD. Il y a donc un risque de réduction des exportations luxembourgeoises en volume. Celui-ci doit être mesuré eu égard au comportement de price-maker resp. -taker des exportateurs luxembourgeois¹.

Les effets indirects sont plus difficiles à cerner. Ils se traduisent en premier lieu par une réduction de la demande pour les exportations des économies de la zone euro exposées au même choc. En effet, quelque 60% (services hors services financiers) voire 75% (biens) des exportations du Luxembourg sont à destination de la zone euro. Notons que l'Allemagne, un des premiers clients du Luxembourg, a des liens beaucoup plus importants avec la "zone USD" que le reste des pays européens.

L'appréciation de l'euro par rapport au USD rend moins onéreuses les importations du Luxembourg. Cette baisse probable de l'inflation importée peut relancer la demande intérieure en augmentant le pouvoir d'achat des ménages mais elle peut aussi induire une baisse des taux d'intérêts par la Banque Centrale Européenne (BCE) ce qui

constitue un autre levier de renforcement de la conjoncture intérieure. Une des hypothèses cruciales concerne donc la manière dont les autorités monétaires réagissent à la baisse de l'inflation importée: il est supposé qu'en cas d'une baisse de l'inflation, elles exercent une politique accommodante.

Dans la littérature, il est parfois fait référence au cas spécifique d'une appréciation d'une devise suite à l'entrée (massive) de capitaux étrangers. D'après la Commission européenne (2003), ce cas serait à distinguer de celui de l'appréciation suite à un différentiel de taux d'intérêts. Dans son rapport conjoncturel trimestriel de mars 2003, la Commission avait simulé l'effet de ces deux cas de figure sur l'économie de la zone euro. D'après la Commission, dans le cas d'une appréciation suite aux mouvements de capitaux, l'effet sur la croissance économique de la zone subissant l'appréciation peut être positif (par le biais des investissements directs ou de portefeuille). Nous supposons par contre que l'appréciation de l'euro depuis 2002 est plutôt le résultat d'un différentiel de taux d'intérêt (ou de la faiblesse du dollar US) et nous ignorons ce cas de figure-ci pour nos simulations.

¹ cf. travaux de la Cellule de recherche en économie appliquée de l'Université de Luxembourg dans le domaine de la compétitivité, voir sous www.cu.lu/crea.

1.3 La méthodologie adoptée et les hypothèses exogènes retenues

Effet direct suite à la modification des taux de change

Dans les équations de demande extérieure et de prix de "Modux", les taux de change nominaux n'apparaissent pas directement. Ce sont les taux de change effectifs, c.-à-d. les taux nominaux pondérés par les parts de marché, qui font fonction de variables explicatives. Nous avons donc simulé hors modèle l'effet d'une dépréciation sur les quatre taux de change effectifs figurant dans modux¹.

En nous inspirant de l'article de l'OCDE précité, nous avons pris en compte une dépréciation hypothétique nominale du USD de 10%. Il en résulte une appréciation moyenne des taux de change effectifs de 0.8%. Elle est plus prononcée pour les services en raison de la part plus grande du USD dans les échanges de services que dans les échanges de biens (cf. NDC 2-03, p. 75).

En effet, la part du commerce extérieur vers les États-Unis sous-estime le champ de la problématique puisqu'un plus grand nombre de transactions est effectué en USD et que plusieurs pays – asiatiques – ont rattaché leurs monnaies au USD. Il convient donc de distinguer l'orientation par régions et par devises des échanges extérieurs. Notre système de pondération retenu se base sur les données par zone géographique. Reste à analyser dans quelle mesure cette approche peut biaiser les résultats à la baisse... (c.-à-d. qu'on devrait observer en réalité un effet "direct" plus fortement négatif).

Effet indirect lié à la baisse de la demande dans les pays clients du Luxembourg

D'après l'OCDE, la dépréciation du USD aurait comme conséquence une hausse de l'activité aux États-Unis et une baisse en Europe. Toutefois, en raison d'une politique monétaire supposée accommodante (hypothèse de taux d'intérêts réels inchangés), l'activité ne se trouverait affectée que de manière passagère, l'équilibre initial

étant rétabli après quatre ou cinq ans. D'ailleurs, au niveau OCDE, il y aurait dès la deuxième année une neutralisation quasi-complète des chocs positifs sur l'activité aux États-Unis et négatifs dans le reste de la zone.

Nous devons donc retenir un choc passager sur la demande étrangère qui s'adresse à l'économie luxembourgeoise, sur base des résultats trouvés par l'OCDE. Nous allons implicitement tenir compte du fait que l'activité s'accroît passagèrement aux États-Unis ce qui tempère, pour les exportateurs luxembourgeois, quelque peu le choc négatif subi dans la zone euro.

Nous supposons que la demande extérieure est affectée pendant quatre années comme suit: celle qui s'adresse aux producteurs de biens baisse de 0.6% par an (par rapport au scénario de base) et celle qui s'adresse aux producteurs de services de 0.3%. Ces calculs sont dérivés des résultats obtenus par l'OCDE pour le PIB en volume des zones respectives. On admet entre les importations de ces pays et le PIB un facteur multiplicatif de 2.5 pour les biens et de 2 pour les services².

Effet indirect lié à la baisse de l'inflation

Comme l'OCDE, nous admettons des taux d'intérêt réels inchangés. Or, puisque la BCE ajuste sa politique monétaire sur l'inflation de la zone euro et non celle du Luxembourg, nous nous inspirons des résultats en la matière dont fait état l'OCDE. Ainsi, nous admettons que durant quatre années, les taux d'intérêt (de long terme) sont de 25 points de base inférieurs au scénario de référence. Ces quatre années révolues, il n'y a plus de différentiel important en matière de taux d'inflation entre le scénario de base et le scénario simulé par l'OCDE bien que le niveau des prix soit durablement au-dessous de celui du scénario de base.

En résumé, les hypothèses exogènes s'articulent de la manière suivante:

Tableau 25: Hypothèses exogènes retenues pour simuler la dépréciation de 10% du USD

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6
	Déviation en % par rapport au scénario de base					
Demande mondiale (biens)	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	0.0	0.0
Demande mondiale (services)	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	0.0	0.0
PIB UE (vol.)	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	0.0	0.0
Taux de change effectif, biens exportés	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4
Taux de change effectif, biens importés	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0
Taux de change effectif, services non-financiers exportés	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7
Taux de change effectif, services non-financiers importés	-1.2	-1.2	-1.2	-1.2	-1.2	-1.2
Taux d'intérêt (long terme, déviation absolue en points de base)	-25	-25	-25	-25	0	0

Source: STATEC

¹ Deux taux à l'exportation pour les biens et les services non financiers et deux taux à l'importation.

² On suppose qu'une variation de 1% du PIB entraîne une variation de 2.5% des importations de biens des pays respectifs et de 2% des importations de services. Ces élasticités supérieures à 1 représentent une croissance accrue des échanges commerciaux par rapport à l'activité (mondialisation); elles se basent sur l'expérience du passé.

1.4 Les résultats

Les résultats (tableau 26) se lisent en "écart en % par rapport au scénario de base". Le scénario de base est issu de la simulation historique du modèle sur la période 1995-2002 et est censé refléter un ajustement optimal (le plus exact eu égard aux valeurs historiques observées) du modèle sur cette période. La simulation du choc est entreprise sur cette même période mais les résultats se laissent transposer à la période actuelle, en supposant l'absence de changements structurels majeurs.

L'appréciation de l'euro face au USD génère un écart immédiat du PIB par rapport au scénario de base de quelque -0.3% en moyenne par an. Même si dans les tableaux, les résultats sur une période de simulation de six ans sont représentés, ce qui importe est l'ajustement de l'économie au cours des premières années. Par après, on aimerait savoir comment l'économie retrouve un sentier d'expansion équilibré mais, dans la réalité, d'autres chocs exogènes peuvent avoir lieu et contaminer

les mécanismes d'équilibrage. Ainsi, l'écart légèrement positif du PIB par rapport au scénario de base après six années est jugé être moins important que la réaction négative (plus forte) observée en début de période.

Le principal canal de transmission du choc extérieur est constitué par les exportations et les prix à l'exportation. La baisse de la demande génère une baisse des exportations de 0.5% à 0.6% par an. L'ajustement à la baisse des prix des producteurs nationaux (en euros) n'est pas suffisant pour compenser la perte de compétitivité. Par ailleurs, tous les prix dans l'économie s'ajustent à la baisse, suivant des ordres d'importance variables et avec des décalages divergents. Les prix de valeur ajoutée présentent ainsi la réaction la plus lente. Le chômage s'oriente bien à la hausse (environ +1% pour le nombre de chômeurs) mais globalement de manière insignifiante lorsqu'on se réfère au taux de chômage.

Tableau 26: Principaux résultats pour l'économie luxembourgeoise de la simulation d'une dépréciation de 10% du USD

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6
	Déviation en % par rapport au scénario de base					
Activité et emploi						
PIB	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.1	0.1
Demande nationale	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.2
Exportations de biens et services	-0.5	-0.6	-0.5	-0.5	-0.1	0.1
Importations de biens et services	-0.3	-0.4	-0.4	-0.3	0.0	0.2
Solde extérieur en % du PIB (nominal, déviation absolue)	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.2	0.1
Emploi total intérieur	0.0	-0.1	-0.2	-0.2	-0.1	0.1
Nombre de chômeurs	0.3	1.0	1.1	1.3	0.5	-0.7
Taux de chômage (% de la population active, déviation absolue)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
Prix et salaires						
Prix à la consommation	-0.2	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6	-0.7
Déflateur des exportations	-0.3	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Déflateur des importations	-0.3	-0.4	-0.4	-0.4	-0.5	-0.4
Prix de la valeur ajoutée	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3
Coût salarial nominal moyen	-0.2	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6

Source: STATEC

1.5 En guise de conclusion

Il faut retenir surtout que les simulations ont abouti à des résultats très semblables à ceux trouvés par l'OCDE pour la zone euro dans son ensemble. Ainsi, le PIB de la zone euro baisserait de 0.3% en moyenne sur les quatre premières années suite à une dépréciation de 10% du USD. Dans la mesure où un lien a été établi entre ces résultats et les hypothèses de départ du STATEC, nos résultats sont concordants et reflètent une prise en compte correcte des élasticités entre activité dans les pays clients et exportations du Luxembourg.

Dans les prévisions d'automne publiées dans la NDC n° 3-03, le STATEC avait retenu un taux de change USD/euro de 1.12 en 2003 et 1.13 à partir de 2004. Dans

la mesure où le cours actuel dépasse de plus de 10% ces valeurs, faut-il pour autant conclure à une révision à la baisse des prévisions d'au moins 0.3% par an?

Si le taux de change USD/euro était la seule variable de l'environnement mondial qui avait changé depuis, on pourrait procéder de la sorte. Or il se pourrait que la reprise de la conjoncture mondiale soit plus forte que ce qu'on admettait encore il y a quelques mois, du moins pour l'année 2004. L'effet négatif de l'appréciation de l'euro pourrait donc être compensé par une demande mondiale plus vigoureuse. Le STATEC fera le point au cours des mois d'avril et de mai lorsque seront élaborées et publiées les prévisions 2004-2006.

1.6 Bibliographie

Commission européenne (2003), Quarterly Report on the Euro Area, mars 2003, p. 11
(http://europa.eu.int/comm/economy_finance/publications/quarterly_report_on_the_euro_area_en.htm)

SCHULLER Guy (2003), Appréciation de l'euro et échanges extérieurs du Luxembourg, NDC n°2-03 du STATEC, pp.71-79

OECD (2001), Standard shocks in the OECD Interlink model, Economics department working paper n°306

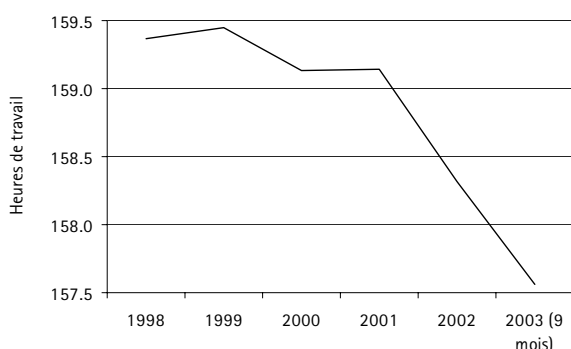
STATEC, Notes de Conjoncture n° 1, 2, 3 2003

2. Durée du travail et emploi

Le STATEC a analysé la durée du travail, afin de voir si une diminution de celle-ci pourrait expliquer la bonne résistance de l'emploi (quelque 2% en 2003). En effet, le STATEC avait prévu au printemps une croissance de l'emploi salarié de quelque 1.5% pour 2003, chiffre qui a dû être révisé à la hausse en automne (+0.3 points de %) et qui semble toujours trop bas, vu l'évolution récente de l'emploi (cf. Notes de conjoncture N°2, 3 et 4-03). Pour ce faire, deux sources de données sont disponibles: les heures de travail déclarées (payées) auprès de la sécurité sociale (cf. graphique 32) et les heures de travail effectivement prestées, estimées lors des enquêtes sur les forces de travail (EFT) (cf. graphique 33). Les données de l'IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale) ne comprennent pas les heures de travail supplémentaires non-payées mais tiennent compte des heures de travail des travailleurs résidents et frontaliers. A l'inverse, les EFT recouvrent les heures de travail supplémentaires non-payées mais se limitent aux travailleurs résidents.¹

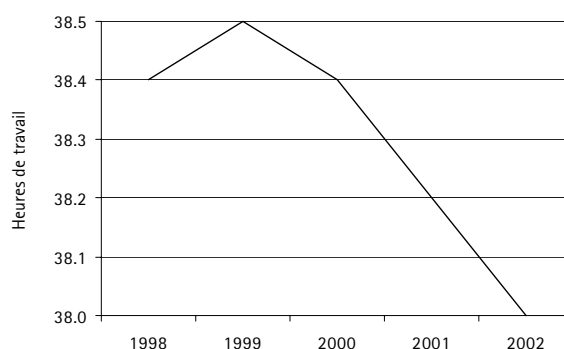
Quelle que soit la source de données considérée, on aboutit au même constat: *la durée moyenne du travail est en baisse*. On note pourtant que la diminution de la durée de travail pour les données IGSS ne s'observe qu'avec un certain retard par rapport aux données EFT. Ces dernières signalent déjà une forte diminution en 2000, alors que la durée de travail selon l'IGSS ne se réduit significativement qu'à partir de 2002. Ceci vient du fait que les heures de travail de l'IGSS sont renseignées d'après les contrats de travail et qu'elles sont de ce fait moins "fluctuantes" que celles de l'EFT. On peut supposer qu'il y ait eu un sous-emploi des ressources humaines dû à un ralentissement de la conjoncture en 2000 et 2001 et que les contrats de travail n'aient été ajustés à la situation économique qu'avec retard.

Graphique 32: Moyenne annuelle des heures de travail mensuelles par travailleur- IGSS



Source: IGSS

Graphique 33: Moyenne annuelle des heures de travail hebdomadaire par travailleur - EFT



Source: STATEC

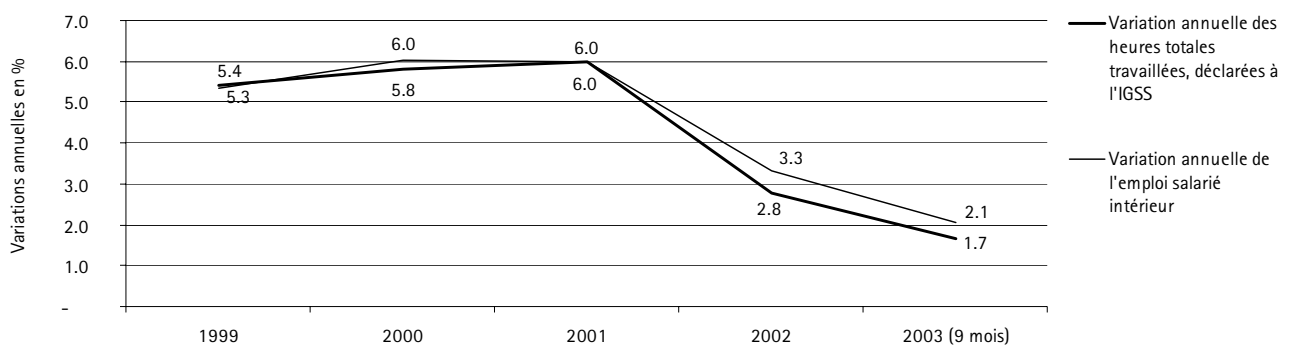
Selon les chiffres de l'IGSS, les salariés travaillaient 158.3 heures en moyenne par mois en 2002 contre encore 159.1 en 2000 (sur les neuf premiers mois de l'année 2003 cette moyenne n'est plus qu'à 157.6 heures par mois). Pour ce qui est des résultats des EFT, la durée de travail hebdomadaire moyenne serait passée de 38.4 heures en 2000 à 38 heures en 2002 (les résultats pour l'année 2003 ne sont pas encore disponibles).

C'est la construction, le secteur financier et le secteur de l'Horeca qui ont connu les plus importantes baisses du temps de travail. Selon les chiffres de l'IGSS, la durée de travail mensuelle moyenne aurait diminué en 2003 (sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente) de 1.5 heures dans la construction (-0.9%), de 1.4 heure dans le secteur financier (-0.8%) et de 1.1 heure dans l'Horeca (-0.7%).

Cette évolution à la baisse de la durée du travail permet de relativiser l'évolution de l'emploi. Le graphique 34 retrace l'évolution de l'emploi salarié selon le nombre de travailleurs ainsi que celle des heures totales travaillées. Ainsi, la progression du facteur "travail" dans le processus de production apparaît plus mesurée en 2002 et 2003 si l'on considère les heures travaillées plutôt que le nombre d'emplois.

¹ Il s'agit d'une enquête annuelle auprès d'un échantillon de 8 500 ménages privés, représentant 5% de l'ensemble des ménages (entre 13 000 et 17 000 individus résidents).

Graphique 34: Variation annuelle de l'emploi salarié intérieur et des heures totales déclarées à la sécurité sociale



Source: IGSS

3. Les finances publiques dans le contexte économique actuel

La coordination des politiques économique et la surveillance des déficits publics excessifs prévus par le "Pacte de Stabilité et de Croissance" obligent les Etats membres à notifier les comptes des administrations publiques selon une norme communautaire harmonisée, le Système Européen des Comptes (SEC95) et *un programme de stabilité* indiquant les évolutions prévisibles des soldes publics.

Cette présentation des comptes des administrations publiques a le double avantage d'être comparable et fondé économiquement. En effet, la comptabilité nationale livre un cadre uniforme qui donne une signification précise et cohérente de l'information économique. Cette présentation diverge nettement de celle, traditionnelle, de la comptabilité budgétaire, telle qu'elle apparaît dans le projet de budget de l'Etat.

Le SEC 95 distingue trois sous-secteurs: l'administration centrale, les administrations locales et les administrations des sécurité sociale. Les trois composantes permettent d'établir le compte des administrations publiques, examiné par les instances communautaires.

Le secteur de l'administration centrale tel que défini dans le SEC95 comprend: les ministères et administrations financées par le budget central, les fonds spéciaux, les établissements publics qui ne sont pas des producteurs marchands (ces derniers étant classés dans les secteurs des sociétés financières ou sociétés non financières, sous-secteurs "entreprises publiques") et certaines entreprises publiques, déjà comprises dans le budget de l'Etat et dont l'importance n'est pas assez grande pour en

faire des quasi-sociétés. Toutes les entreprises publiques ayant une personnalité juridique propre et une comptabilité complète sont classées hors du secteur des administrations publiques. Les différences de traitement des opérations selon la comptabilité budgétaire sont exposées dans l'avis de la Cour des Comptes sur le projet de budget pour l'exercice 2004. Si les deux approches ont leur justification propre, les économistes préfèrent nettement les données formatées selon le SEC95, en raison de sa cohérence avec l'ensemble des grandeurs macro-économiques qui servent à l'analyse et la prévision. Méconnue jusqu'à présent, l'approche SEC95 est un outil comptable qui va certainement jouer un rôle croissant dans l'analyse des politiques budgétaires au niveau national, complétant les approches traditionnelles.

Le rôle du STATEC

Le STATEC intervient à deux niveaux. Premièrement, le STATEC fournit ses prévisions sur l'activité et les prix lors de la préparation du projet de budget de l'Etat (juin) et livre des scénarios détaillés lors de la mise à jour du Programme de stabilité (novembre). Deuxièmement, le STATEC convertit les comptes budgétaires des administrations publiques en comptes SEC95. Les comptes ainsi transformés sont notifiés pour l'année écoulée à la Commission européenne et à Eurostat, ils servent de base à l'établissement du Programme de Stabilité. Eurostat joue un rôle prépondérant: il vérifie la conformité des comptes des administrations publiques avec le cadre méthodologique du SEC95 et assure l'interprétation des règles dans un environnement évolutif.

3.1 La situation budgétaire de l'administration publique

Même si l'économie luxembourgeoise devrait renouer avec une croissance plus forte en 2004, ce sont les exercices budgétaires 2004 et 2005 qui subiront le plus les effets du ralentissement de la conjoncture entre 2001 et 2003. Alors que l'exercice budgétaire 2002 s'était encore soldé par une capacité de financement positive de 547 Mio EUR (2.4% du PIB), les effets du ralentissement se font sentir de façon plus prononcée à partir de 2003. Ainsi, le *déficit* public devrait passer de 149 Mio EUR (0.6% du PIB) en 2003 à 588 Mio EUR (2.3% du PIB) en 2005 et ce n'est qu'en 2006 que la situation budgétaire se redresserait à nouveau (cf. tableau 27).

C'est le sous-secteur de l'administration centrale qui est le plus touché. Tandis que les dépenses connaissent une forte progression, les recettes sont nettement moins dynamiques qu'au cours des exercices budgétaires antérieurs. La forte progression des dépenses de l'administration centrale s'explique par le maintien d'un

programme d'investissements publics important ainsi que par la forte augmentation du chômage, qui a également un effet sur les dépenses publiques, via les transferts sociaux.

Selon le "projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004", les dépenses du Fonds pour l'emploi auraient augmenté de 30% en 2003 par rapport à 2002 (+48% pour les indemnités de chômage). Pourtant, une augmentation de la contribution sociale sur carburants à concurrence de 7 cents par litre aidera à compenser cette hausse à partir de 2004. Le nouveau règlement sur l'indemnisation des frontaliers au chômage, selon lequel le Luxembourg payera pendant 3 mois une indemnité de chômage aux frontaliers, qui coûtera à l'Etat luxembourgeois quelque 25 à 30 Mio EUR, n'entrera en vigueur qu'à partir de 2007 au plus tôt. A noter en plus, qu'un arrêt temporaire des recrutements auprès de l'Etat (sauf dans la police et

l'enseignement) et une hausse tempérée de la rémunération des agents de l'Etat – la prochaine tranche indiciaire ne devant pas être atteinte avant 2005 – limiteraient encore quelque peu la progression des dépenses courantes.

Du côté des recettes, l'effet conjoint de la baisse des taux d'imposition en 2002 (effet estimé à environ -2.5% du PIB en 2002) et de l'entrée simultanée dans une phase de quasi-stagnation économique commence à se faire sentir dès 2003 et développera toute son ampleur en 2004 et 2005. Par ailleurs, la taxe d'abonnement, dont les recettes sont liées à l'évolution des marchés financiers, est lourdement affectée par l'éclatement de la bulle spéculative sur les marchés boursiers. Pour ce qui est de l'instauration d'un prélèvement à la source sur les revenus d'intérêts des non-résidents, qui devrait normalement s'opérer en 2005, le rendement de celui-ci,

bien que non négligeable, ne devrait pas modifier fondamentalement la situation budgétaire de l'Etat. Aussi, l'impôt sur le revenu des collectivités va tôt ou tard subir l'impact de la diminution des bénéficiaires imposables des sociétés.

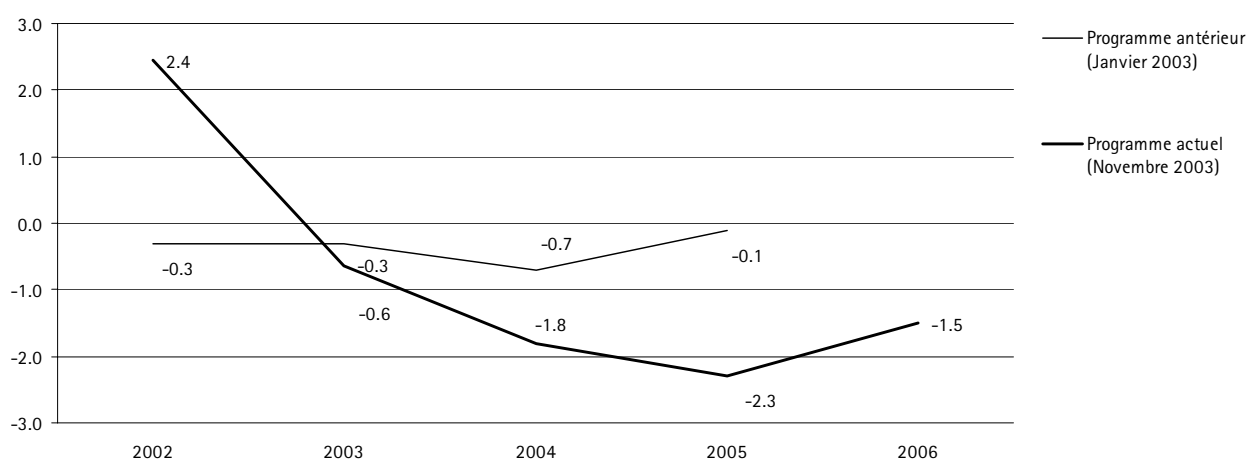
A noter toutefois que la bonne résistance de l'emploi et de la consommation privée au ralentissement économique aura des effets positifs sur les recettes fiscales (impôt sur les salaires et traitements, taxe sur la valeur ajoutée). De plus, l'implantation au Luxembourg d'entreprises actives dans le commerce électronique comme AOL, Amazon ou Microsoft, entraînera probablement une hausse des recettes en matière de TVA. Finalement, le dynamisme relatif du marché du travail, malgré le ralentissement économique, a également des effets sur le solde de la sécurité sociale, qui reste excédentaire.

Tableau 27: Déficit public au sens de "Maastricht" (consolidé)

Besoin (-) / capacité (+) de financement	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Unité: Mio EUR						
Gouvernement central	666	675	-37	-586	-773	-920	-838
Entités locales	119	43	50	20	-48	-51	-27
Sécurité sociale	568	638	535	417	386	383	460
Total secteur public (consolidé)	1 354	1 356	547	-149	-435	-588	-405
	en % du PIB						
Gouvernement central	3.1	3.1	-0.2	-2.5	-3.2	-3.6	-3.1
Entités locales	0.6	0.2	0.2	0.1	-0.2	-0.2	-0.1
Sécurité sociale	2.7	2.9	2.4	1.8	1.6	1.5	1.7
Total secteur public (consolidé)	6.4	6.2	2.4	-0.6	-1.8	-2.3	-1.5

Source: STATEC, IGF (2003-2006: estimations resp. prévisions)

Graphique 35: Capacité/ Besoin de financement (en % du PIB) suivant le programme de stabilité



Source: STATEC, IGF

3.2 Dégradation de la situation budgétaire: Comparaison des programmes de stabilité 2002 et 2003

L'analyse de l'évolution future de la situation budgétaire des administrations publiques est particulièrement incertaine. La prévision du solde des administrations publiques pour 2003 est plus ou moins en ligne avec le programme antérieur (cf. graphique 36), mais les prévisions à moyen terme sont nettement en retrait. Ceci résulte en partie des perspectives de croissance générales moins favorables que celles prévues en 2002.

La raison principale est à chercher au niveau du secteur financier qui est responsable d'une partie substantielle des recettes fiscales de l'administration publique. Ce secteur était touché davantage par le choc négatif, les perspectives de croissance ne commençant qu'à s'améliorer. Par ailleurs, le choc au niveau de l'activité du secteur financier ne se répercuterait pas immédiatement

sur les recettes publiques, mais seulement avec un retard de deux à trois ans. C'est pour cette raison que les recettes publiques ont été révisées à la baisse en 2004 et surtout en 2005.

La résistance à la baisse des dépenses publiques s'explique d'un côté par l'augmentation des transferts de revenus aux ménages qui est une conséquence directe du ralentissement de la conjoncture et de l'augmentation du chômage. D'un autre côté, le Gouvernement souhaite maintenir à un niveau élevé les dépenses publiques en vue d'une amélioration à moyen terme des capacités productives de l'économie luxembourgeoise, notamment par le biais des investissements publics, traduites dans le programme d'investissement pluriannuel.

3.3 Solde structurel des finances publiques

Pour apprécier l'état des finances publiques, le solde de financement corrigé des effets du cycle (cf. tableau 28) est un concept utile. Techniquement, l'évolution des recettes et dépenses des administrations publiques sont estimées dans l'hypothèse de plein emploi des facteurs de production. Comme en phase descendante du cycle économique les facteurs de production sont sous-utilisés, on observe que l'écart de production ("*output gap*"), qui mesure la différence entre le PIB observé et le PIB potentiel, se creuse. Il s'ensuit que la composante cyclique du déficit public croît. Le solde structurel s'obtient en défalquant la composante cyclique du solde nominal (solde de financement effectif). Tout au long de la période 2003 à 2006, le taux de croissance potentiel (estimé à autour de 4.5% l'an selon la Note de conjoncture n° 2-03) est supérieur au taux de croissance observé: l'écart de production est donc négatif tout comme la composante cyclique du budget. Il y a plusieurs méthodes pour calculer la croissance potentielle. Le STATEC utilise la méthode de la fonction de production, recommandée par le Conseil Ecofin. Cette méthode produit un écart de production très élevé en 2004-2006 avec, par ailleurs, une très nette tendance à la hausse. Cette approche, très délicate à mettre en œuvre dans un petit pays très ouvert sur l'extérieur, appelle des améliorations statistiques considérables. Le solde

structurel (corrigé des effets du cycle) diminue nettement entre 2002 et 2006 mais reste positif tout au long de la période. Cela permet de tirer deux enseignements: a) la variation du solde structurel (corrigé du cycle) donne une idée de l'importance remarquable de l'impulsion budgétaire, b) le solde structurel positif (en niveau) donne à penser que la politique budgétaire reste globalement prudente et neutre. L'importance de la composante cyclique du budget plaide pour une amélioration rapide dès lors que la croissance économique reparte.

Dans son évaluation du 5^{ème} programme de stabilité du Luxembourg, la Commission européenne a adopté une méthode différente pour calculer le solde structurel, elle trouve un solde budgétaire structurel moins important bien qu'excédentaire. La méthode alternative retenue par la BCL, en revanche, produit des résultats très différents: dans cette perspective, sur la période considérée, le solde structurel serait négatif.

Globalement, la situation des finances publiques luxembourgeoise peut être qualifiée de saine et la politique budgétaire considérée comme adéquate *sur la période examinée*, si on tient compte du ralentissement notable et prolongé de la croissance et du faible niveau de la dette publique dans la comparaison internationale.

Tableau 28: Evolution cyclique des finances publiques

	2002	2003	2004	2005	2006
	en % du PIB				
Taux de croissance du PIB à prix constants	1.3	1.2	2.0	3.0	3.8
Solde de financement effectif	2.4	-0.6	-1.8	-2.3	-1.5
Charges d'intérêt	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2
Taux de croissance potentiel	5.2	4.7	4.6	4.7	4.2
Ecart de production	1.6	-1.8	-4.4	-6.1	-6.6
Composante cyclique du budget	-3.0	-3.0	-3.1	-3.1	-2.9
Solde de financement corrigé des effets du cycle	5.4	2.4	1.0	0.6	1.2
Solde primaire corrigé des effets du cycle	5.7	2.7	1.2	0.8	1.4

Source: STATEC, IGF. (2003-2006:prévision/estimation)

Tableau 29: Principaux agrégats, 2002-2006¹

	2002	2003	2004	2005	2006
	Taux de croissance en % (ou spécifié autrement)				
<i>Principaux agrégats</i>					
PIB à prix constants (taux de croissance en volume)	1.3	1.2	2.0	3.0	3.8
PIB à prix courants (en valeur) (en millions d'EUR)	22 396	23 038	24 148	25 566	27 032
Prix du PIB	0.6	1.7	2.7	2.8	1.9
Prix à la consommation (déflateur comptes nationaux)	2.3	2.0	1.8	1.6	1.3
Emploi					
national	1.6	0.6	0.1	0.3	0.5
intérieur salarié	3.3	1.8	1.1	1.9	2.3
Echelle mobile des salaires	2.1	2.1	1.4	2.3	0.6
Coût salarial moyen	3.2	2.6	2.1	2.6	1.5
Taux de chômage (inscrit ADEM) ²	3.0	3.8	4.1	4.3	4.4
<i>Origines de la croissance</i>					
Consommation finale des ménages et ISBLSM	2.3	1.6	1.9	2.5	2.5
Consommation finale des administrations publiques	4.2	3.8	2.1	2.9	3.0
Formation brute de cap. fixe (hors var. stocks)	- 1.4	0.5	1.9	3.3	6.2
Exportations de biens et services	-0.3	1.6	3.7	5.4	6.9
Importations de biens et services	- 1.6	2.0	3.9	5.6	7.1
<i>Contribution à la croissance du PIB (en points de % du PIB)</i>					
Consommation finale (ménages et administrations)	1.7	1.4	1.2	1.6	1.6
Solde de la balance des biens et services	1.7	-0.2	0.4	0.6	0.8

Source: STATEC, ADEM, IGSS

¹ 2003-2006 prévisions² En % de la population active

3.4 Quels effets sur la croissance?

Apprécier l'impact de la politique budgétaire sur l'économie est une tâche ardue pour le prévisionniste. D'une part, il faut pouvoir identifier les multiples canaux par lesquels transite l'impulsion budgétaire, qu'elle prenne la forme de variations de la fiscalité, de transferts sociaux, de dépenses de consommation ou d'investissement publics. D'autre part, il est indispensable d'appréhender l'effet de la politique budgétaire sur les grandeurs économiques comme l'activité, l'investissement des entreprises ou la consommation des ménages. C'est un véritable défi pour le modélisateur qui doit prendre en compte la multiplicité des effets et leurs interrelations.

L'importance des dépenses publiques dans le PIB est considérable. L'Etat a injecté entre 2001 et 2003 l'équivalent d'environ 6% du PIB dans le circuit économique ce que reflète la diminution de la capacité de financement: l'excédent de 6% passant à un déficit de 0,6% du PIB. Cette politique laisse jouer partiellement les stabilisateurs automatiques. Cette impulsion budgétaire considérable a contribué à soutenir la conjoncture en 2002 et 2003 (cf. tableau 29).

Il ne faut cependant pas commettre l'erreur de surestimer l'impact du déficit budgétaire sur l'activité économique au Luxembourg. La raison en est que, d'une part, l'accroissement des dépenses publiques risque d'exercer un effet d'éviction sur les dépenses privées ("effet de crowding out" sur la consommation ou l'investissement privés) et que, d'autre part, l'ouverture de l'économie au commerce international – le poids des importations de biens et de services – font que l'effet multiplicateur sur

l'activité reste faible (inférieur à l'unité). De plus, des études récentes reprises et validées par la Commission européenne, suggèrent qu'une consolidation budgétaire, c.à.d. une réduction du déficit public, en particulier une forte baisse du côté des dépenses, peut avoir un effet expansionniste sur l'activité. Cette approche "non keynésienne" rompt avec la vision traditionnelle et postule que les agents économiques anticipent les conséquences futures de la politique budgétaire et ajustent leur comportement sur la perception qu'ils ont des mesures budgétaires du gouvernement. Dans ce contexte, le développement de la consommation, par exemple, peut réagir de manière radicalement différente de celle supposée dans le paradigme keynésien: une contraction budgétaire peut conduire à une expansion de la consommation et de l'activité. Dans son étude, la Commission européenne a constaté qu'au cours des vingt dernières années, sur 50 épisodes de consolidation budgétaire, un quart était suivi d'une reprise conjoncturelle. Cette analyse des effets "non keynésiens" mérite d'être prise en compte dans l'évaluation de la politique budgétaire d'un petit pays caractérisé par une petite économie ouverte et dont les décisions discrétionnaires, amplifiées par une conjoncture défavorable, peut rapidement amener à une situation non soutenable du point de vue des finances publiques.

Enfin, signalons qu'à long terme, c'est la qualité de la politique budgétaire, en particulier la composition des dépenses et des recettes publiques, qui gouverne la croissance économique. Une étude empirique de la Banque Centrale Européenne conclut qu'à long terme les

dépenses publiques exercent un effet significatif sur la croissance. Plus précisément, les transferts sociaux et la consommation publique ont des effets *négatifs* alors que les investissements publics ont un impact *positif* sur la croissance. De plus, les hausses d'impôts directs sont corrélées négativement avec l'accumulation d'investissement physique.

En conclusion, ces quelques considérations devraient nuancer les effets favorables de la politique budgétaire à court terme et inciter à la vigilance en ce qui concerne l'impact à long terme. Des études ultérieures devraient tenter de cerner l'impact des recettes et des dépenses publiques sur la croissance, l'investissement et la consommation. De tels travaux n'ont pas encore été menés au Luxembourg.

3.5 Bibliographie

- Commission européenne**, "Public Finance in the EMU 2003, SEC(2003) 571"
([http://www.europarl.eu.int/meetdocs/committees/econ/20040126/\(2003\)0283en.pdf](http://www.europarl.eu.int/meetdocs/committees/econ/20040126/(2003)0283en.pdf))
- Commission européenne**, "Can fiscal consolidations be expansionary in the EU? Ex-post evidence and ex-ante analysis", Economic Papers, n° 195, décembre 2003
(http://europa.eu.int/comm/economy_finance/publications/economic_papers/2003/ecp195en.pdf)
- Commission européenne**, "Commission's assessment of the 2003 update of the stability programme of Luxembourg", Bruxelles, janvier 2004
(http://europa.eu.int/comm/economy_finance/about/activities/sgp/country/commass/lu/ass_lux20032004.pdf)
- Cour des Comptes**, "Avis de la Cour des comptes sur le projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2004", Luxembourg, 2003
- Banque Centrale du Luxembourg**, "Les finances publiques", in Bulletin 2003/2, pp.47-52
(http://www.bcl.lu/html/fr/index_documents.html)
- Banque Centrale Européenne**, "Public finances and long term growth in Europe- evidence from a panel data analysis", working paper no 246, juillet 2003 (<http://www.ecb.int/pub/wp/ecbwp246.pdf>)
- FMI**, "Luxembourg – 2004 Article IV consultation: Concluding statement of the IMF mission", janvier 2004
(<http://www.imf.org/external/np/ms/2004/012504.htm>)
- Ministère des Finances**, "Projet de Loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004"
(<http://www.etat.lu/IGF/pb/deptot.htm>)
- Ministère des Finances**, "5^{ème} actualisation du programme de stabilité et de croissance du Luxembourg 2002-2006", novembre 2003
(http://www.etat.lu/Fl/5e_actualisation_programme_de_stabilite_et_croissance_luxembourg_2002_2006.pdf)
- Ministère des Finances**, "4^{ème} actualisation du programme de stabilité et de croissance du Luxembourg 2001-2005", janvier 2003 (http://www.etat.lu/Fl/documentation/4e_actualisation_programme_stabilite.pdf)
- Ministère des Finances**, "Amendements gouvernementaux au projet de budget 2004", 26 novembre 2003
(http://www.gouvernement.lu/salle_presse/actualite/2003/11/26budget/)
- STATEC**, "Prévisions macro-économiques 2003-2004: une mise à jour", in Note de conjoncture N°3-03, pp.19-22
(http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/ndc3_2003.pdf)
- STATEC**, "Croissance potentielle et écart de production au Luxembourg", in Note de conjoncture N°2-03, pp.103-110
(http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/ndc2_2003.pdf)

D. Annexe statistique

mise à jour du 21 janvier 2004

Sommaire

	page
Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)	60
Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants).....	61
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)	62
Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants).....	63
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants).....	64
Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants).....	65
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)	66
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale	67
Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction	68
Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction.....	69
Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens).....	70
Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg	71
Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays	72
Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie	73
Tableau 3a – 1: Enquête d'activité dans l'Industrie – Production du mois en volume	74
Tableau 3a – 2: Enquête d'activité dans l'Industrie – Production par jour ouvrable en volume	75
Tableau 3a – 3: Enquête d'activité dans l'Industrie – Commandes nouvelles totales en valeur.....	76
Tableau 3a – 4: Enquête d'activité dans l'Industrie – Nombre de salariés.....	77
Tableau 3a – 5: Enquête d'activité dans l'Industrie – Heures travaillées	78
Tableau 3a – 6: Enquête d'activité dans l'Industrie – Coût salarial unitaire	79
Tableau 3b: Activité dans la construction	80
Tableau 3c: Activité dans le commerce.....	81
Tableau 3d: Activité dans les services financiers	82
Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie.....	83
Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction.....	83
Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail	85
Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur.....	86
Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes.....	87
Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières	88

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet www.statec.lu.

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels, c'est-à-dire par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Notes méthodologiques:

- Résultat rigoureusement nul.
- .
- ... Le renseignement n'est pas disponible ou bien ne peut être communiqué pour cause de secret statistique.
- blanc Résultat non publié

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

Renseignements:

STATEC

6, bd Royal
L-2449 Luxembourg
Tél: 478 – 4234/4339
Fax: 241812
E-mail: statec.post@statec.etat.lu
<http://www.statec.lu>

Pour en savoir plus:

Pascale Armstrong
Tél: 478 – 4234
E-mail: Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu

Bastien Larue
Tél: 478 – 4339
E-mail: Bastien.Larue@statec.etat.lu

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)		Consommation publique	Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
Prix courants, mio EUR							
1985	5 842	3 463		1 090	1 058	6 682	6 451
1986	6 420	3 595		1 171	1 392	6 712	6 451
1987	6 678	3 784		1 289	1 647	6 795	6 838
1988	7 444	4 101		1 366	1 896	7 697	7 616
1989	8 502	4 439		1 520	2 139	9 037	8 632
1990	9 180	4 774		1 678	2 377	9 556	9 205
1991	10 155	5 281		1 798	2 811	10 560	10 294
1992	10 725	5 372		1 975	2 578	11 027	10 227
1993	11 843	5 706		2 168	2 872	12 224	11 127
1994	12 731	6 092		2 264	2 921	13 576	12 122
1995	13 214	6 327		2 439	2 831	14 414	12 797
1996	13 927	6 698		2 635	3 013	15 478	13 897
1997	15 490	7 058		2 777	3 570	18 478	16 393
1998	17 006	7 601		2 852	4 031	21 651	19 128
1999	18 739	7 914		3 146	4 596	25 509	22 426
2000	21 258	8 492		3 338	4 999	32 157	27 727
2001	21 987	9 164		3 717	5 274	33 732	29 901
2002	22 396	9 590		4 034	4 886	32 718	28 833
Taux de variation en %							
1986	9.9	3.8		7.4	31.5	0.4	0.0
1987	4.0	5.3		10.0	18.4	1.2	6.0
1988	11.5	8.4		6.0	15.1	13.3	11.4
1989	14.2	8.2		11.3	12.8	17.4	13.3
1990	8.0	7.5		10.4	11.1	5.7	6.6
1991	10.6	10.6		7.1	18.2	10.5	11.8
1992	5.6	1.7		9.9	-8.3	4.4	-0.7
1993	10.4	6.2		9.8	11.4	10.9	8.8
1994	7.5	6.8		4.5	1.7	11.1	8.9
1995	3.8	3.9		7.7	-3.1	6.2	5.6
1996	5.4	5.9		8.0	6.4	7.4	8.6
1997	11.2	5.4		5.4	18.5	19.4	18.0
1998	9.8	7.7		2.7	12.9	17.2	16.7
1999	10.2	4.0		10.4	14.0	17.8	17.2
2000	13.4	7.3		6.1	8.8	26.1	23.6
2001	3.4	7.9		11.3	5.5	4.9	7.8
2002	1.9	4.6		8.4	-7.4	-3.0	-3.6

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

¹ Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet www.statec.lu/html_fr/statistiques/index.html. Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) ²	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)		Consommation publique	Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
Prix constants, année de référence 1995, mio EUR							
1985	7 605	4 499		1 450	1 312	7 750	7 459
1986	8 364	4 656		1 543	1 739	7 970	7 587
1987	8 695	4 859		1 692	2 031	8 245	8 141
1988	9 431	5 148		1 765	2 306	9 158	8 992
1989	10 355	5 396		1 909	2 478	10 310	9 815
1990	10 905	5 597		2 036	2 589	10 886	10 305
1991	11 848	5 990		2 119	2 983	11 886	11 246
1992	12 042	5 847		2 189	2 576	12 204	10 910
1993	12 548	5 972		2 304	2 933	12 800	11 504
1994	13 028	6 213		2 327	2 938	13 784	12 276
1995	13 214	6 327		2 439	2 831	14 414	12 797
1996	13 655	6 604		2 574	3 000	15 244	13 767
1997	14 791	6 859		2 652	3 468	17 493	15 676
1998	15 810	7 309		2 687	3 929	19 966	18 077
1999	17 047	7 496		2 882	4 425	22 916	20 714
2000	18 606	7 841		3 020	4 687	26 767	23 769
2001	18 835	8 195		3 231	4 778	27 467	24 899
2002	19 076	8 386		3 366	4 334	27 375	24 496
Taux de variation en %							
1986	10.0	3.5		6.4	32.6	2.8	1.7
1987	4.0	4.3		9.6	16.8	3.4	7.3
1988	8.5	6.0		4.3	13.5	11.1	10.5
1989	9.8	4.7		8.1	7.5	12.6	9.1
1990	5.3	3.7		6.7	4.5	5.6	5.0
1991	8.6	7.0		4.0	15.2	9.2	9.1
1992	1.6	-2.4		3.3	-13.6	2.7	-3.0
1993	4.2	2.1		5.2	13.8	4.9	5.4
1994	3.8	4.0		1.0	0.2	7.7	6.7
1995	1.4	1.7		4.7	-3.6	4.6	4.2
1996	3.3	4.4		5.6	6.0	5.8	7.6
1997	8.3	3.9		3.0	15.6	14.8	13.9
1998	6.9	6.6		1.3	13.3	14.1	15.3
1999	7.8	2.6		7.3	12.6	14.8	14.6
2000	9.1	4.6		4.8	5.9	16.8	14.8
2001	1.2	4.4		6.9	2.0	2.6	4.8
2002	1.3	2.2		4.1	-9.3	-0.3	-1.6

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

¹ Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.² En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 1995" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction		Autres	Total
			Logement	Autres constructions		
Prix courants, mio EUR						
1985	370	-37	201	390	17	942
1986	539	93	228	427	28	1 314
1987	575	161	269	504	68	1 576
1988	571	254	336	544	60	1 763
1989	650	269	425	543	81	1 968
1990	708	194	479	675	97	2 154
1991	735	472	562	707	90	2 566
1992	648	168	593	761	125	2 295
1993	649	555	584	904	118	2 811
1994	702	335	513	1 032	270	2 852
1995	588	486	496	1 179	101	2 851
1996	687	450	465	1 236	138	2 976
1997	765	697	496	1 248	241	3 448
1998	814	697	536	1 524	278	3 849
1999	820	1 193	527	1 652	266	4 458
2000	970	760	531	1 881	292	4 434
2001	1 000	937	647	2 173	276	5 033
2002	984	952	615	2 271	225	5 047
Taux de variation en %						
1986	45.4	-349.9	13.2	9.5	62.0	39.5
1987	6.7	73.4	18.0	18.0	144.6	20.0
1988	-0.7	57.9	24.7	7.9	-12.4	11.9
1989	13.9	6.2	26.6	-0.1	35.6	11.6
1990	8.9	-28.0	12.9	24.3	20.0	9.4
1991	3.7	143.1	17.2	4.7	-7.0	19.1
1992	-11.8	-64.4	5.5	7.6	38.7	-10.6
1993	0.1	230.0	-1.4	18.8	-5.3	22.5
1994	8.3	-39.6	-12.2	14.1	128.3	1.5
1995	-16.3	45.1	-3.2	14.3	-62.6	0.0
1996	16.8	-7.5	-6.4	4.8	36.9	4.4
1997	11.3	55.1	6.7	1.0	74.3	15.9
1998	6.4	-0.1	8.1	22.1	15.3	11.6
1999	0.7	71.2	-1.7	8.4	-4.3	15.8
2000	18.3	-36.2	0.7	13.9	9.7	-0.5
2001	3.1	23.2	21.9	15.5	-5.6	13.5
2002	-1.6	1.7	-5.0	4.5	-18.2	0.3

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b - suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix constants, année de référence 1995, mio EUR							
1985	404	-44	295	573		27	1 227
1986	586	106	326	611		43	1 683
1987	621	181	375	703		98	1 982
1988	633	279	461	747		84	2 209
1989	705	294	546	699		106	2 362
1990	760	208	561	791		121	2 441
1991	783	500	627	789		112	2 826
1992	679	174	615	790		144	2 400
1993	656	575	601	931		128	2 894
1994	706	339	522	1 050		279	2 895
1995	588	486	496	1 179		101	2 851
1996	704	433	461	1 226		136	2 960
1997	779	619	487	1 225		223	3 336
1998	878	612	519	1 474		251	3 729
1999	924	1 013	501	1 569		236	4 274
2000	1 090	596	492	1 742		250	4 125
2001	1 117	717	576	1 934		223	4 541
2002	1 070	742	534	1 973		177	4 477
Taux de variation en %							
1986	45.2	-339.5	10.4	6.7		58.5	37.1
1987	6.0	70.4	15.1	15.0		128.8	17.7
1988	1.8	54.2	22.8	6.3		-15.0	11.5
1989	11.4	5.4	18.5	-6.5		27.1	6.9
1990	7.8	-29.3	2.8	13.2		13.4	3.4
1991	3.0	140.2	11.7	-0.2		-7.4	15.8
1992	-13.3	-65.1	-1.8	0.1		29.0	-15.1
1993	-3.4	230.0	-2.3	17.8		-10.9	20.6
1994	7.7	-40.9	-13.2	12.8		117.6	0.0
1995	-16.7	43.2	-5.0	12.3		-63.7	-1.5
1996	19.6	-10.8	-7.1	3.9		34.7	3.8
1997	10.7	42.7	5.6	-0.1		64.0	12.7
1998	12.7	-1.2	6.6	20.3		12.6	11.8
1999	5.2	65.7	-3.5	6.5		-6.1	14.6
2000	18.0	-41.2	-1.8	11.0		5.8	-3.5
2001	2.5	20.3	17.2	11.1		-10.6	10.1
2002	-4.2	3.6	-7.3	2.0		-20.6	-1.4

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
	Prix courants, mio EUR					
1985	4 424	1 472	787	4 857	1 353	241
1986	4 292	1 672	748	4 811	1 387	253
1987	4 121	1 898	776	5 037	1 527	274
1988	4 685	2 258	753	5 459	1 868	289
1989	5 306	2 879	852	6 194	2 126	313
1990	5 364	3 249	943	6 394	2 486	326
1991	5 590	3 881	1 089	7 073	2 873	348
1992	5 433	4 405	1 189	6 679	3 179	370
1993	5 348	5 645	1 231	6 588	4 157	382
1994	5 775	6 539	1 261	6 972	4 744	406
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 729	368
1996	6 224	7 988	1 267	7 747	5 761	389
1997	7 056	9 944	1 478	8 878	7 094	420
1998	7 826	12 185	1 640	9 870	8 786	472
1999	8 073	15 460	1 976	10 631	11 305	491
2000	9 527	20 429	2 200	12 027	15 190	510
2001	10 410	21 250	2 072	13 158	16 195	548
2002	10 329	19 998	2 392	12 924	15 358	551
	Taux de variation en %					
1986	-3.0	13.6	-4.9	-1.0	2.5	5.0
1987	-4.0	13.5	3.7	4.7	10.1	8.6
1988	13.7	19.0	-2.9	8.4	22.3	5.4
1989	13.2	27.5	13.1	13.5	13.8	8.3
1990	1.1	12.8	10.7	3.2	16.9	3.9
1991	4.2	19.4	15.5	10.6	15.6	6.9
1992	-2.8	13.5	9.2	-5.6	10.6	6.3
1993	-1.6	28.1	3.6	-1.4	30.8	3.4
1994	8.0	15.8	2.5	5.8	14.1	6.1
1995	10.6	4.5	-5.5	10.4	-0.3	-9.4
1996	-2.6	16.9	6.2	0.6	21.8	5.8
1997	13.4	24.5	16.7	14.6	23.2	8.1
1998	10.9	22.5	11.0	11.2	23.8	12.2
1999	3.2	26.9	20.5	7.7	28.7	4.1
2000	18.0	32.1	11.3	13.1	34.4	3.9
2001	9.3	4.1	-5.8	9.4	6.6	7.5
2002	-0.8	-5.8	15.4	-1.8	-5.2	0.5

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c - suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
Prix constants, année de référence 1995, mio EUR						
1985	4 192	2 181	1 077	4 932	2 114	296
1986	4 227	2 449	1 039	5 048	2 089	311
1987	4 250	2 719	1 071	5 415	2 244	334
1988	4 737	3 182	1 012	5 883	2 614	345
1989	5 100	3 941	1 108	6 348	2 961	365
1990	5 248	4 336	1 189	6 515	3 329	371
1991	5 610	4 865	1 328	7 166	3 582	386
1992	5 618	5 168	1 370	6 716	3 742	395
1993	5 514	5 964	1 323	6 780	4 324	394
1994	5 895	6 591	1 300	7 143	4 716	410
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 729	368
1996	6 356	7 655	1 233	7 845	5 539	384
1997	7 149	8 919	1 416	8 787	6 472	408
1998	7 966	10 407	1 556	9 848	7 744	453
1999	8 505	12 458	1 811	10 744	9 400	465
2000	9 593	15 010	1 891	11 463	11 559	465
2001	10 527	15 069	1 747	12 438	11 762	490
2002	10 428	14 872	1 969	12 055	11 712	481
Taux de variation en %						
1986	0.8	12.3	-3.5	2.4	-1.2	5.1
1987	0.5	11.0	3.1	7.3	7.5	7.3
1988	11.5	17.0	-5.5	8.7	16.5	3.2
1989	7.6	23.9	9.5	7.9	13.3	6.0
1990	2.9	10.0	7.3	2.6	12.4	1.7
1991	6.9	12.2	11.7	10.0	7.6	3.8
1992	0.1	6.2	3.1	-6.3	4.4	2.4
1993	-1.8	15.4	-3.4	0.9	15.6	-0.3
1994	6.9	10.5	-1.8	5.4	9.1	4.2
1995	8.4	3.7	-8.2	7.8	0.3	-10.4
1996	-0.5	12.0	3.4	1.9	17.1	4.3
1997	12.5	16.5	14.9	12.0	16.8	6.4
1998	11.4	16.7	9.8	12.1	19.6	11.1
1999	6.8	19.7	16.4	9.1	21.4	2.6
2000	12.8	20.5	4.4	6.7	23.0	0.0
2001	9.7	0.4	-7.6	8.5	1.8	5.5
2002	-0.9	-1.3	12.7	-3.1	-0.4	-1.8

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Aux erreurs d'arrondi près

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

Décomposition de l'indice général par catégories de produits																											
Indice général	Indice général hors produits pétroliers			Inflation "sous-jacente"	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées			Boissons alcoolisées, tabacs		Habillement et chaussures		Logement, eau, électricité et combustibles		Ameublement, équipement de ménage, entretien		Santé		Transports		Communiqués, culture		Loisirs, spectacles, Enseignement		Hôtels, cafés, restaurants		Biens et services divers	
	général	pétroliers	hors pétroliers		alcoolisées	tabacs	chaussures	et combustibles	entretien	Santé	ports	cations	culture	ment	restaurants	divers											
1996=100																											
1995	98.8	99.1	93.4	99.1	99.2	97.8	100.0	96.5	99.0	99.1	98.6	97.9	100.1	97.9	99.0	98.9											
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0											
1997	101.4	101.2	104.8	101.2	101.1	100.3	100.9	102.9	100.8	101.0	101.1	102.9	101.1	100.8	102.1	101.5											
1998	102.3	102.6	97.3	102.5	103.8	104.4	102.1	102.7	102.0	101.8	100.0	101.4	102.4	105.9	104.1	102.3											
1999	103.4	103.5	101.6	103.5	105.0	107.5	102.3	104.2	103.4	102.7	101.6	91.2	102.7	110.3	105.1	103.3											
2000	106.6	105.5	132.6	105.4	107.2	110.3	103.2	112.2	105.9	114.7	106.7	85.8	104.0	111.9	107.8	103.8											
2001	109.5	108.5	130.5	108.4	112.3	113.4	105.4	114.1	108.1	116.7	109.9	75.8	106.5	114.1	111.4	107.9											
2002	111.8	111.2	121.9	111.1	116.6	117.6	107.2	114.3	110.0	110.6	111.4	72.6	109.6	123.9	116.3	110.7											
2003	114.0	113.5	124.2	113.4	118.9	122.0	108.7	117.5	111.6	107.9	113.8	70.9	112.0	133.2	120.0	113.1											
1T 2003	113.2	112.4	130.0	112.2	117.9	120.5	106.8	117.9	110.4	107.2	113.1	71.1	111.0	132.7	119.0	111.9											
2T 2003	113.9	113.4	122.6	113.2	118.6	121.7	110.1	117.0	112.1	107.4	113.0	70.7	111.9	132.7	119.8	112.9											
3T 2003	114.1	113.6	122.8	113.4	119.2	122.6	107.5	117.3	111.0	107.9	114.3	70.9	112.0	133.2	120.3	113.3											
4T 2003	115.1	114.6	121.5	114.5	120.0	123.3	110.5	117.9	113.1	109.0	114.8	70.7	112.9	134.1	120.7	114.3											
oct-03	114.8	114.5	118.2	114.4	119.8	122.6	110.5	117.1	113.0	109.1	114.6	70.8	112.7	134.1	120.6	114.2											
nov-03	115.1	114.6	123.2	114.5	120.0	123.4	110.5	118.2	113.0	109.0	114.8	70.7	112.9	134.1	120.8	114.4											
déc-03	115.2	114.8	123.2	114.6	120.2	123.8	110.5	118.3	113.3	109.0	114.9	70.5	113.1	134.1	120.8	114.4											
Taux de variation annuels en %																											
1996	1.2	0.9	7.0	0.9	0.8	2.3	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	2.1	1.0	1.1											
1997	1.4	1.2	4.8	1.2	1.1	0.3	0.9	2.9	0.8	1.0	1.1	2.9	1.1	0.8	2.1	1.5											
1998	1.0	1.5	-7.2	1.3	2.7	4.0	1.2	-0.2	1.2	0.7	-1.1	-1.4	1.3	5.1	2.0	0.7											
1999	1.0	0.9	4.4	0.9	1.2	3.0	0.2	1.4	1.4	0.9	1.6	-10.1	0.3	4.1	0.9	1.1											
2000	3.2	1.9	30.5	1.9	2.0	2.7	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	1.4	2.6	0.4											
2001	2.7	2.8	-1.6	2.8	4.8	2.7	2.1	1.7	2.1	1.8	2.9	-11.7	2.4	2.0	3.3	4.0											
2002	2.1	2.5	-6.6	2.5	3.9	3.7	1.7	0.2	1.7	-5.2	1.4	-4.3	3.0	8.6	4.4	2.5											
2003	2.0	2.1	1.9	2.1	1.9	3.8	1.5	2.8	1.5	-2.5	2.1	-2.4	2.1	7.5	3.1	2.2											
1T 2003	2.5	2.1	12.1	2.1	2.2	4.2	1.4	5.1	1.6	-2.7	2.7	-3.5	1.9	9.8	3.9	1.9											
2T 2003	2.0	2.1	-0.2	2.1	1.9	4.2	1.7	2.7	1.6	-2.5	1.6	-3.7	2.2	9.8	3.5	2.2											
3T 2003	1.9	2.0	-0.2	2.0	1.6	3.5	1.5	2.2	1.3	-3.1	2.1	-0.6	2.1	9.8	2.9	2.1											
4T 2003	1.9	2.1	-3.4	2.1	2.0	3.1	1.3	1.5	1.7	-1.6	2.2	-1.6	2.2	1.3	2.3	2.6											
oct-03	1.7	2.2	-8.8	2.1	2.1	3.3	1.4	0.3	1.8	-1.5	1.7	-2.0	2.2	1.6	2.7	2.5											
nov-03	1.8	2.0	-2.3	2.0	1.9	3.0	1.3	1.7	1.5	-1.7	2.3	-1.5	2.2	1.2	2.1	2.6											
déc-03	2.1	2.1	1.1	2.1	2.1	3.1	1.2	2.4	1.7	-1.7	2.6	-1.3	2.2	1.2	2.0	2.7											

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique, la méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice des prix à la consommation national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidents). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

Pondérations dans l'IPCN en %

	2001	2002	2003		2001	2002	2003
Produits pétroliers	5.5	4.2	3.7	Santé	1.8	2.6	2.3
Inflation "sous-jacente"	93.3	94.6	95.2	Transports	15.1	16.7	17.9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	14.4	15.4	15.1	Communications	1.5	2.1	2.2
Boissons alcoolisées, tabacs	4.1	4.3	6.9	Loisirs, spectacles, culture	13.3	10.3	10.9
Habillement et chaussures	8.4	7.0	11.7	Enseignement	0.1	0.5	0.6
Logement, eau, électricité et combustibles	13.8	12.4	10.9	Hôtels, cafés, restaurants	7.1	7.1	7.3
Ameublement, équipement de ménage, entretien	12.7	11.4	2.3	Biens et services divers	7.7	10.1	9.9

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	UE15
							1996=100
1995	98.8	98.8	98.0	98.3	98.6	98.5	97.6
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.5	101.3	101.5	101.9	101.5	101.7
1998	102.4	102.1	102.0	102.4	103.7	102.2	103.1
1999	103.4	102.8	102.5	103.6	105.8	103.0	104.3
2000	107.3	104.2	104.4	106.4	108.2	104.7	106.2
2001	109.9	106.2	106.3	109.0	113.8	107.0	108.6
2002	112.1	107.6	108.3	110.7	118.2	108.9	110.8
2003	115.0	108.8	110.7	112.3	120.8	110.7	113.0
1T 2003	114.3	108.7	110.0	111.6	120.2	110.3	112.2
2T 2003	114.8	108.6	110.4	112.3	121.1	110.5	112.9
3T 2003	115.0	108.9	110.8	112.4	121.0	110.9	113.1
4T 2003	115.9	108.9	111.5	112.9	121.0	111.2	113.7
oct-03	115.5	108.7	111.4	112.8	111.1	111.1	113.6
nov-03	116.0	108.5	111.5	113.0	111.0	111.0	113.6
déc-03	116.2	109.5	111.6	113.0	111.4	111.4	113.9
							Taux de variation annuels en %
1996	1.2	1.2	2.1	1.8	1.4	1.5	2.5
1997	1.4	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.7
1998	1.0	0.6	0.7	0.9	1.8	0.7	1.3
1999	1.0	0.6	0.6	1.1	2.0	0.7	1.2
2000	3.8	1.4	1.8	2.7	2.3	1.7	1.9
2001	2.4	1.9	1.8	2.4	5.1	2.2	2.2
2002	2.1	1.3	1.9	1.6	3.9	1.8	2.1
2003	2.5	1.0	2.2	1.5	2.2	1.7	2.0
1T 2003	3.4	1.1	2.3	1.5	2.8	1.8	2.2
2T 2003	2.4	0.9	1.9	1.3	2.2	1.5	1.8
3T 2003	2.3	1.0	2.1	1.6	2.1	1.6	2.0
4T 2003	2.1	1.2	2.4	1.7	1.9	1.8	1.9
oct-03	1.8	1.1	2.3	1.4	-6.9	1.8	1.9
nov-03	2.0	1.3	2.5	1.8	-6.5	2.0	2.0
déc-03	2.4	1.1	2.4	1.7	-6.0	1.7	1.8

Source: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2003): Allemagne 47.5%, France 37.7%, Pays-Bas 8.4%, et Belgique 6.4%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction

	Prix industriels			Prix industriels, par catégories de biens			Prix industriels, par destination		
	Industrie totale	Produits sidérurgiques et		Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation	Marché intérieur	UE15	Hors UE15
		Industrie hors sidérurgie	ferro-alliages, tubes						
									1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	95.9	98.3	89.1	93.4	102.1	100.4	95.7	95.7	96.7
1997	97.5	99.0	93.0	95.3	103.2	101.1	98.5	96.8	99.0
1998	99.2	100.4	95.6	97.7	105.0	100.5	101.1	98.2	100.4
1999	94.4	97.9	84.5	90.7	105.0	104.3	99.0	92.5	96.2
2000	99.0	101.3	92.4	95.7	108.5	107.6	105.1	96.6	101.1
2001	100.1	102.5	93.3	96.1	110.5	111.5	107.8	97.3	101.9
2002	99.0	101.3	92.5	94.2	111.7	113.1	109.6	95.4	100.4
4T 2002	99.7	101.8	93.8	94.8	112.0	114.2	111.1	95.7	101.6
1T 2003	100.3	102.6	93.7	95.3	113.1	115.1	112.0	96.1	102.8
2T 2003	100.5	102.0	96.4	95.5	113.4	115.4	114.5	95.8	102.5
3T 2003	100.0	102.0	94.6	94.7	113.5	115.9	114.4	95.1	102.1
sept-03	99.9	102.0	93.9	94.4	113.6	116.3	114.4	95.1	101.7
oct-03	100.5	102.1	96.0	95.4	114.0	115.4	115.2	95.6	102.4
nov-03	99.9	101.1	96.6	94.7	113.7	115.0	115.4	94.7	102.3
									Taux de variation annuels en %
1996	-4.1	-1.7	-10.9	-6.6	2.1	0.4	-4.3	-4.3	-3.3
1997	1.6	0.8	4.4	2.1	1.1	0.7	2.9	1.1	2.3
1998	1.7	1.4	2.8	2.5	1.7	-0.7	2.7	1.5	1.5
1999	-4.8	-2.5	-11.6	-7.2	0.1	3.8	-2.1	-5.8	-4.2
2000	4.8	3.5	9.4	5.5	3.3	3.2	6.2	4.3	5.1
2001	1.1	1.2	1.0	0.4	1.8	3.6	2.6	0.7	0.8
2002	-1.1	-1.1	-0.9	-2.1	1.1	1.4	1.7	-1.9	-1.5
4T 2002	0.5	0.1	1.7	0.0	0.6	2.4	3.8	-0.5	0.2
1T 2003	2.2	1.7	3.6	2.1	1.7	2.8	4.6	1.1	3.3
2T 2003	2.1	1.1	5.3	2.1	1.7	2.5	4.8	1.0	2.6
3T 2003	0.4	0.3	0.6	-0.3	1.4	2.1	2.9	-0.8	1.6
sept-03	0.3	0.5	-0.1	-0.3	1.6	2.1	2.4	-0.8	1.9
oct-03	0.7	0.0	2.7	0.4	1.7	0.9	3.5	-0.6	1.9
nov-03	0.8	-0.3	4.2	0.6	1.5	1.0	4.1	-0.5	1.2

Source: STATEC

L'indice des prix à la production dans l'industrie (Nace 14 à 37) est basé sur une enquête mensuelle auprès des entreprises, qui sont questionnées sur les prix de vente de leurs produits à la première commercialisation.

La moyenne des prix à la production de l'industrie est calculée à l'aide des pondérations suivantes: (pour les principaux groupes de production) biens intermédiaires 67.15%, biens d'équipement 11.57%, biens de consommation 21.27%, prix sur le marché intérieur 19.73%, (par destination) prix sur le marché UE15 64.71%, prix à l'exportation (hors UE15) 15.56%.

Tableau 2c - suite: Prix à la production, industrie et construction

	Prix à la construction		
	Prix à la construction (indice agrégé)	Gros œuvre, bâtiment	Installations techniques, parachèvement
	1970=100		1990=100
1995	481.5	114.8	119.9
1996	486.6	115.9	121.3
1997	493.2	117.8	122.4
1998	502.1	120.6	123.8
1999	512.3	123.4	125.8
2000	527.5	127.6	128.8
2001	550.2	134.1	133.0
2002	564.6	137.6	136.8
2003	576.6	140.2	140.5
1T 2003	572.7	139.4	139.3
2T 2003	575.9	140.4	140.5
3T 2003	577.9	140.4	140.9
4T 2003	580.0	140.5	141.3
			Taux de variation annuels en %
1996	1.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.6	0.9
1998	1.8	2.4	1.1
1999	2.0	2.3	1.6
2000	3.0	3.4	2.4
2001	4.3	5.1	3.3
2002	2.6	2.6	2.8
2003	2.1	1.9	2.7
1T 2003	2.5	2.3	3.0
2T 2003	2.2	2.0	2.9
3T 2003	2.0	1.8	2.6
4T 2003	1.8	1.5	2.3

Source: STATEC

Les prix de la construction (NACE 450) sont relevés de façon semestrielle. Les valeurs trimestrielles sont obtenues par interpolation quadratique.

Pondérations: Gros œuvre, bâtiment 58.22%; installations techniques, parachèvement 41.78%.

Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)

	Taux de change ¹			Indices des valeurs unitaires ²	
	Taux de change effectif, exportations de biens	idem, importations	Indices des valeurs unitaires à l'exportation de biens	idem, importation	Termes de l'échange 1990=100
1995	95.0	97.8	96.2	97.9	98.2
1996	96.4	98.5	91.9	99.8	92.0
1997	98.8	99.7	91.8	99.5	92.2
1998	99.1	99.7	90.7	98.6	92.0
1999	99.6	100.1	87.7	99.4	88.2
2000	101.1	100.9	89.1	103.5	86.1
2001	101.3	100.9	89.9	103.8	86.6
2002	100.9	100.7	90.2	104.7	86.2
4T 2002	100.4	100.5	89.9	104.6	85.9
1T 2003	99.7	100.1	89.7	104.4	85.9
2T 2003	98.9	99.7	89.0	103.4	86.1
3T 2003	98.9	99.7	88.2	103.7	85.1
sept-03	98.9	99.8	87.8	103.2	85.1
oct-03	98.7	99.7	87.6	102.7	85.3
nov-03	98.7	99.7	87.9	103.0	85.3
					Taux de variation annuels en %
1996	1.4	0.7	-4.5	1.9	-6.3
1997	2.6	1.2	-0.1	-0.3	0.2
1998	0.3	0.1	-1.2	-0.9	-0.3
1999	0.4	0.4	-3.3	0.8	-4.1
2000	1.6	0.8	1.6	4.2	-2.4
2001	0.1	0.0	0.9	0.3	0.6
2002	-0.3	-0.2	0.3	0.9	-0.5
4T 2002	-0.9	-0.5	-0.3	0.6	-0.9
1T 2003	-1.9	-0.9	-0.8	0.1	-0.9
2T 2003	-2.2	-1.1	-1.5	-1.7	0.2
3T 2003	-1.6	-0.8	-2.2	-1.1	-1.1
sept-03	-1.7	-0.8	-3.5	-1.7	-1.8
oct-03	-1.9	-0.9	-3.1	-2.1	-1.0
nov-03	-1.7	-0.8	-2.6	-1.0	-1.6

Source: STATEC

¹ Une augmentation du taux de change effectif correspond à une dépréciation de la devise luxembourgeoise (LUF, respectivement EUR depuis janvier 1999).

Les taux de change effectifs et les indices des valeurs unitaires sont établis grâce aux statistiques du commerce extérieur de biens (Intrastat et Extrastat). Les taux de change effectifs sont obtenus en pondérant les taux de change nominaux par la part respective du pays concerné dans le commerce extérieur (exportations ou importations) du Luxembourg. Une diminution du taux de change correspond à une appréciation de la monnaie nationale.

Les indices des valeurs unitaires, qui sont en fait une sorte de prix, sont obtenues en divisant les valeurs (à prix courants) des exportations et importations par des indices de quantités y relatifs. En raison des problèmes liés au contrôle de la qualité d'une marchandise donnée, beaucoup de prudence doit être appliquée lors de l'interprétation de ces chiffres, particulièrement à l'égard des valeurs unitaires à l'importation. Les termes de l'échange sont censés donner une image de la position compétitive d'un pays par la comparaison des "prix" à l'exportation et à l'importation.

Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg

	Coût salarial moyen par mois et par personne, emploi salarié total		Coût salarial par personne dans l'industrie	
	Economie totale	Industrie totale	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie
	EUR par mois			1995=100
1995	...	100.0	100.0	100.0
1996	...	100.4	101.7	100.5
1997	...	102.3	105.1	102.6
1998	2 847	104.2	104.2	105.4
1999	2 932	104.7	105.9	106.0
2000	3 059	108.7	112.7	109.8
2001	3 227	113.0	114.8	114.7
2002	3 328	115.3	117.5	117.1
4T 2002	3 635	126.8	112.6	132.1
1T 2003	3 296	110.5	115.2	111.8
2T 2003	3 376	117.7	118.0	120.1
3T 2003	3 276	113.7	117.2	115.5
août-03	3 266	113.6	118.5	115.2
sept-03	3 300	113.5	117.8	115.2
oct-03	...	118.8	117.2	121.7
				Taux de variation annuels en %
1996	...	0.4	1.7	0.5
1997	...	1.9	3.4	2.1
1998	...	1.8	-0.8	2.7
1999	3.0	0.5	1.6	0.6
2000	4.3	3.9	6.5	3.6
2001	5.5	3.9	1.8	4.5
2002	3.1	2.1	2.3	2.1
4T 2002	3.5	3.0	0.3	3.5
1T 2003	2.7	2.3	-1.3	3.1
2T 2003	2.6	1.3	-4.6	2.8
3T 2003	3.1	3.2	0.6	3.8
août-03	2.9	4.0	2.1	4.5
sept-03	4.5	3.8	2.2	4.2
oct-03	...	5.8	3.3	6.4

Source: IGSS, STATEC

Le coût salarial dans l'industrie est issu des enquêtes d'activité dans l'industrie (voir aussi le tableau 3a-6). Les fichiers de la Sécurité Sociale, provenant de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) permettent de suivre l'évolution des salaires (coût salarial) à brève échéance pour l'ensemble de l'économie. Le *niveau* du coût salarial figurant ci-dessus (salaire brut + gratifications + cotisations) doit être interprété en sachant qu'il existe des minima et des maxima de cotisation (1 505.66 resp. 5 878.99 EUR par mois au nombre indice 554.38).

Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	UE15
						Indice 2000=100
1995	91.4	...	88.3	86.8	...	...
1996	92.3	92.3	90.3	88.4	91.4	89.5
1997	94.6	93.9	92.0	90.8	93.6	92.1
1998	96.5	95.3	93.6	92.9	95.0	94.3
1999	99.2	97.0	96.2	95.5	97.1	96.8
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	104.5	102.2	103.6	105.4	103.3	103.6
2002	108.0	104.6	107.8	108.1	106.9	107.1
4T 2002	123.7	106.1	109.1	117.0	111.3	110.4
1T 2003	...	105.6	110.1	109.6	105.9	107.8
2T 2003	...	107.2	110.6	109.8	111.3	111.0
3T 2003	...	108.0	111.3	105.2	107.1	109.1
						Taux de variation annuels en %
1996	1.0	...	2.3	1.9	...	...
1997	2.5	1.7	1.9	2.6	2.4	2.9
1998	2.1	1.5	1.7	2.3	1.5	2.4
1999	2.7	1.8	2.8	2.9	2.2	2.7
2000	0.9	3.1	4.0	4.7	3.0	3.4
2001	4.5	2.2	3.5	5.4	3.3	3.5
2002	3.4	2.4	4.1	2.6	3.4	3.4
4T 2002	2.0	2.9	4.1	1.7	3.4	3.5
1T 2003	...	2.4	3.7	3.0	3.1	3.1
2T 2003	...	3.2	3.0	2.7	3.2	3.3
3T 2003	...	2.5	2.7	3.1	1.3	3.2

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Les indices du coût total horaire de la main-d'œuvre sont établis par Eurostat pour l'Union européenne (UE15), l'Union monétaire et les différents pays membres. Ils couvrent l'ensemble de l'économie (à l'exception de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, de l'éducation, des activités diverses, de l'information et des services personnels). Le coût de la main-d'œuvre comprend les salaires et traitements bruts (y compris toutes les primes), les cotisations auprès de la sécurité sociale et les taxes de l'employeur, déduction faite des subventions liées à l'emploi.

Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	UE15
	Indice 2000=100					
1995	90.6	...	85.9	92.3	...	...
1996	91.9	92.0	88.4	93.1	90.8	89.4
1997	94.9	93.5	91.1	95.2	93.3	92.1
1998	97.1	95.1	92.0	96.1	94.7	94.2
1999	99.5	96.7	95.3	97.8	96.8	96.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	104.6	102.0	104.0	103.0	103.2	103.4
2002	109.6	104.1	107.9	105.9	106.5	106.8
4T 2002	130.5	105.5	109.2	115.5	111.3	110.8
1T 2003	...	105.7	110.1	103.9	105.5	107.2
2T 2003	...	106.5	110.8	109.8	110.9	111.1
3T 2003	...	107.3	112.0	103.5	109.0	109.6
	Taux de variation annuels en %					
1996	1.4	...	2.9	0.9	...	...
1997	3.3	1.6	3.0	2.3	2.7	3.0
1998	2.3	1.7	1.0	0.9	1.5	2.2
1999	2.5	1.7	3.5	1.7	2.2	2.5
2000	0.5	3.4	5.0	2.3	3.3	3.6
2001	4.6	2.0	4.0	3.0	3.2	3.4
2002	4.8	2.1	3.8	2.8	3.2	3.3
4T 2002	2.4	2.9	3.7	1.6	3.4	3.6
1T 2003	...	2.7	3.4	2.1	3.1	3.6
2T 2003	...	3.3	3.1	3.8	3.8	3.9
3T 2003	...	2.4	3.2	3.1	3.3	3.5

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'Industrie - Production du mois en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.6	102.2	91.6	99.5	101.3	111.3	93.5
1997	106.1	107.5	97.9	98.2	110.2	106.8	97.1
1998	114.8	117.5	99.0	102.1	118.7	122.5	104.6
1999	116.6	118.4	105.9	99.7	122.1	123.5	103.4
2000	122.3	124.3	110.4	107.2	130.1	120.3	107.0
2001	126.3	128.8	110.8	105.6	132.9	126.9	114.9
2002	126.5	130.6	102.2	115.8	131.4	122.6	118.7
4T 2002	128.3	133.0	99.8	129.1	132.3	125.5	117.9
1T 2003	131.7	136.7	101.5	150.2	133.5	125.4	123.5
2T 2003	131.2	136.3	100.7	125.7	137.4	115.4	124.5
3T 2003	125.8	131.9	88.3	119.6	130.4	108.6	123.9
août-03	103.0	111.4	51.7	117.4	101.6	88.1	109.4
sept-03	136.4	142.5	99.7	118.3	144.9	119.6	128.1
oct-03	145.8	151.5	111.1	149.8	154.4	137.8	124.5
							Taux de variation annuels en %
1996	0.7	2.2	-8.4	-0.5	1.4	11.3	-6.5
1997	5.5	5.2	6.9	-1.3	8.8	-4.0	3.9
1998	8.2	9.3	1.2	3.9	7.7	14.7	7.7
1999	1.5	0.8	6.9	-2.3	2.9	0.8	-1.1
2000	4.9	5.0	4.3	7.5	6.5	-2.6	3.4
2001	3.2	3.6	0.3	-1.5	2.1	5.4	7.4
2002	0.2	1.3	-7.8	9.6	-1.1	-3.4	3.3
4T 2002	1.7	3.1	-8.5	16.7	0.9	-5.2	3.1
1T 2003	5.3	6.6	-4.0	21.4	2.7	7.1	6.2
2T 2003	-1.2	-0.7	-5.2	17.3	-1.9	-6.3	-2.0
3T 2003	4.9	6.6	-8.9	16.0	5.6	-12.7	9.1
août-03	7.0	10.8	-27.2	16.2	7.1	-6.7	10.0
sept-03	4.1	5.8	-8.3	12.9	6.4	-23.5	13.6
oct-03	4.2	5.6	-6.2	20.6	4.5	0.1	-0.3

Source: STATEC

L'activité dans l'industrie est suivie grâce aux enquêtes mensuelles, qui relèvent un ensemble de variables, dont la production, l'emploi salarié, le coût salarial et les nouvelles commandes. Il s'agit d'enquêtes harmonisées au niveau communautaire. Au niveau des agrégations, les biens de consommation durables et non-durables sont regroupés en une seule branche d'activité.

Pondérations dans l'industrie en %

	Production	Commandes nouvelles	Nombre de salariés	Heures travaillées
				unité: en %
Industrie totale	100	100	100	100
Industrie hors Sidérurgie	85.8	71.1	80.5	80.5
Sidérurgie	14.2	28.9	19.5	19.5
Energie	7.6	n.d.	2.7	1.6
Biens intermédiaires	59.8	80	60	62.5
Biens d'équipement	11.3	11.5	16.6	16.1
Biens de consommation	21.3	8.5	20.8	19.8

Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'Industrie - Production par jour ouvrable en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.1	101.6	91.1	99.2	100.8	110.4	92.9
1997	105.9	107.3	97.9	98.2	110.1	106.1	96.9
1998	114.5	117.1	99.0	102.0	118.4	121.7	104.2
1999	116.3	118.0	105.8	99.8	121.8	122.8	103.0
2000	122.1	124.1	110.3	106.9	129.9	120.5	106.8
2001	126.0	128.5	110.7	105.6	132.6	126.2	114.5
2002	126.5	130.5	102.3	115.7	131.4	122.6	118.6
4T 2002	127.0	131.7	98.9	127.9	131.0	124.4	116.9
1T 2003	132.1	137.0	102.3	152.7	134.0	125.0	123.3
2T 2003	133.9	139.2	101.7	126.0	139.6	120.1	128.1
3T 2003	122.5	128.4	86.8	118.5	127.4	103.9	120.1
août-03	103.8	112.5	51.1	115.1	101.9	91.7	111.5
sept-03	133.7	139.3	99.7	119.9	142.8	113.1	123.9
oct-03	137.3	142.3	107.4	146.8	146.5	124.6	114.9
							Taux de variation annuels en %
1996	0.1	1.6	-8.8	-0.8	0.8	10.4	-7.1
1997	5.8	5.6	7.4	-1.0	9.2	-4.0	4.3
1998	8.1	9.2	1.1	3.9	7.6	14.7	7.6
1999	1.5	0.8	6.9	-2.2	2.9	0.9	-1.1
2000	5.1	5.2	4.2	7.2	6.6	-1.8	3.7
2001	3.1	3.6	0.4	-1.2	2.1	4.7	7.2
2002	0.4	1.5	-7.6	9.5	-0.9	-2.8	3.6
4T 2002	1.8	3.3	-8.3	16.6	1.0	-4.4	3.1
1T 2003	4.5	5.8	-4.5	21.9	2.0	5.9	5.1
2T 2003	-1.3	-0.7	-5.5	17.3	-2.0	-6.4	-1.9
3T 2003	4.7	6.5	-9.1	15.9	5.4	-13.3	9.2
août-03	9.5	13.6	-26.8	16.3	9.1	-1.9	13.6
sept-03	1.9	3.3	-9.0	12.9	4.5	-27.0	10.4
oct-03	4.3	5.6	-5.9	20.6	4.4	0.0	-0.3

Source: STATEC

Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'Industrie - Commandes nouvelles totales en valeur

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
						1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	99.1	104.1	86.7	100.4	93.6	93.4
1997	111.9	118.1	96.6	111.6	115.6	109.7
1998	117.3	124.9	98.6	116.1	131.1	109.5
1999	117.8	126.2	97.2	116.7	124.3	119.4
2000	128.7	136.2	110.3	126.5	143.0	129.5
2001	125.8	133.9	105.8	120.8	141.7	151.4
2002	127.8	137.9	103.2	123.1	127.4	172.6
4T 2002	126.2	141.5	88.6	118.5	140.0	179.6
1T 2003	144.1	159.6	105.9	136.3	146.6	214.2
2T 2003	137.3	153.8	96.8	130.8	109.8	235.9
3T 2003	123.5	142.1	77.5	117.7	125.4	174.5
août-03	102.3	118.9	61.2	97.4	81.0	176.5
sept-03	135.8	161.4	72.6	131.4	124.3	191.8
oct-03	132.8	151.2	87.3	125.8	149.9	175.0
						Taux de variation annuels en %
1996	-0.9	4.2	-13.3	0.5	-6.4	-6.6
1997	12.9	13.5	11.4	11.1	23.5	17.5
1998	4.8	5.7	2.1	4.0	13.4	-0.2
1999	0.4	1.0	-1.4	0.5	-5.2	9.0
2000	9.2	7.9	13.5	8.5	15.0	8.5
2001	-2.2	-1.7	-4.1	-4.6	-0.9	16.9
2002	1.6	3.0	-2.5	1.9	-10.1	14.0
4T 2002	7.7	2.1	-13.8	4.9	14.5	19.2
1T 2003	13.9	5.2	-1.9	11.1	20.2	26.1
2T 2003	3.9	15.0	-13.8	0.8	-11.2	40.8
3T 2003	-2.3	19.0	-25.3	-3.3	1.2	0.6
août-03	-9.1	-3.1	-30.2	-10.0	-15.3	0.2
sept-03	-2.9	7.5	-36.6	-3.7	-8.9	8.9
oct-03	-4.0	-1.6	-13.4	0.1	-9.8	-20.6

Source: STATEC

Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'Industrie - Nombre de salariés

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	99.7	101.6	91.8	96.9	99.6	102.6	98.1
1997	99.4	103.1	84.2	93.3	98.1	105.2	99.4
1998	100.6	105.5	80.8	88.1	98.0	113.2	99.9
1999	102.2	108.4	76.6	87.6	98.6	118.4	101.4
2000	103.6	110.9	73.9	86.8	98.6	123.0	104.9
2001	104.2	112.2	71.5	86.4	97.2	125.4	110.1
2002	102.6	110.7	69.2	88.5	94.4	121.1	113.6
4T 2002	102.0	110.3	67.6	88.4	93.2	121.0	113.8
1T 2003	101.4	109.9	66.7	89.9	93.1	120.2	112.0
2T 2003	101.1	109.7	65.8	89.7	92.7	120.0	111.8
3T 2003	101.3	110.1	65.0	89.6	92.9	119.7	112.5
août-03	101.2	110.1	64.8	89.5	92.8	119.4	112.7
sept-03	101.3	110.1	65.1	90.1	92.9	119.9	112.0
oct-03	101.0	109.7	65.0	90.3	92.6	119.7	111.4
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.3	1.7	-8.2	-3.1	-0.4	2.7	-1.9
1997	-0.3	1.5	-8.3	-3.7	-1.5	2.5	1.3
1998	1.2	2.3	-4.0	-5.6	-0.1	7.5	0.6
1999	1.5	2.8	-5.2	-0.5	0.6	4.6	1.5
2000	1.4	2.3	-3.5	-1.0	0.0	3.9	3.4
2001	0.6	1.2	-3.2	-0.4	-1.5	1.9	4.9
2002	-1.6	-1.3	-3.2	2.3	-2.9	-3.5	3.2
4T 2002	-1.7	-1.0	-5.9	1.7	-3.5	-2.1	2.8
1T 2003	-1.7	-1.2	-5.1	2.4	-2.5	-1.4	-0.5
2T 2003	-1.6	-0.9	-6.1	0.9	-2.0	-0.5	-1.9
3T 2003	-1.3	-0.6	-5.7	1.0	-1.4	-0.9	-1.5
août-03	-1.4	-0.7	-5.3	1.5	-1.6	-1.0	-1.5
sept-03	-1.0	-0.4	-5.1	2.0	-1.1	-0.9	-1.4
oct-03	-1.1	-0.5	-4.8	2.0	-1.0	-1.2	-2.0

Source: STATEC

Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'Industrie - Heures travaillées

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	97.7	99.6	90.4	95.2	98.6	97.8	94.8
1997	98.0	101.5	83.9	88.8	98.6	100.4	94.6
1998	97.4	102.4	77.3	79.0	96.1	107.8	94.8
1999	98.3	103.8	76.0	77.6	97.1	111.2	93.3
2000	97.7	104.0	71.8	69.5	95.7	115.2	92.0
2001	96.7	103.8	67.8	66.3	93.7	111.4	96.7
2002	93.8	100.9	64.6	60.7	90.5	103.2	99.1
4T 2002	94.3	101.6	64.2	146.0	90.2	104.1	102.3
1T 2003	95.5	102.7	65.7	167.2	92.2	106.9	99.4
2T 2003	94.2	101.7	63.0	140.1	91.4	103.6	98.1
3T 2003	88.7	95.8	59.5	133.5	86.1	95.1	95.8
août-03	70.6	75.9	48.7	24.0	68.5	68.3	82.8
sept-03	97.2	105.1	64.5	28.3	95.0	106.9	101.8
oct-03	104.8	113.2	70.2	32.9	102.6	118.0	107.1
							Taux de variation annuels en %
1996	-2.3	-0.4	-9.6	-4.7	-1.3	-2.2	-5.2
1997	0.3	1.9	-7.2	-6.8	0.0	2.7	-0.2
1998	-0.5	0.9	-7.9	-11.0	-2.6	7.4	0.2
1999	0.9	1.3	-1.6	-1.8	1.1	3.1	-1.5
2000	-0.6	0.2	-5.5	-10.4	-1.5	3.6	-1.4
2001	-1.0	-0.2	-5.7	-4.7	-2.0	-3.3	5.1
2002	-3.1	-2.8	-4.7	-8.4	-3.5	-7.3	2.5
4T 2002	-1.2	-0.6	-5.1	14.7	-2.7	-3.6	5.8
1T 2003	-1.5	-1.3	-2.7	18.6	-1.8	-1.0	-1.2
2T 2003	-1.7	-1.4	-3.6	16.2	-1.4	-0.9	-3.0
3T 2003	0.9	1.5	-2.8	14.8	1.1	-1.2	3.7
août-03	-0.1	0.9	-6.2	-49.0	-0.7	-2.7	6.1
sept-03	2.3	2.7	-0.6	-48.1	3.5	-0.6	3.6
oct-03	-0.8	-0.4	-3.7	-51.3	1.5	-1.6	-3.9

Source: STATEC

Tableau 3a - 6: Enquête d'activité dans l'Industrie - Coût salarial unitaire

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	100.4	100.9	105.3	102.3	99.8	94.4	105.9
1997	96.5	99.1	91.7	105.1	92.1	102.8	104.3
1998	92.4	95.7	88.0	100.7	87.6	97.5	100.2
1999	92.2	97.4	78.9	103.3	84.7	103.8	104.3
2000	92.6	98.3	77.7	100.1	83.0	112.6	108.0
2001	94.5	101.2	76.0	107.2	84.0	114.9	110.3
2002	94.5	100.3	81.2	101.3	83.5	117.8	113.7
4T 2002	102.6	111.3	78.9	123.2	87.3	130.9	131.4
1T 2003	85.2	89.9	76.1	71.6	77.6	106.0	103.3
2T 2003	90.8	96.8	77.5	100.9	79.5	122.4	106.7
3T 2003	93.2	97.7	97.2	91.3	82.5	129.3	108.4
août-03	111.7	113.8	148.5	93.4	102.5	157.3	121.9
sept-03	84.3	89.0	76.9	93.4	72.3	113.9	104.1
oct-03	82.3	88.1	68.6	74.6	67.6	125.3	105.2
							Taux de variation annuels en %
1996	0.4	0.9	5.3	2.3	-0.2	-5.6	5.9
1997	-3.8	-1.7	-12.9	2.8	-7.7	8.8	-1.5
1998	-4.2	-3.4	-4.0	-4.2	-4.8	-5.1	-3.9
1999	-0.3	1.8	-10.4	2.5	-3.3	6.4	4.1
2000	0.5	1.0	-1.5	-3.1	-2.0	8.5	3.5
2001	2.1	2.9	-2.2	7.2	1.2	2.0	2.1
2002	0.0	-0.9	6.9	-5.5	-0.6	2.5	3.1
4T 2002	-1.4	-1.8	4.0	-7.0	-3.4	-0.1	7.2
1T 2003	-4.5	-4.4	-2.2	-11.0	-3.6	-5.1	-3.0
2T 2003	1.0	2.6	-5.3	-1.4	0.5	3.3	4.8
3T 2003	-3.1	-3.7	12.6	-8.0	-5.3	17.6	-5.9
août-03	-4.1	-6.4	32.8	-6.7	-6.0	12.8	-5.0
sept-03	-1.3	-1.8	5.7	-7.2	-4.5	37.6	-8.8
oct-03	0.4	0.2	4.8	-8.1	-3.8	20.2	0.3

Source: STATEC

Tableau 3b: Activité dans la construction

	Production par jour ouvrable (en volume) ¹				Indice du chiffre d'affaires (en valeur) ²				Nombre d'heures payées ³
	Total	Bâtiment	Génie civil	Autres	Total	Bâtiment et génie civil		Finition	Construction au total
						Installation			
				1999=100				1995=100	1000 heures
1995	...	109.9	92.0	...	100.0	100.0	100.0	100.0	3 757
1996	...	104.4	83.2	...	103.1	103.9	103.0	104.9	3 758
1997	...	102.5	89.3	...	107.0	104.5	108.3	116.0	3 840
1998	...	102.8	90.2	...	116.1	114.6	114.5	125.3	3 979
1999	100.0	100.0	100.0	100.0	125.4	122.9	126.4	132.0	4 177
2000	103.2	105.2	103.6	102.1	139.6	140.7	131.1	141.5	4 364
2001	105.3	119.0	99.4	101.7	148.3	146.8	144.6	150.5	4 594
2002	107.5	122.6	103.5	102.4	158.6	157.6	157.5	152.2	4 755
4T 2002	108.7	118.9	107.6	104.4	186.2	189.6	177.9	173.9	4 882
1T 2003	101.0	100.5	94.1	103.8	139.0	135.7	149.5	127.1	4 383
2T 2003	119.1	133.4	124.1	110.1	172.3	180.2	155.6	153.7	4 957
3T 2003	98.3	104.0	96.8	96.4	171.6	171.5	171.5	161.1	5 025
août-03	63.7	57.9	54.6	70.8	109.8	97.3	134.2	106.0	4 659
sept-03	122.0	140.5	125.6	111.6	191.6	201.6	178.0	172.6	5 172
oct-03	...	141.0	123.7	...	...	...	...	...	...
								Taux de variation annuels en %	
1996	...	-5.1	-9.6	...	3.1	3.9	3.0	4.9	0.0
1997	...	-1.8	7.3	...	3.8	0.6	5.2	10.6	2.2
1998	...	0.2	1.1	...	8.5	9.7	5.7	8.1	3.6
1999	...	-2.7	10.9	...	8.0	7.2	10.4	5.3	5.0
2000	3.2	5.2	3.6	2.1	11.3	14.4	3.7	7.2	4.5
2001	2.0	13.0	-4.0	-0.3	6.2	4.3	10.3	6.3	5.3
2002	2.1	3.0	4.2	0.7	7.0	7.4	8.9	1.2	3.5
4T 2002	-1.5	-4.2	0.7	-1.0	4.6	5.7	3.9	1.2	3.3
1T 2003	-0.8	-12.7	-0.7	4.8	5.8	10.2	1.2	0.2	0.3
2T 2003	-3.6	-11.1	0.2	-0.9	3.7	5.3	1.6	-1.1	1.9
3T 2003	2.3	-2.2	9.9	1.3	14.0	17.0	13.4	5.4	2.5
août-03	12.3	12.8	16.3	10.6	13.1	9.7	25.2	-3.1	-2.0
sept-03	-0.4	-3.6	6.8	-2.0	17.1	23.1	13.4	7.2	6.7
oct-03	...	2.8	3.6	...	...	...	...	...	...

Source: ⁽¹⁾ STATEC, ⁽²⁾ Administration de l'Enregistrement, ⁽³⁾ IGSS

L'activité dans la construction peut être suivie grâce à différentes sources statistiques. La production par jour ouvrable (1) est tirée des enquêtes d'activité mensuelles du STATEC. Les pondérations utilisées sont: bâtiment et génie civil 48.8%, autres métiers 51.2%. La catégorie "autres" regroupe les activités d'installation et de finition. Les séries statistiques y relatives sont publiées sur les Indicateurs Rapides B2 et B2bis.

Le chiffre d'affaires nominal (2) est tiré des fichiers de déclaration de la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et couvre quasiment l'ensemble de la construction.

Enfin, les fichiers de la sécurité sociale, qui sont habituellement utilisés pour suivre l'emploi et les salaires, contiennent aussi le nombre d'heures payées, qui constitue un indicateur de l'évolution de l'activité dans la construction.

Tableau 3c: Activité dans le commerce

	Indice du chiffre d'affaires (en valeur)				Indice du chiffre d'affaires (en volume)			
	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
								1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	103.1	105.4	103.3	100.0	101.8	104.3	102.0	98.8
1997	121.5	121.8	124.9	107.4	119.8	118.2	123.6	105.8
1998	126.5	129.0	128.9	114.0	124.4	126.5	127.3	110.6
1999	130.1	138.2	131.3	117.0	128.3	133.7	131.0	111.9
2000	150.7	156.9	155.7	123.9	140.9	140.0	147.0	116.4
2001	155.1	165.0	158.8	130.2	141.4	143.2	146.4	119.1
2002	158.5	178.4	158.0	140.6	144.3	155.5	146.2	125.3
4T 2002	167.3	168.7	168.8	159.6	150.5	144.4	154.2	141.1
1T 2003	169.2	205.0	167.7	139.7	151.8	175.4	153.1	123.0
2T 2003	174.3	211.2	172.3	145.9	155.0	178.9	155.7	128.6
3T 2003	170.2	189.8	172.3	142.4	152.7	163.2	157.0	124.7
juil-03	179.9	215.3	177.8	153.7	161.2	184.8	161.9	134.8
août-03	146.8	166.3	146.2	130.1	131.7	143.0	133.3	113.9
sept-03	183.9	187.9	192.9	143.4	165.1	161.7	175.7	125.3
								Taux de variation annuels en %
1996	3.1	5.4	3.3	0.0	1.8	4.3	2.0	-1.2
1997	17.8	15.5	20.9	7.3	17.6	13.4	21.2	7.0
1998	4.1	6.0	3.2	6.2	3.9	7.0	3.0	4.6
1999	2.8	7.1	1.8	2.7	3.1	5.7	2.9	1.1
2000	15.8	13.5	18.6	5.9	9.8	4.7	12.3	4.0
2001	2.9	5.2	2.0	5.0	0.4	2.3	-0.4	2.3
2002	2.2	8.1	-0.5	8.0	2.1	8.6	-0.1	5.3
4T 2002	6.6	9.7	5.3	9.1	4.9	7.5	3.9	6.7
1T 2003	11.2	14.1	11.1	7.8	8.3	10.0	8.4	5.3
2T 2003	8.2	8.4	8.6	5.9	5.0	4.6	5.2	4.4
3T 2003	11.0	11.3	12.1	5.0	9.9	10.8	11.0	3.7
juil-03	9.1	11.4	8.6	8.5	7.8	10.8	7.1	7.1
août-03	5.9	9.6	5.7	2.9	5.0	9.3	4.7	1.6
sept-03	17.3	12.8	21.4	3.3	16.5	12.3	20.5	2.0

Source: Administration de l'Enregistrement, STATEC

L'activité dans le commerce est suivie grâce aux fichiers de TVA. Des indices "volume" sont calculés par le STATEC en déflatant les indices "valeurs" par des indicateurs de prix y correspondants.

Pondérations 2001: Commerce et réparation automobile 17.5%, commerce de gros 62.6%, commerce de détail 19.9%
--

Tableau 3d: Activité dans les services financiers

	Banques		Comptes de pertes et profits des banques			OPC	
	Nombre de banques	Somme de bilans	Marge d'intérêt	Résultat brut	Résultat avant provisions	Nombre d'OPC	Actifs nets
	Unités	En Mio EUR			En Mio EUR	Unités	En Mio EUR
1995	221	446 884	3 075	4 692	2 531	1 308	246 626
1996	222	466 747	3 119	5 037	2 717	1 360	289 478
1997	218	503 701	3 249	5 703	3 275	1 408	357 750
1998	215	550 008	3 085	6 855	4 203	1 476	455 541
1999	210	567 408	3 274	6 472	3 510	1 569	597 500
2000	209	630 065	3 703	8 028	4 410	1 702	859 915
2001	197	685 944	4 458	8 151	4 344	1 858	892 275
2002	183	687 026	4 093	8 113	4 567	1 941	899 369
4T 2002	179	665 569	4 093	8 113	4 567	1 952	858 842
1T 2003	178	664 411	1 122	2 065	1 185	1 944	830 980
2T 2003	176	658 090	2 025	3 738	2 033	1 920	857 057
3T 2003	175	658 204	2 964	5 609	3 038	1 920	912 156
						Taux de variation annuels en %	
1996		4.4	1.4	7.4	7.3	4.0	17.4
1997		7.9	4.2	13.2	20.5	3.5	23.6
1998		9.2	-5.0	20.2	28.3	4.9	27.3
1999		3.2	6.1	-5.6	-16.5	6.3	31.2
2000		11.0	13.1	24.0	25.6	8.5	43.9
2001		8.9	20.4	1.5	-1.5	9.2	3.8
2002		0.2	-8.2	-0.5	5.1	4.5	0.8
4T 2002		-6.0	-8.2	-0.5	5.1	2.6	-5.4
1T 2003		-6.2	1.6	-3.9	-4.7	1.2	-13.0
2T 2003		-6.7	-4.3	-6.9	-10.0	-1.0	-7.5
3T 2003		-1.6	-2.4	-6.1	-9.3	-1.7	6.4

Source: Banque centrale du Luxembourg

Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie

	Appréciation du carnet des commandes		Estimation de la tendance de la production au cours des prochains mois		Durée d'activité assurée et capacité de production	
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Durée de production assurée	Degré d'utilisation de la capacité de production
1995	7.8	61.4	7.1	69.8	2.6	81.8
1996	-33.2	52.5	-6.7	73.5	2.6	79.3
1997	11.6	63.7	9.9	77.4	2.9	85.3
1998	-2.5	60.8	11.8	43.5	3.1	87.0
1999	-10.0	60.8	4.1	75.8	3.0	86.0
2000	9.2	58.6	7.8	78.3	3.0	88.3
2001	-22.1	56.9	-17.1	65.6	2.9	89.0
2002	-36.5	52.8	-8.9	67.4	3.0	89.0
2003	-35.4	61.6	-10.6	67.3	2.8	85.0
1T 2003	-28.7	68.0	-5.3	60.0	2.9	84.0
2T 2003	-37.3	60.7	-17.0	68.3	2.9	86.0
3T 2003	-36.0	60.7	-7.0	73.0	2.8	85.0
4T 2003	-39.7	57.0	-13.0	67.7	2.8	84.0
nov-03	-45.0	53.0	-20.0	64.0	...	...
déc-03	-38.0	58.0	-8.0	66.0	...	...
janv-04	-33.0	61.0	-7.0	71.0	...	...

Source: STATEC

Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction

	Appréciation du carnet des commandes		Durée d'activité assurée
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	
1995	-53.5	42.3	3.9
1996	-61.9	36.3	3.7
1997	-41.3	52.8	4.1
1998	-12.5	71.5	4.4
1999	-4.2	73.2	4.7
2000	5.3	62.6	4.9
2001	-5.2	61.0	4.7
2002	-29.0	57.0	4.3
2003	-51.0	44.2	3.6
1T 2003	-67.0	31.7	3.6
2T 2003	-54.0	42.7	3.6
3T 2003	-44.3	48.3	3.7
4T 2003	-38.7	54.0	3.5
nov-03	-43.0	53.0	3.3
déc-03	-37.0	49.0	3.5
janv-04	-47.0	47.0	3.7

Source: STATEC

Les enquêtes de conjoncture sont des enquêtes mensuelles *qualitatives*, harmonisées au niveau communautaire. En principe, les entreprises sondées ne doivent répondre aux questions que par une des trois réponses suivantes: stabilité, augmentation ou diminution. Les réponses agrégées sont exprimées à l'aide des pourcentages respectifs de personnes ayant répondu par l'une de ces trois options.

Les enquêtes sont censées donner une représentation rapide de la situation conjoncturelle. Le périmètre de l'enquête est équivalent à celui des enquêtes d'activités *quantitatives* (tableaux 3a et 3b).

Tableau 5a: Marché du travail

	Demandes d'emploi non satisfaites (1)*	Emploi salarié intérieur (2)	Emploi indépendant intérieur (3)	Emploi intérieur (4)=(2+3)	Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg (5)	Frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger (6)	Fonction- naires interna- tionaux (7)	Frontaliers nets (8)= (5-6-7)	Emploi national (9)=(4-8)	Population active (10)=(9+1)	Taux de chômage (11)=(1/10)
	1000 personnes										En % de la population
1995	5.130	197.5	16.3	213.8	55.5	0.7	7.8	47.0	166.8	172.0	3.0
1996	5.680	203.1	16.4	219.6	59.6	0.7	7.8	51.1	168.5	174.1	3.3
1997	5.861	210.0	16.6	226.6	64.4	0.7	7.8	56.0	170.6	176.5	3.3
1998	5.534	219.7	16.7	236.4	70.8	0.7	7.8	62.3	174.1	179.6	3.1
1999	5.351	231.5	16.8	248.3	78.4	0.7	7.7	70.0	178.3	183.7	2.9
2000	4.964	245.4	16.9	262.3	87.4	0.7	7.8	78.9	183.4	188.4	2.6
2001	4.927	260.1	16.9	277.0	97.3	0.7	7.6	89.0	188.0	192.9	2.6
2002	5.823	268.8	16.9	285.7	103.0	0.7	7.7	94.6	191.1	196.9	3.0
2003	7.587	274.2	17.2	291.4	106.8	0.7	7.7	98.4	193.0	200.6	3.8
1T 2003	7.461	271.5	17.0	288.5	104.9	0.7	7.7	96.5	192.0	199.5	3.7
2T 2003	7.142	274.1	17.1	291.2	106.4	0.7	7.7	98.0	193.2	200.4	3.6
3T 2003	7.455	274.7	17.3	292.0	107.8	0.7	7.7	99.4	192.6	200.0	3.7
4T 2003	8.290	276.5	17.4	293.9	108.0	0.7	7.7	99.7	194.2	202.5	4.1
oct-03	8.204	277.7	17.4	295.1	108.5	0.7	7.7	100.2	194.9	203.1	4.0
nov-03	8.308	277.2	17.4	294.6	108.5	0.7	7.7	100.1	194.5	202.8	4.1
déc-03	8.359	274.6	17.4	292.0	107.1	0.7	7.7	98.7	193.2	201.6	4.1
	Taux de variation annuels en %										
1996	10.7	2.8	0.8	2.7	7.4	0.0	-0.2	8.7	1.0	1.3	
1997	3.2	3.4	1.0	3.2	8.1	0.0	-0.2	9.5	1.3	1.4	
1998	-5.6	4.6	0.5	4.3	9.9	0.0	0.0	11.4	2.0	1.8	
1999	-3.3	5.3	0.7	5.0	10.7	0.0	-0.7	12.2	2.4	2.3	
2000	-7.2	6.0	0.3	5.6	11.5	0.0	1.1	12.7	2.9	2.6	
2001	-0.7	6.0	0.0	5.6	11.4	0.0	-2.1	12.9	2.5	2.4	
2002	18.2	3.3	0.3	3.1	5.8	0.0	0.6	6.3	1.7	2.1	
2003	30.3	2.0	1.8	2.0	3.7	0.0	0.0	4.0	1.0	1.9	
1T 2003	30.9	2.1	1.5	2.1	3.9	0.0	0.0	4.2	1.0	1.9	
2T 2003	34.5	2.0	1.6	2.0	3.7	0.0	0.0	4.0	1.0	1.9	
3T 2003	31.6	2.0	2.1	2.0	3.8	0.0	0.0	4.1	1.0	1.9	
4T 2003	25.3	2.0	1.9	1.9	3.5	0.0	0.0	3.8	1.0	1.8	
oct-03	27.1	1.9	2.0	1.9	3.3	0.0	0.0	3.6	1.1	1.9	
nov-03	25.4	1.8	1.9	1.8	3.3	0.0	0.0	3.6	1.0	1.8	
déc-03	23.4	2.1	1.8	2.1	3.9	0.0	0.0	4.2	1.0	1.8	

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

Les chiffres *en italique* sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

* Rupture de série en 1997. Jusqu'à la fin de 1997, une partie des personnes "en mesures" ont été incluses dans les DENS, ce qui a conduit à une surévaluation du chômage. Depuis le début de 1998, l'Administration de l'Emploi (ADEM) publie séparément les chiffres concernant le chômage (série révisée) et ceux se rapportant aux personnes en mesures. Pour 1997, un calcul rétroactif a été effectué, où les personnes, "en mesures" en 1997, ont été éliminées de la série de DENS. La différence entre les deux séries est de 496 personnes en 1997, soit 0.3% de la population active.

Le tableau 5a reprend l'ensemble des variables du marché du travail luxembourgeois qui sont pertinentes pour le calcul du taux de chômage. Celui-ci étant un concept "résident" (ou national, même si la nationalité ne joue pas), les frontaliers sont éliminés de l'emploi salarié. En tenant compte des fonctionnaires internationaux travaillant (et résidant) au Luxembourg et des quelques frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger, on passe de l'emploi intérieur (colonne 4) à l'emploi national (colonne 9) et puis à la population active et au chômage. A noter que toutes les séries ont une fréquence mensuelle, mise à part celles des frontaliers luxembourgeois sortants et des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, l'emploi salarié est disponible avec un retard de 3 mois sur les statistiques du chômage.

Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail

	Travail intérimaire				Autres indicateurs		
	Nombre d'heures prestées	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Taux de chômage désaisonnalisé	Chômage complet indemnisé	Offres d'emplois non-satisfaites	Bénéficiaires de mesures pour l'emploi	Total des demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM
		1000 heures	Nombre de personnes	En % de la population active			Nombre de personnes
1995	341.7	2 483	...	2 639	438	...	...
1996	362.6	2 736	...	2 837	1 107	...	...
1997	439.7	3 248	3.3	3 191	931	1 317	7 178
1998	525.2	3 902	3.1	2 450	1 443	1 718	7 252
1999	534.1	3 932	2.9	2 222	1 530	1 751	7 102
2000	617.9	4 473	2.6	2 025	1 364	1 922	6 886
2001	660.0	4 758	2.6	2 080	1 381	2 210	7 137
2002	650.1	4 720	2.6	2 775	940	2 585	8 408
2003	...	...	2.6	3 938	842	2 931	10 518
1T 2003	616.1	4 778	3.5	6 998	874	2 859	10 319
2T 2003	732.9	5 268	3.7	7 463	873	3 011	10 153
3T 2003	752.8	5 465	3.9	7 806	861	2 811	10 266
4T 2003	...	...	4.0	8 117	760	3 043	11 333
oct-03	...	...	4.0	4 075	886	3 001	11 205
nov-03	...	...	4.0	4 248	863	3 093	11 401
déc-03	...	...	4.0	4 479	531	3 035	11 394
							Taux de variation annuels en %
1996	6.1	10.2		7.5	153.0	...	...
1997	21.3	18.7		12.5	-15.9	...	...
1998	19.4	20.1		-23.2	55.0	30.4	1.0
1999	1.7	0.8		-9.3	6.0	1.9	-2.1
2000	15.7	13.8		-8.9	-10.8	9.8	-3.0
2001	6.8	6.4		2.7	1.2	15.0	3.6
2002	-1.5	-0.8		33.4	-31.9	17.0	17.8
2003	...	...		41.9	-10.4	13.4	25.1
1T 2003	2.9	4.6		41.8	-20.2	13.4	25.5
2T 2003	5.2	6.6		45.8	-16.2	14.5	27.9
3T 2003	12.1	10.4		46.5	-7.2	14.2	26.3
4T 2003	...	...		34.8	9.2	11.5	21.2
oct-03	...	...		40.4	4.9	12.3	22.8
nov-03	...	...		34.8	12.4	11.5	21.3
déc-03	...	...		30.1	12.0	10.7	19.7

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), STATEC

Les chiffres en italique sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

Le taux de chômage désaisonnalisé est calculé par le STATEC et les chiffres sont censés donner une indication sur l'évolution "fondamentale" du chômage, en faisant abstraction du phénomène saisonnier. Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes auprès de l'Administration de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mises au travail et mesures de formation reprennent l'ensemble des personnes qui sont dans une des mesures chapeautées par l'Administration de l'Emploi. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérées comme chômeurs (demandeurs d'emplois non satisfaits). Le total des demandeurs d'emplois additionne les personnes "en mesure" ainsi que les chômeurs.

Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur

	Exportations en valeur				Importations en valeur				Solde commercial			Indices en volume		
	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Exportations	Importations
	Mio EUR												1990=100	
1995	5 720	4 875	4 379	846	7 488	6 635	6 456	853	-1 768	-1 761	-2 078	-7	114	121
1996	5 533	4 747	4 275	786	7 573	6 789	6 629	783	-2 040	-2 043	-2 354	2	115	120
1997	6 260	5 254	4 713	1 006	8 543	7 455	7 274	1 088	-2 283	-2 201	-2 561	-82	130	136
1998	7 222	6 003	5 377	1 219	9 736	8 583	8 297	1 153	-2 513	-2 580	-2 919	67	152	157
1999	7 415	6 357	5 607	1 059	10 382	8 653	8 327	1 729	-2 966	-2 296	-2 719	-670	162	165
2000	8 630	7 277	6 454	1 353	11 645	10 048	9 596	1 597	-3 015	-2 772	-3 143	-244	185	178
2001	9 272	7 864	6 825	1 408	12 588	11 014	10 390	1 575	-3 317	-3 150	-3 565	-167	197	193
2002	9 112	7 714	6 851	1 398	12 246	11 039	10 452	1 207	-3 133	-3 325	-3 601	192	193	186
4T 2002	2 301	1 937	1 725	364	3 337	3 090	2 937	247	-1 036	-1 153	-1 212	117	195	203
1T 2003	2 362	2 009	1 801	353	3 047	2 798	2 701	249	-685	-789	-900	104	202	186
2T 2003	2 357	1 967	1 764	390	3 079	2 746	2 629	333	-722	-779	-865	57	203	190
3T 2003	2 199	1 868	1 684	331	2 865	2 625	2 510	240	-665	-757	-826	91	190	175
sept-03	796	687	622	109	1 020	935	886	85	-223	-247	-264	24	209	189
oct-03	842	727	643	115	1 098	1 007	915	90	-256	-280	-272	25	222	205
nov-03	735	624	562	111	1 036	918	871	118	-301	-294	-309	-7	193	192
	Taux de variation annuels en %													
1996	-3.3	-2.6	-2.4	-7.1	1.1	2.3	2.7	-8.2					1.1	-0.8
1997	13.1	10.7	10.2	28.0	12.8	9.8	9.7	38.8					13.1	12.8
1998	15.4	14.3	14.1	21.2	14.0	15.1	14.1	6.0					16.8	15.8
1999	2.7	5.9	4.3	-13.2	6.6	0.8	0.4	50.0					6.3	5.0
2000	16.4	14.5	15.1	27.8	12.2	16.1	15.2	-7.7					14.5	8.1
2001	7.4	8.1	5.8	4.1	8.1	9.6	8.3	-1.4					6.4	8.0
2002	-1.7	-1.9	0.4	-0.7	-2.7	0.2	0.6	-23.4					-2.2	-3.6
4T 2002	3.2	4.0	5.8	-0.8	11.1	12.4	13.3	-2.5					3.4	10.2
1T 2003	6.3	5.9	6.7	8.7	1.7	5.1	6.9	-25.3					7.2	2.0
2T 2003	-1.9	-3.0	-2.0	3.8	3.2	-0.3	1.8	44.8					-0.4	5.0
3T 2003	0.6	0.9	2.8	-0.9	-2.2	3.7	4.4	-39.5					3.0	-1.5
sept-03	-1.0	-1.3	5.5	1.2	5.9	4.3	5.1	28.8					2.6	7.8
oct-03	-5.4	-1.1	-1.1	-25.8	0.4	0.6	-3.7	-1.7					-2.4	2.5
nov-03	-5.3	-6.2	-5.1	-0.1	-16.9	-21.8	-22.0	59.8					-2.8	-16.1

Source: STATEC

Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes

	Marchandises			Services				Revenus				
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	dont: solde services financiers et d'assurance	Crédit	Débit	Solde	dont: solde revenus des investissements	
											tions	ments
	Mio EUR											
1995	6 264	7 502	-1 238	7 830	5 491	2 340	1 616	35 652	34 497	1 156	-1 086	2 242
1996	6 096	7 575	-1 479	9 233	6 515	2 717	1 874	31 037	30 076	961	-1 220	2 181
1997	6 865	8 672	-1 806	11 257	7 716	3 541	2 421	34 057	33 633	424	-1 394	1 818
1998	7 697	9 770	-2 074	12 742	8 920	3 822	2 696	42 078	41 846	232	-1 616	1 849
1999	8 046	10 474	-2 428	15 853	10 780	5 073	3 807	44 960	45 412	-453	-1 921	1 468
2000	9 387	11 956	-2 569	21 712	14 324	7 388	5 992	54 754	56 165	-1 411	-2 329	918
2001	10 087	12 850	-2 763	22 067	14 881	7 186	5 891	58 404	60 241	-1 838	-2 863	1 026
2002	10 268	12 408	-2 139	21 673	14 453	7 221	5 463	53 029	55 524	-2 494	-3 157	662
4T 2002	2 535	3 406	-871	5 294	3 562	1 732	1 270	11 674	12 470	-796	-880	84
1T 2003	2 756	3 216	-459	5 245	3 236	2 009	1 302	11 007	11 843	-836	-802	-34
2T 2003	2 745	3 159	-414	5 183	3 401	1 782	1 293	12 754	13 419	-665	-826	161
3T 2003	2 414	2 990	-576	5 634	3 916	1 718	1 443	11 196	11 711	-515	-802	288
	Taux de variation annuels en %											
1996	-2.7	1.0		17.9	18.7			-12.9	-12.8			
1997	12.6	14.5		21.9	18.4			9.7	11.8			
1998	12.1	12.7		13.2	15.6			23.6	24.4			
1999	4.5	7.2		24.4	20.9			6.8	8.5			
2000	16.7	14.1		37.0	32.9			21.8	23.7			
2001	7.5	7.5		1.6	3.9			6.7	7.3			
2002	1.8	-3.4		-1.8	-2.9			-9.2	-7.8			
4T 2002	6.9	6.4		-3.5	-4.0			-17.9	-15.0			
1T 2003	0.1	11.3		-8.7	-10.1			-18.4	-16.2			
2T 2003	5.6	4.3		-4.6	-5.8			-18.6	-16.8			
3T 2003	1.3	-3.1		8.3	6.4			-8.2	-8.5			
	Transferts courants			Balance des transactions courantes								
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde						
	Mio EUR											
1995	1 309	1 731	-422	51 055	49 220	1 835						
1996	1 677	2 104	-427	48 042	46 270	1 772						
1997	1 759	2 211	-452	53 938	52 231	1 707						
1998	1 958	2 341	-383	64 475	62 877	1 598						
1999	2 143	2 673	-530	71 002	69 340	1 663						
2000	2 974	3 474	-500	88 827	85 918	2 909						
2001	2 881	3 490	-609	93 439	91 463	1 976						
2002	2 841	3 588	-747	87 811	85 972	1 839						
4T 2002	749	952	-202	20 251	20 389	-138						
1T 2003	1 097	882	215	20 105	19 176	929						
2T 2003	910	1 129	-219	21 591	21 108	484						
3T 2003	805	929	-124	20 049	19 546	503						
	Taux de variation annuels en %											
1996	28.1	21.5		-5.9	-6.0							
1997	4.9	5.1		12.3	12.9							
1998	11.3	5.9		19.5	20.4							
1999	9.4	14.2		10.1	10.3							
2000	38.8	30.0		25.1	23.9							
2001	-3.1	0.5		5.2	6.5							
2002	-1.4	2.8		-6.0	-6.0							
4T 2002	-5.3	8.5		-11.4	-9.3							
1T 2003	50.5	-10.6		-11.5	-11.2							
2T 2003	30.0	35.9		-11.5	-10.6							
3T 2003	21.4	13.4		-1.9	-4.1							

Source: STATEC, BCL

Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières

Période	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits fin. dérivés	Autres investissements		Avoirs de réserve
		A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements		Avoirs	Engagements	
2002	-762	-162 246	135 360	8 209	69 565	-78	-22 155	-29 382	-36
4T 2002	791	-93 991	88 039	-6 101	11 974	828	-8 995	9 034	4
1T 2003	-319	-21 506	20 085	-15 447	4 834	-127	4 002	7 839	1
2T 2003	-129	-34 084	26 430	-17 681	11 374	5 590	2 497	5 805	-59
3T 2003	294	-16 834	14 804	-18 202	21 191	-874	1 603	-1 377	-16

Source: BCL, STATEC

Remarques méthodologiques

En 1978, pour étayer l'analyse des relations économiques extérieures du Luxembourg, qui fut jusque-là limitée aux seules statistiques sur les échanges de marchandises, le Gouvernement avait chargé le STATEC d'établir une première balance courante du Luxembourg. En 2000, le législateur a attribué à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) et au STATEC les compétences nécessaires pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, pour une période et un territoire économique donnés, l'ensemble des transactions économiques avec le reste du monde en les classant selon une nomenclature et une méthodologie particulière. Ces transactions peuvent aussi bien porter sur des échanges de biens, de services et de revenus que sur des créances et des engagements financiers. Une transaction se définit en particulier comme un flux économique découlant du changement de propriété d'un actif financier ou d'un bien, la prestation d'un service ou la fourniture de travail ou de capital. La balance des paiements doit uniquement enregistrer les flux entre des résidents et des non-résidents d'un territoire économique donné. Les principes et les concepts autour desquels se construit la balance des paiements sont en particulier décrits par le Fonds monétaire international (FMI) dans sa publication "Manuel de la balance des paiements 5ième édition" (MBP5). Ce recueil distingue les trois comptes suivants:

- **Le compte des transactions courantes** reprend les flux de paiements effectués avec l'étranger dans le cadre du commerce de biens, de l'échange de services ou résultant de transferts. Elle est établie par le STATEC sur base de diverses sources statistiques, suivant une méthodologie internationale.
L'écart entre le solde des échanges de biens, respectivement dans la statistique du commerce extérieur (tableau 6a) et dans la balance courante (6b), s'explique surtout par la prise en considération dans la balance des paiements de la vente de produits pétroliers aux transporteurs professionnels non-résidents. La différence au niveau des montants des exportations et des importations est due à des divergences méthodologiques (e.a. concept de changement de propriété "balance des paiements" versus mouvement physique "commerce extérieur").
- **Le compte de capital** enregistre les transferts de capital et les transactions sur les actifs non financiers non produits (par exemple brevets, marques,...).
- **Le compte des opérations financières** englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle, des actifs non financiers non produits ainsi que les opérations sur actifs financiers. Pour le compte financier uniquement, les «crédits» et les «débits» correspondant aux flux bruts n'apparaissent pas directement dans le tableau. Seuls les soldes figurent dans le tableau. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie. Pour les avoirs de réserve, un montant positif indique une diminution, un montant négatif une augmentation.

Un système de comptabilisation en partie double

Le système d'enregistrement des opérations dans la balance des paiements est basé sur les principes de la comptabilité en partie double. Toute inscription doit être balancée par une écriture de contrepartie. Toutes les transactions sont donc enregistrées sous forme de crédits et de débits. Ceci implique que la somme de tous les crédits devrait être égale à la somme de tous les débits. Toutefois, les informations nécessaires à l'établissement de la balance des paiements sont collectées auprès de différentes sources qui ne concordent pas forcément. Par conséquent, le poste *des Erreurs et Omissions* permet d'atteindre l'équilibre des comptes. Pour des besoins de simplicité, celles-ci ne sont pas reprises dans les tableaux 6b et 6c.

La signification économique des débits et des crédits est détaillée dans le tableau suivant:

	Compte des transactions courantes	Compte des opérations financières
Crédit	- exportations de biens et de services - revenus à recevoir de l'étranger - transferts reçus sans contrepartie d'une autre économie	- diminution des avoirs extérieurs - augmentation des engagements extérieurs
Débit	- importations de biens et de services - revenus dus à l'étranger - transferts fournis sans contrepartie à une autre économie	- augmentation des avoirs extérieurs - diminution des engagements extérieurs

E. Index des tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes.....	7
Tableau 2: Indicateurs conjoncturels.....	10
Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise.....	11
Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches.....	12
Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs.....	13
Tableau 6: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise.....	15
Tableau 7: Activité récente dans la construction : production par jour ouvrable.....	18
Tableau 8: Évolution récente dans le commerce; chiffres d'affaires en volume.....	21
Tableau 9: Évolution récente dans l'Horeca: chiffres d'affaires en valeur.....	23
Tableau 10: Transports et communications: chiffres d'affaires en valeur.....	24
Tableau 11: Transports: variables annexes.....	24
Tableau 12: Services marchands divers: tableau de synthèse.....	25
Tableau 13: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques.....	27
Tableau 14: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques.....	30
Tableau 15: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg.....	32
Tableau 16: Inflation en Europe.....	33
Tableau 17: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCN).....	33
Tableau 18: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (décembre 2003).....	33
Tableau 19: Composants du coût salarial.....	35
Tableau 20: Balance des paiements courants.....	36
Tableau 21: Évolution du nombre d'emplois salariés créés en net.....	42
Tableau 22: Travail intérimaire.....	43
Tableau 23: Chômage partiel.....	45
Tableau 24: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg.....	46
Tableau 25: Hypothèses exogènes retenues pour simuler la dépréciation de 10% du USD.....	48
Tableau 26: Principaux résultats pour l'économie luxembourgeoise de la simulation d'une dépréciation de 10% du USD.....	49
Tableau 27: Déficit public au sens de "Maastricht" (consolidé).....	54
Tableau 28: Evolution cyclique des finances publiques.....	55
Tableau 29: Principaux agrégats, 2002-2006 ¹	56

Graphiques

Graphique 1: PIB.....	9
Graphique 2: Formation brute de capital.....	9
Graphique 3: Consommation finale des ménages.....	9
Graphique 4: Consommation publique.....	9
Graphique 5: Exportations de biens et services.....	9
Graphique 6: Importations de biens et services.....	9
Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro.....	10
Graphique 8: Activité récente dans l'industrie.....	14
Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie.....	15
Graphique 10: Loyers d'habitation réels.....	19
Graphique 11: Prix à la construction.....	19
Graphique 12: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction.....	20
Graphique 13: Emploi salarié dans la construction.....	20
Graphique 14: Indicateur de confiance des consommateurs.....	22
Graphique 15: Indicateurs financiers pour l'Europe.....	26
Graphique 16: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du troisième trimestre.....	27
Graphique 17: Organismes de placement collectif.....	28
Graphique 18: Emploi dans les banques (données trimestrielles).....	28
Graphique 19: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000.....	30
Graphique 20: Inflation et prix pétroliers.....	31
Graphique 21: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US.....	31
Graphique 22: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg.....	34
Graphique 23: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne.....	35
Graphique 24: Solde de la balance courante du Luxembourg 1999-2003.....	36
Graphique 25: Évolution des échanges de biens (valeurs).....	37
Graphique 26: Évolution des services financiers.....	38
Graphique 27: Évolution des services autres que financiers.....	39
Graphique 28: Emploi et chômage.....	40
Graphique 29: Évolution de la productivité dans le secteur marchand (hors banques et assurances).....	41
Graphique 30: Progression annuelle du nombre de chômeurs.....	41
Graphique 31: Taux de chômage officiel et au sens large.....	44
Graphique 32: Moyenne annuelle des heures de travail mensuelles par travailleur- IGSS.....	51

Graphique 33: Moyenne annuelle des heures de travail hebdomadaire par travailleur - EFT	51
Graphique 34: Variation annuelle de l'emploi salarié intérieur et des heures totales déclarées à la sécurité sociale	52
Graphique 35: Capacité/ Besoin de financement (en % du PIB) suivant le programme de stabilité.....	54

BON DE COMMANDE

Veillez enregistrer ma commande pour:

la Note de conjoncture n°/2003

le Rapport annuel 2002 (Note de conjoncture n°1-2003)

un abonnement annuel 2004 (trois notes de conjoncture et un Rapport annuel)

Nom, prénom:

Société:

Adresse complète:

.....

.....

Signature: Date:

A retourner au:

STATEC

Tél: 478-4377

Fax: 46 42 89

Boîte postale 304
L-2013 Luxembourg
E-mail: info@statec.etat.lu

Prix de l'abonnement annuel: 11.00 euros
Prix du Rapport annuel (n° 1): 4.30 euros
Prix des Nos 1, 3 et 4: 2.90 euros

Paiement après réception de la facture